

« L'émancipation des travailleurs sera l'œuvre des travailleurs eux-mêmes »

La tentation est grande de mettre l'ensemble de ce numéro de Carré Rouge sous le signe de la célèbre devise du Manifeste, « l'émancipation des travailleurs sera l'œuvre des travailleurs eux-mêmes ». Pas simplement parce que le document le plus substantiel de ce numéro, que l'on doit à Alain Bihr, s'intitule « actualiser le communisme ». Mais parce que c'est dans cette idée, qui est plus que jamais une « idée neuve » dans le monde d'aujourd'hui, que se trouve un fil conducteur important de la situation politique.

L'ALGÉRIE ET LA FRANCE

Le rapprochement peut sembler incongru. Il a bien sûr ses limites. Mais il y a plus que des coïncidences entre le mouvement qui dresse aujourd'hui les masses algériennes contre le régime corrompu et manipulateur, et la manifestation qui, le 9 juin, a vu défiler à Paris 30 000 manifestants appelés au plan national par des sections syndicales de base d'un certain nombre d'entreprises frappées par des plans de licenciements et des suppressions d'emplois. Les faits ne sont pas comparables. Les situations sont bien différentes. Mais un courant de fond les traverse

toutes deux.

L'Algérie d'abord. Le mouvement est parti de Kabylie. Il gagne aujourd'hui l'ensemble du pays. Le gouvernement Bouteflika a cherché à en limiter la portée à une révolte à caractère ethnique. Il a manipulé un certain nombre de jeunes d'Alger, les a encadrés d'éléments de la Sécurité militaire et des forces secrètes pour les lancer « contre les Kabyles ». L'opération, pour sanglante qu'elle ait été, a échoué. Les manifestants kabyles ont été reconnus par toute la population algérienne et algéroise comme étant des leurs. Des témoignages innombrables montrent une population qui se reconnaît dans leur refus de l'oppression, de la misère extrême, de la corruption des gouvernants, des manipulations.

La genèse de l'immense manifestation d'Alger du 14 juin est d'un intérêt considérable. Elle a été construite « par en bas », par les comités de village, les archs, qui sont à la fois de très anciennes structures traditionnelles, procédant d'une démocratie directe à l'échelle de la communauté, et un pouvoir local étanche à toute manipulation. Si la population a dû avoir recours à ce canal de mobilisation pour engager un combat qui inclut à la fois des revendications proprement berbères et des revendica-

L'article qui suit est le résultat de discussions entre militants organisés et inorganisés de la région Rouen-le Havre, et a été écrit au retour de la manifestation du 9 juin. Il s'inscrit tout naturellement dans la discussion sur la situation dont cette manifestation est un élément important.

Le 9 juin :

Un maillon dans le mouvement autonome de lutte des travailleurs contre les licenciements

En juillet 2000, il y a à peine un an, le conflit des Cellatex commençait. Une fraction de la classe des salariés allait s'identifier à leur lutte. Mieux : la détermination des Cellatex, que traduisaient leurs modes d'action, allait faire de la lutte de cette petite entreprise de l'Est de la France un porte-drapeau pour nombre de travailleurs qui, pendant l'été dernier, devaient lutter pour conserver leur emploi (Adelshoffen, Bertrand Faure...). Mais ils allaient encore combattre de façon isolée. Le 9 juin 2001, ce sont les travailleurs d'importantes entreprises victimes au même moment de «

plans sociaux » qui sont venus cette fois dire « toutes ensemble » non aux licenciements. Les luttes de l'été dernier ne sont pas étrangères à cette évolution. Mais il faut y voir aussi l'effet de maturations politiques plus profondes, l'émergence d'une conscience des enjeux du capitalisme mondialisé. On commence à comprendre que les délocalisations et les licenciements faits au nom d'une rentabilité jugée trop faible par les actionnaires, ou au nom des pertes financières dues à la concurrence, ne peuvent pas être attribués simplement au « cynisme » ou à l'in-

compétence de tel ou tel patron, mais s'expliquent plutôt comme le résultat d'un système économique global.

Le travail du mouvement anti-mondialisation n'est pas étranger à cette prise de conscience. Millau 2000 et la lutte des Cellatex étaient juxtaposés dans le temps sans que les protagonistes aient conscience de leur intimité. Le sommet de Nice en décembre 2000 a vu les rangs des anti-mondialisation rejoints par celui de cortèges syndicaux importants, sur le mode néo-réformiste des appareils syndicaux de la C.E.S. certes, mais ceux-ci ont conforté malgré eux ce qui semble être un acquis : la participation des éléments les plus militants du mouvement syndical à la lutte anti-libérale. C'est dans ce processus d'ensemble que s'inscrit le 9 juin, qui a enfin vu la rencontre entre des travailleurs victimes de plans de licenciements et les militants qui combattent le capitalisme mondialisé (même s'ils le nomment « libéralisme »), ainsi que les militants d'extrême-gauche. La perception d'enjeux mondiaux a commencé à trouver son expression politique dans la volonté de lutter contre TOUS les licenciements, et non pas contre tel ou tel plan particulier.

« SURTOUT IL FAUT

SORTIR DE SA BOÎTE »

Ces propos d'un militant syndical de Lu-Danone (1) semblent maintenant une évidence pour de nombreux salariés en lutte. D'abord parce que « ça nous sort de notre isolement » (3) comme le dit une ouvrière de DIM, et parce que la lutte contre les licenciements concerne « toute la société » (4). Mais comment faire pour « sortir de la boîte » ? Chaque plan de licenciement pose aux salariés

concernés et à l'ensemble des travailleurs une question sociale et politique qui les dépasse pris isolément. Il pose aussi la question des outils organisationnels pour mettre la question des licenciements sur la place publique. La proposition de boycott des produits Danone d'une fraction des salariés a été la réponse spontanée qui a permis de susciter, cette fois de manière assumée, une large adhésion populaire à la cause des licenciés. Une fois dépassées ces limites de l'entreprise « où l'on perd chacun dans son coin les uns après les autres », il restait à franchir les obstacles pour traduire le premier élan de solidarité autour du boycott en mouvement social. La coïncidence dans le temps de plans sociaux en a fourni le contexte, les militants syndicaux d'usine ont saisi l'occasion. Ils ont agi eux-mêmes, sans attendre les confédérations syndicales défailtantes.

Et c'est cela le premier succès des intersyndicales à l'initiative du 9 juin : avoir réussi pour la première fois en France une manif à Paris regroupant près de 30000 personnes, qui n'était à l'initiative ni des partis de gauche traditionnels, ni des grandes confédérations syndicales. « L'ancien » mouvement ouvrier était en grande partie absent de la préparation du 9 juin et des rangs des manifestants. Ce sont des forces nouvelles qui ont pris le relais.

LE RÔLE DES MILITANTS

RÉVOLUTIONNAIRES

Le PC a fait fonctionner ses réseaux, tout en ne faisant pas le maximum. Il a mobilisé suffisamment pour ne pas être noyé par l'extrême gauche et pouvoir répondre à l'appel du pied de Jospin qui, en décalant le vote du projet de loi Gui-

gou, a tenté de faire du 9 juin une mobilisation en faveur des propositions d'amendements du PCF. Lutte Ouvrière a mobilisé ce qu'elle appelle « son » milieu, fournissant le plus gros cortège après le PC (5 à 6000 manifestants). Cette mobilisation était à l'image de celle du PCF : une mobilisation de boutique dont le but essentiel était de permettre à la direction LO de gonfler ses muscles vis-à-vis du PC et de la LCR, mais absolument pas d'ancrer la discussion sur le 9 juin dans les entreprises ou, à tout le moins, dans les sections syndicales. L'attitude de la direction de LO défendant publiquement que, sans le PCF, point de salut, marque une étape de son évolution.

C'est donc pour l'essentiel à la LCR, à la fraction de LO, à des militants révolutionnaires « non organisés », ainsi qu'aux militants de SUD ou d'AC!, que l'on doit le travail politique pour donner un ancrage à cette mobilisation du 9 juin. Pendant quatre semaines, un travail important a été mené pour l'information en direction des salariés et des jeunes, l'organisation matérielle des transports en Province, l'animation des structures collectives de mobilisation, la vente de bons de soutien pour financer les départs, mais surtout la lutte politique pour engager des sections syndicales à reprendre l'appel unitaire des Lu, Marks et Spencer, A.O.M. La participation syndicale ou associative au 9 juin est à la fois le produit d'une maturation des consciences et le résultat du travail syndical mené par les révolutionnaires ou les syndicalistes de la gauche critique non gouvernementale depuis des années, voire des décennies, dans les syndicats et dans les luttes partielles : si la manif a eu lieu, si les syndicats SUD

étaient nombreux, s'il y a eu bon nombre de syndicats d'entreprise signataires de l'appel unitaire, c'est une première, et c'est le produit de ce travail. Un produit encore modeste en termes numériques. Mais pour chaque manifestant, combien de syndiqués au courant de l'initiative, la soutenant, politiquement, financièrement, ayant distribué des tracts d'information ! C'est aussi l'une des raisons pour lesquelles le 9 juin peut constituer un maillon de plus vers la reconstruction d'une identité sociale et politique indépendante du camp des salariés. A condition que ceux qui ont contribué à en façonner le succès surmontent les limites de leur propre intervention.

UNE PROMESSE DONT IL FAUT MESURER LES LIMITES

Les cortèges d'entreprises étaient peut-être nombreux, mais en nombre très variable, allant de délégations d'une dizaine de personnes à 50 voire 100 personnes et au-delà (Lu-Danone, DIM). Mais à titre d'exemple, on n'a pas retrouvé les chiffres de manifestants des défilés d'A.O.M. (2000 personnes), de Lu-Danone, de Marks & Spencer des dernières semaines. Les travailleurs qui étaient là étaient ceux qui voulaient faire connaître leur lutte au-delà de leur ville ou de leur région, qui voulaient ne pas se battre tout seuls. C'étaient ceux qui ont dit qu'ils « attendaient ça depuis des années », ou ceux, moins nombreux, qui pensent que la lutte contre LEUR licenciement passe par la lutte contre LES licenciements en général. Faire en sorte que ceux-ci soient toujours plus nombreux revient à trouver les

moyens politiques pratiques pour rendre le mot d'ordre d'interdiction des licenciements effectif, non pas pour un horizon qui peut apparaître lointain et hypothétique, mais comme un levier pour lutter dès maintenant contre les licenciements d'aujourd'hui. C'est l'étape suivante et c'est à ce niveau-là sans doute que la rencontre entre des fractions déterminées de salariés et les révolutionnaires a été manquée le 9 juin.

Car s'ils ont prêté l'oreille aux mots d'ordre des révolutionnaires, qu'ont entendu les salariés qui manifestaient ? Surtout Lutte Ouvrière et la LCR intimant aux députés PCF de ne pas voter la Loi Guigou. Les uns ou les autres réclamant l'interdiction des licenciements (mais comment au fait ? Par une loi ? Votée par qui ?), ou scandant de manière évidemment juste mais forcément un peu incantatoire des mots d'ordre qui remettent en cause le pouvoir patronal. La question n'est pas d'avoir les bons mots d'ordre bien sûr. Mais il est quand même significatif qu'ayant fait jeu égal dans la rue avec le PCF, les organisations révolutionnaires n'aient eu comme suite concrète et immédiate à proposer au 9 juin... que la pression sur le vote PC du 13 juin à l'Assemblée nationale (5) !

Il est paradoxal de mesurer une rupture des classes populaires avec les partis de la gauche plurielle, et la classe politique en général, et de ne pas en tirer les conséquences politiques. Il ne s'agit pas simplement de favoriser l'auto-organisation des travailleurs, mais aussi de donner à celle-ci une expression politique qui ne se limite pas à recoller à des députés de gauche déphasés. Dans l'éditorial de son hebdomadaire en vente sur le parcours de la manif, Lutte Ouvrière parle d'un plan de

mobilisation à préparer dès maintenant. Ce qui est pour la direction de LO une figure de style est en fait la question de l'heure

AVANCER DANS LA MOBILISATION SOCIALE ET POLITIQUE CONTRE LES LICENCIEMENTS

Oui, il faut rendre tangible la perspective d'une loi interdisant les licenciements. Pour cela, il faut définir les institutions et les organes qui pourraient la mettre en œuvre : un gouvernement des travailleurs, mais pas simplement celui qui serait issu des urnes, un gouvernement qui naîtrait des mobilisations, qui en seraient dès le départ le pouvoir exécutif local.

Les luttes des salariés élaborent une méthode que nous devons collectiviser : quelque chose qui se situe entre la détermination des Cellatex et l'ouverture sur l'extérieur des Lu-Danone. Sans liens avec les autres salariés mobilisés, une lutte à la Cellatex peut se transformer en Fort Alamo : c'est ce que tous les licenciés veulent maintenant éviter, tout en ayant recours au moyen de pression que constitue l'occupation des locaux. Très ouverte sur l'extérieur, une lutte comme celle des Lu s'attire une forte sympathie, mais de manif en manif à Calais, Alençon, Londres, Paris, le combat court le risque de ne plus concerner qu'une minorité très déterminée et manquer l'enracinement dans l'entreprise et son tissu local, social, qui est déterminant.

C'est l'une des mesures prises par les Lu-Danone qu'il faudra explorer. L'appel au boycott des produits de Danone lancé par une partie du per-

sonnel a été suivi par la constitution d'une association de défense de l'emploi. Repliés sur leur entreprise, quand bien même ils lutteraient pied à pied pendant des mois, des travailleurs ne pourraient pas interdire des licenciements. Par contre, en combinant un combat, façon Cellatex, où les travailleurs n'auraient aucun respect sacré pour l'outil de travail, si ce n'est celui de le revendiquer comme propriété collective du travail ouvrier, et seraient prêts à recourir à la force physique comme instrument de confiscation-réquisition du capital machines, des laboratoires, des directeurs, des possessions immobilières, avec une ouverture vers l'extérieur, c'est-à-dire l'appel à toutes les aides, les solidarités, les complicités (élus, associations, intellectuels, jeunes, artistes) serait peut être plus en mesure de rendre effective l'interdiction des plans de licenciements par les salariés et ceux qui les soutiennent, en générant autour des îlots de résistance les germes contagieux de la lutte sociale et politique.

COMMENT AGIR

DES MAINTENANT ?

La mobilisation pour le 9 juin a suscité dans de nombreuses villes de province des collectifs unitaires de mobilisation. Ils sont le plus souvent faibles, même embryonnaires. Mais il faut les aider à s'étoffer, à se poursuivre, à se populariser et à s'inscrire dans une reconstruction plus large du mouvement ouvrier. Quelle ville, quelle région peut être certaine que demain, surtout avec le ralentissement économique prévu, elle ne connaîtra pas son phénomène Moulinex ou Péchiney ? C'est pour anticiper de telles menaces, voire les com-

battre dès maintenant que nous devons poursuivre, donner vie et chair politique aux structures collectives qui se sont ébauchées dans la préparation du 9 juin.

L'initiative peut en être d'ailleurs tant locale que nationale. Dans la foulée du 9 juin et à l'exemple de l'Association des Lu-Danone pour la défense de leur emploi, les initiateurs de la manifestation du 9 juin, les syndicalistes qui les ont soutenus et les 200 personnalités qui se sont ralliées à leur appel, pourraient très bien lancer un appel sous forme de conférences de presse ou d'une pleine page dans Le Monde ou Le Monde Diplomatique à la constitution d'une Association de lutte contre les licenciements, une sorte d'ATTAC version populaire, qui intégrerait la démarche novatrice des intersyndicales de vouloir intégrer au combat contre le capital « toute la société » : syndicats, associations, partis politiques. L'intersyndicale de Lu-Danone parle déjà de prendre d'autres initiatives (6). Il a aussi été question « d'Etats-Généraux contre les licenciements » (7).

Des comités locaux de lutte contre les licenciements ou des sections locales d'une telle association seraient à même de tisser les liens profonds avec la population locale, en premier lieu les syndicats d'entreprise. Ils aideraient à éviter le « chacun dans son coin ». Ils contribueraient à faire connaître chaque plan de licenciements ou de suppressions d'emplois, à informer les travailleurs de leurs droits, à susciter la solidarité, à engager les mairies de gauche dans le soutien aux travailleurs en lutte, à leur apporter l'aide matérielle et morale nécessaire dans leur action, à engager la discussion autour des moyens de lutte contre les licenciements.

En un mot, ils assumeraient de façon moderne le rôle que les bourses du travail ne jouent plus, non seulement pour assurer le succès de futurs « 9 juin », mais surtout pour apporter le soutien nécessaire aux occupations et pour faire passer dans les faits l'interdiction de chaque licenciement et préparer, dans les têtes, la force politique qui donnerait un jour aux réquisitions force de loi.

Notes

(1) Cette expression est empruntée à l'article de Samuel Holder dont Yves Bonin a cité de larges extraits dans le dernier numéro de Carré Rouge, et qui est disponible sur le site : culture.revolution@free.fr

(2) Jean Caillou au débat organisé par les Lu-Danone à la fête de Lutte Ouvrière, le 3 juin 2001

(3) Libération, 11 juin 2001

(4) Jean Caillou, Le Monde, dimanche 10 et lundi 11 juin 2001

(5) L'Humanité, 11 juin 2001 et éditorial des tracts LCR, 11 juin 2001

(6) Libération, 11 juin 2001

(7) Communiqué de presse de l'intersyndicale Lu-Danone de Ris-Orangis, 11 juin 2001

Cela fait maintenant plus de six mois que l'économie américaine vit sous le signe de la récession, sans pourtant qu'elle se produise vraiment. En raison de la place occupée par les Etats-Unis dans l'économie mondiale, le ralentissement américain s'est transmis vers l'Europe. Les prévisions de croissance de l'économie française ont dû être révisées à la baisse déjà deux fois et sont tombées de 3,8 à 2,2%, et certains analystes les chiffrent même à 2%. Le ralentissement signifie qu'il faut s'attendre à de nouveaux trains de plans sociaux, de même qu'à une aggravation de la politique d'austérité budgétaire. Laurent Fabius n'a-t-il pas déclaré qu'en dépit de la baisse attendue des rentrées fiscales, il a l'intention de poursuivre sa politique de baisse des impôts, dont le capital et les revenus élevés sont les bénéficiaires quasi exclusifs ? Le ralentissement américain s'inscrit ainsi comme une donnée de la situation politique française.

Comment interpréter la conjoncture américaine, comment expliquer que Wall Street tienne toujours ?

Il reste que la récession attendue aux Etats-Unis n'a pas eu lieu. Elle est encore devant nous. La forte baisse, voire le krach boursier, sur le marché principal des actions à Wall Street (celui auquel le Dow Jones sert d'indicateur), auxquels la majorité des observateurs s'attendaient et dont ils redoutaient les conséquences possibles, n'a pas eu lieu non plus. La crise boursière s'est li-

mitée à un effondrement du marché des valeurs technologiques, le NASDAQ. Leur forte chute a détruit un certain nombre de très petites firmes et elle a encore accéléré le mouvement de fusions-acquisitions et de concentration dans l'informatique et les télécommunications. Mais elle n'a pas précipité une récession. Plutôt que de tenter de dire quand, et dans quelles circonstances, la réces-

sion américaine et une crise boursière plus ou moins sévère à Wall Street auront lieu, il semble préférable d'essayer de fournir une explication de ce qui les a retardées. Celle que je donne repose simultanément sur l'enjeu économique, mais aussi politique et social extraordinairement important que revêt maintenant le niveau des cours boursiers, sur la masse même des capitaux sous forme argent qui doivent essayer de rester coûte que coûte en Bourse et sur les traits précis actuels de l'hégémonie économique américaine.

Le capitaliste financier actuel (dit « investisseur institutionnel ») prend les traits d'une compagnie d'assurance, d'un fonds de placement financier collectif (un Mutual Fund ou une SICAV, filiale d'une grande banque) ou enfin d'un fonds de pension par capitalisation. L'institution a centralisé entre ses mains une très importante masse d'argent accumulé (comprenant aussi bien de la petite épargne des ménages, l'argent des retraites par capitalisation, différentes modalités dites « d'épargne salariale », des profits non réinvestis et aussi depuis dix ans des montants de plus en plus importants d'argent sale ou mafieux « recyclé ». Cet « investisseur » se donne pour objectif la valorisation de cet argent sous forme de l'achat et de la gestion spéculative de titres qui doivent à la fois être « liquides », c'est-à-dire re-convertisibles en argent à très court délai et à tout moment, et « producteurs » de revenus financiers de type rentier. La « production de revenus financiers » résulte, dans de multiples combinaisons, de ponctions sur l'activité économique et de spéculations réussies. Certaines catégories de titres sont des parts de propriété d'entreprises et d'autres des créances (d'entreprises ou d'entités publiques). Dans

le cas des titres de la dette publique, la ponction s'opère par le biais de la fiscalité et de la part du budget qui part en paiement des intérêts. Dans celui des actions, elle a lieu par la voie des dividendes versées aux « nouveaux actionnaires ».

Marx qui a été le premier, et pratiquement le seul théoricien du capitalisme, à avoir analysé la nature de ces titres, les a caractérisé de « capital fictif ». Ils sont fictifs de plusieurs façons. Du point de vue économique d'abord. De même que les obligations publiques sont des droits à ponction sur de l'argent prêté à l'Etat, les actions sont des titres de propriété, des droits à ponction sur la valeur et la plus-value créées dans la production. Ils reposent sur l'exploitation des salariés, même sur une savante surexploitation. Ils ne traduisent aucun « apport en capital », mais un changement de mains d'un capital existant. Les privatisations sont un parfait exemple, actuellement le plus important, mais pas le seul. Les entreprises privées non cotées qui sont mises en Bourse ont été créées et ont grandi à l'aide du crédit bancaire et du réinvestissement des profits. Passé la mise sur le marché des titres de propriété négociables, elles ne tireront de la Bourse aucun « financement de leur croissance ». Les statistiques américaines montrent que dans le cours des années 1990-2000, les entreprises cotées ont vendu plus de titres qu'elles n'en ont émis et qu'au lieu d'être financées par leurs actionnaires, elles leur ont « rendu » du capital sous forme de versements exceptionnels. Une autre dimension clef du caractère fictif du « capital boursier » est celui dont le retraité ou le petit épargnant ont déjà fait, et feront l'expérience. Ils croient posséder un « capital », de « l'épargne » (salariale ...), ou enco-

re des « droits à retraite ». Ils ont tout au plus une promesse de revenu, qui ne vaut que tant que le niveau de l'activité économique et du cours des actions en rend la réalisation effective. Le caractère fictif du patrimoine financier est celui que traduisent les expressions utilisées par les hebdomadaires économiques, du genre « depuis le mois de mars 2000, les ménages américains ont déjà vu deux mille milliards de dollars disparaître de leur patrimoine » (1). Seul un patrimoine qui n'existe que de façon virtuelle, dont l'existence dépend uniquement de cette institution très particulière qu'est le marché de titres, peut « disparaître » ainsi d'un coup, s'envoler en fumée.

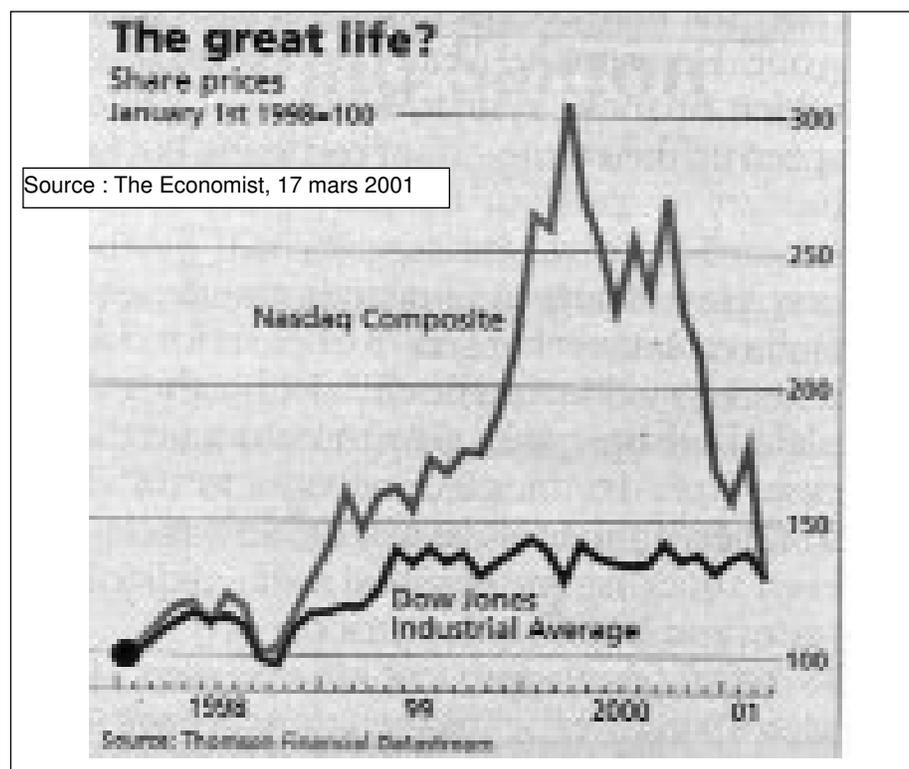
On est donc en présence d'un mécanisme de ponction, parasitaire par essence, qui peut de ce fait même s'effondrer, « effaçant », emportant dans sa chute, la totalité (pour les retraités) ou partie des revenus de dizaines de millions de ménages. C'est pourtant ce mécanisme qui a été placé de nouveau depuis Reagan et Thatcher au cœur de la reproduction capitaliste mondiale, notamment de celle de l'économie américaine. Le jour où il s'effondre, c'est pour plusieurs années au moins, voire, comme dans les années 1930, bien plus longtemps, que cette reproduction s'effondre également et avec elle la « société de marché » tant vantée. On commence à comprendre pourquoi toutes les forces sont bandées, en premier lieu celles de la Banque centrale américaine, la Fed, et de son président, Alan Greenspan, pour essayer d'empêcher cet effondrement, le retarder aussi longtemps que faire se peut. Tous les intérêts économiques qui se sont construits autour des marchés financiers attendent également de la Fed qu'elle

viennent à leur secours. La « production de revenus financiers » a donné lieu à une croissance phénoménale d'une « industrie » financière faite d'intermédiaires et de « consultants » de tout ordre. Celle-ci emploie des dizaines de milliers de personnes et assure l'emploi indirect de centaines de milliers d'autres. C'est en fonction des besoins de cette « industrie » et de ce système bancaire avec lequel elle est maintenant en osmose, que la Fed a agi au cours des derniers six mois, en abaissant le taux d'intérêt interbancaire, de court terme, à plusieurs reprises. Dans une économie où le crédit bancaire est très important, c'est en gros l'équivalent de la « planche à billet » quand les moyens de financement passent par l'Etat. C'est une façon très efficace et rapide de mettre de l'argent bon marché à la disposition des banques pour leur faciliter les opérations de refinancement de crédits antérieurs ou d'aménagement des dettes, celles de leurs clients et celles qu'elles ont vis-à-vis les unes des autres.

J'ai emprunté à *The Economist*, l'hebdomadaire économique réputé de Londres, le graphique ci-joint. Il permet d'illustrer le point suivant de mon argumentation. Le NASDAQ a vu la formation, puis l'éclatement d'une bulle spéculative exemplaire, classique. Les investisseurs y sont entrés, puis en sont sortis, empêchant leurs plus values spéculatives et provoquant son effondrement, un peu à la manière de ce qu'ils font sur des marchés financiers hors des Etats-Unis, hier à Mexico, Bangkok ou Jakarta, un jour plus ou moins prochain à Paris. En revanche, le marché principal des actions de Wall Street, dont le niveau de capitalisation a été de 2 à 5 fois supérieur à celui du NASDAQ selon les moments,

a connu une stabilité notable. A côté des bons du Trésor qui continuent à servir de fondement au parasitisme financier, ce marché est devenu l'épine dorsale de la valorisation financière. La grande stabilité dont Wall Street fait preuve actuellement repose sur deux facteurs. Le premier est tout bêtement le fait que les investisseurs financiers n'ont aucun autre marché financier de cette dimension et avec ce degré de sécurité vers lequel aller. Ils sont donc forcés de s'y comporter de façon différente, d'accepter, avec des secousses seulement mineures, l'annonce de dividendes en baisse, de ne pas paniquer et de soutenir le marché en y restant et en le stabilisant par le rachat des titres en baisse. La seconde explication tient à l'afflux continu en provenance de l'ensemble du monde, de capital de pla-

cement, d'argent sale et de revenus du capital et de la propriété foncière. Les Etats-Unis sont le lieu préférentiel de fructification du « patrimoine financier » de groupes financiers et industriels non-américains, mais aussi des oligarques et des ploutocrates du monde entier, de sommes résultant de l'exploitation légale d'ouvriers et de paysans comme du blanchiment d'argent sale dans les places off-shore et autres paradis fiscaux situés à la périphérie de Wall Street. L'ampleur des flux de capitaux de placement vers Wall Street s'accroît à l'occasion des grandes crises financières et des récessions qui viennent frapper l'Asie et l'Amérique latine et qui font de Wall Street, plus que jamais, la place refuge de l'argent de tous les possédants du monde. En alimentant le marché boursier, cet argent ne fait pas que le soutenir



dans sa tendance haussière et le freiner dans sa baisse. Il lui apporte une substance « réelle », dont l'origine est la plus-value tirée de l'exploitation des salariés et des paysans pauvres.

Tous les pays capitalistes avancés bénéficient de ces flux. Mais dans le cas des Etats-Unis, ils sont devenus partie intégrante des mécanismes économiques « normaux ». Il est impossible de dissocier les performances macroéconomiques et boursières américaines de trois déficits ou déséquilibres étroitement interconnectés les uns aux autres (2) : un taux d'épargne négatif, l'endettement privé très élevé des ménages mais aussi des entreprises, et enfin un déficit de la balance extérieure courante qui s'est accru d'année en année pour atteindre des niveaux qui sont l'apanage et le « privilège » des Etats-Unis. Ils désignent d'importants facteurs situés à l'extérieur du champ clos du marché de actions, qui contribuent à expliquer où les plus-values boursières ont pu trouver leur répondant, de quelle substance économique elles se sont nourries. Le taux d'épargne négatif et l'endettement privé très élevé sont l'expression du rôle joué par l'extension artificielle de la demande intérieure. Ils sont indissociables du déficit extérieur, qui est une mesure de la contribution de « l'étranger », c'est-à-dire du reste du monde, à la formation de la bulle boursière « permanente ». L'aire géopolitique qui sert de base aux résultats financiers des groupes cotés à Wall Street est mondiale. La formation et la consolidation de la masse de capital fictif boursière a été contemporaine d'un bond dans le déficit de la balance courante des Etats-Unis qui est passée de 1,7% du PIB en 1997 à 4,5% en 2000. Cel-

le-ci est financée par une forme très particulière d'endettement extérieur. La dette n'est plus principalement le fait du gouvernement Fédéral. Celui-ci a pu réduire son déficit de façon importante grâce aux programmes d'austérité, mais surtout à la haute conjoncture prolongée. Elle prend la forme de cette entrée de capitaux affluant vers Wall Street.

Il y a eu reconfiguration du bouclage du cycle du capital productif et de réalisation de la plus-value (ce qu'on nomme dans le langage économique « usuel » les enchaînements du circuit économique global et de la formation de la demande finale). La demande finale américaine est dépendante de Wall Street. On identifie désormais un « effet marché boursier », fait de deux ingrédients, un effet revenu (la consommation d'une partie des revenus tirés des dividendes et intérêts perçus) et un effet « possession d'un patrimoine » générateur de dépenses calées sur des anticipations de gains financiers futurs, le tout soutenu par un crédit bancaire très laxiste. Entre 1990 et 1999, le rapport des titres boursiers détenus par les ménages américains a vu leur revenu courant passer de 58 % à 170 %. On comprend pourquoi la Fed soutient désormais Wall Street coûte que coûte.

Tel est le contenu de la « nouvelle économie » tant célébrée par les médias et les hommes politiques. Celle-ci repose sur des bases qui ne sont permises à aucune autre économie capitaliste, sauf à faire d'elle un appendice pur et simple de l'économie et des marchés boursiers américains (3). Où se situent les limites de cette configuration qui n'a pas de précédent dans toute l'histoire du capitalisme ? Pour une part, dans les limites à l'accroissement aux Etats-Unis de

l'exploitation du travail, qui a augmenté dans les années 1990 à la faveur de la combinaison des nouvelles technologies et de la flexibilité et de la précarité du travail, ainsi que de l'allongement de la semaine de travail. Ensuite, dans les limites à l'accumulation de dettes par les salariés américains et de crédit douteux par le système bancaire, qui est à la merci du moindre retournement cyclique sérieux. Enfin, et peut-être pour l'essentiel, dans quelque chose dont il est très difficile de mesurer les limites, à savoir dans la capacité des Etats-Unis à ponctionner le reste de l'économie mondiale et celle-ci d'en supporter les ponctions. C'est ici, je pense, qu'il faut faire porter le poids de l'analyse. Telles sont les pistes de réflexion que je soumets à la discussion.

Notes

(1) Voir « America's economy : Slowing down, to what ? », *The Economist*, 9 décembre 2000, page 97. Voir plus récemment, « When wealth is blown away », *Business Week*, March 26, 2001, qui parle d'un 'disappearing act'.

(2) Voir « America's economy : Slowing down, to what ? », *The Economist*, op.cit.

(3) Je me permets de renvoyer à mon chapitre dans le très récent petit livre collectif, François Chesnais, Gérard Duménil, de Dominique Lévy, Emmanuel Wallerstein, *Une nouvelle phase du capitalisme ?*, Syllepse, 2001.

On trouvera ici le texte à partir duquel Alain Bihr est intervenu dans le second « atelier de discussion » organisé par Carré Rouge le 24 mars dernier dans la perspective de mise à plat des fondements programmatiques de l'activité militante révolutionnaire, dont nous avons défendu la nécessité dans le n° 15-16 de la revue. Ce texte est paru en plusieurs livraisons dans la revue *A Contre Courant* et il a été également présenté par Alain Bihr à l'Université d'hiver de l'organisation SolidaritéS de Suisse. Sa portée et son intérêt justifient largement que Carré Rouge le mette à la disposition de ses lecteurs.

Actualiser le communisme

Le communisme semble aujourd'hui faire partie des causes perdues. Non seulement il paraît être définitivement discrédité par les crimes du stalinisme, avec lequel on continue à le confondre, de manière évidemment intéressée. Mais encore et surtout, le capitalisme s'affirme aujourd'hui plus que jamais comme l'horizon apparemment indépassable de notre temps, si ce n'est même de tous les temps, en incluant progressivement dans le rets de ses rapports de production désormais mondialisés les différentes formations naguère soi-disant socialistes. D'autant plus que, pourtant ébranlé depuis un quart de siècle par une crise structurelle de dimension elle aussi mondiale, le capitalisme semble une fois de plus avoir su surmonter ses contradictions internes, non sans avoir au passage infligé de nouveaux et profonds revers à un mouvement ouvrier partout sur la défensive.

Dans ces conditions, défendre la perspective communiste et argumenter en faveur de son actualité vous vaut au mieux le scepticisme poli de la part de vos interlocuteurs, la plupart du temps leur stupeur et leur incompréhension, quand ce n'est pas leur ironie narquoise ou même leur hostilité ouverte. Peu s'y sont essayés au cours des dernières années. Pire même : quelques-uns parmi ceux dont on aurait espéré et souhaité qu'ils se lancent dans l'aventure se sont précipités au poste d'abandon du navire faisant naufrage. « Communisme » est devenu pire qu'un non-sens : un repoussoir. C'est donc résolument à contre-courant que je défendrai ici l'actualité du communisme. Non pas par goût du paradoxe ou de la provocation, mais par conviction. Une conviction qui n'a rien de la foi aveugle du charbonnier, mais qui va chercher à s'étayer d'arguments et d'analyses ; sans mas-

quer les problèmes que soulève, aujourd'hui comme hier, cette perspective, mais au contraire en les affrontant sans pour autant les considérer comme insurmontables.

Puisque le mot même de communisme est aujourd'hui compromis et rendu impraticable, il convient de commencer par en restituer le sens, en revenant à cette fin à Marx. Dans un deuxième temps, je soulignerai ce qui, à mon sens, rend aujourd'hui le communisme nécessaire ; avant de m'interroger, dans un troisième temps, sur ses conditions actuelles de possibilité. Et je terminerai par quelques propositions destinées à orienter aujourd'hui le combat communiste.

I. LE COMMUNISME

CHEZ MARX

Marx se méfiait de l'utopie et des utopistes. Il a eu des mots très durs contre tous les « faiseurs de projets », « réformateurs sociaux » ou « prophètes de l'avenir de l'humanité ».

« Les conceptions théoriques des communistes ne reposent nullement sur des idées, sur des principes inventés ou découverts par tel ou tel réformateur du monde. Elles ne sont que l'expression générale des conditions réelles d'une lutte de classe existante, d'un mouvement historique qui s'opère sous nos yeux. » (1) Et, pourtant, sa pensée comprend une dimension fondamentalement utopique et ne peut se comprendre que par elle. D'où le double statut de la notion de communisme chez Marx.

A) LE COMMUNISME COMME TRAJET OBJECTIF

Marx s'est toujours efforcé de penser

et de déterminer le communisme comme un trajet objectif : comme un mouvement, une tendance, une possibilité dont le capitalisme crée, contradictoirement, les conditions tant objectives que subjectives.

« Pour nous, le communisme n'est pas ni un état de choses qu'il convient d'établir, ni un idéal auquel la réalité devra se conformer. Nous appelons communisme le mouvement réel qui abolit l'état actuel des choses. Les conditions de ce mouvement résultent des données préalables telles qu'elles existent présentement. » (2)

1/ Les conditions objectives.

A ce titre, on peut comptabiliser à la fois la croissance des forces productives et la socialisation du procès de production (plus largement de la praxis sociale) que réalise le capitalisme et qui le caractérisent comme mode de production.

a) La croissance des forces productives signifie tout à la fois leur accumulation quantitative et leur développement qualitatif : l'accumulation de forces de travail et moyens de production, mais aussi la plus grande efficacité aussi bien des premières (du fait de leurs modes de combinaison) que des seconds (du fait de l'application systématique de la science au sein de la production industrielle).

Ce qui se traduit à la fois par l'augmentation de la production et l'augmentation de la productivité. Donc domination à la fois extensive et intensive de la nature, créant les conditions et de l'abondance matérielle (fin de la rareté) et de la diminution régulière du travail nécessaire (lato sensu : du travail que la société doit consacrer à la reproduction simple de sa propre base productive).

Cependant, Marx montre que cet accroissement des forces productives entre nécessairement en contradiction avec la forme capitaliste sous laquelle elle se poursuit, provoquant d'inévitables crises de surproduction (de capital productif et de capital-marchandise). Crises qui ne peuvent se solder (dans un cadre capitaliste) que par la destruction d'une partie des forces productives existantes, ce qui limite d'autant leur accroissement et leur accumulation.

b) L'autre condition objective du communisme selon Marx, d'ailleurs étroitement liée à la précédente, est la socialisation de la production et, à travers elle, plus largement de la société, de la praxis sociale dans son ensemble.

¶ Sous le capitalisme, la socialisation de la production revêt un double aspect.

C'est, d'une part, la socialisation des différents procès de travail dont se compose le procès social de production dans son ensemble. Socialisation qui se marque par le fait que ces procès de travail sont le fait de travailleurs collectifs regroupant fréquemment des centaines, des milliers, voire des dizaines de milliers de travailleurs ; mettant en œuvre des moyens sociaux de production, autrement dit des moyens de production qui requièrent précisément un travail socialisé, impliquant la coopération d'une multitude de forces de travail diversement qualifiées ; moyens qui matérialisent des siècles, voire de millénaires de travail matériel et immatériel, impliquant donc la combinaison de travail vivant socialisé avec un travail mort lui-même socialisé.

C'est, d'autre part, la socialisation du procès social de production dans son ensemble, sous la forme de l'interconnexion de multiples procès de

travail eux-mêmes socialisés, sur une base sans cesse élargie. A l'intérieur du capitalisme, cette socialisation prend nécessairement la forme d'une extension grandissante des relations marchandes : de l'entrée dans l'échange marchand de tous les produits du travail humain, matériel ou immatériel ; de la constitution de marchés régulateurs de la production (par l'intermédiaire de la loi de la valeur) ; et de l'élargissement continu de ces marchés, jusqu'à la constitution de marchés mondiaux pour les types de marchandises.

¶ Mais la socialisation ne se réduit pas au seul procès social de production. De la sphère économique, elle s'étend à l'ensemble des autres pratiques et rapports sociaux, aboutissant ainsi à une socialisation de la société dans son ensemble : chaque groupe, chaque pratique, chaque rapport social tend à être médiatisé par tous les autres.

Ce concept rend compte de multiples phénomènes contemporains : l'extension et l'intensification de la communication sociale sous toutes ses formes ; l'enchevêtrement croissant des rapports sociaux et des pratiques sociales ; le décloisonnement des groupes sociaux, de leur espace et de leur temps, de leurs pratiques et de leurs représentations, impliquant la confrontation de leur mode de vie, depuis les rapports entre individus et groupes locaux jusqu'aux rapports entre nations, peuples et civilisations sur le plan mondial. Tous mouvements que la phase actuelle du développement capitaliste a rendus parfaitement manifestes.

En impulsant un pareil processus, le capitalisme accomplit une œuvre non moins révolutionnaire qu'en assurant le développement quantitatif et qualitatif des forces productives. Il arrache les rapports, pratiques, ins-

titutions, représentations précapitalistes à leur isolement et à leur particularité originels, en les dépouillant de leur étroitesse et de leur rigidité. Et en ce sens aussi, le capitalisme fait mûrir les conditions objectives d'une société communiste.

¶ Cependant, comme le développement des forces productives lui-même, la socialisation de la production et de la société qui s'opère sous l'impulsion du développement du mode capitaliste de production est elle aussi entachée de limites et de contradictions. Marx en signale au moins deux.

La première est liée à la persistance de la propriété privée des moyens de production qui fragmente le procès social de production en une myriade de procès de travail privés qui ne peuvent se socialiser que par l'intermédiaire de l'échange marchand de leurs produits. Ce qui, d'une part, fait obstacle à toute organisation et régulation a priori de la production sociale (planification) qui ne peut se réguler que sous la forme des « lois du marché » et de leur soutien étatique. Ce qui, d'autre part, donne naissance à toutes les illusions fétichistes sur la marchandise, l'argent, le capital, etc., voile fétichiste qui empêche en quelque sorte la société de reconnaître dans la richesse matérielle le résultat de sa propre œuvre productive et la rend aveugle et impuissante face à son propre mouvement économique.

La seconde contradiction est liée à la persistance inévitable de la fragmentation du marché mondial en Etats (nationaux ou non) rivaux, chacun représentant et défendant une fraction du capital mondial dans sa lutte concurrentielle contre les autres fractions. Ce qui fait obstacle à toute organisation de la production sur le plan mondial ; et donne naissance à

toutes les illusions étatistes, nationalistes et racistes. On y reviendra plus loin.

2/ Les conditions subjectives

Mais le capitalisme ne fait pas seulement mûrir les conditions objectives du communisme mais aussi ses conditions subjectives, sous la forme d'une classe qui a vocation à renverser le capitalisme, en actualisant toutes les potentialités révolutionnaires qu'il contient. Cette classe, c'est évidemment le prolétariat.

Si Marx voit dans le prolétariat la classe qui a vocation à réaliser le communisme, c'est à cause de ses spécificités en tant que classe sociale, spécificités qui lui viennent de la situation que lui fait le capitalisme qui lui donne naissance, et qui le distinguent, en ce sens, de toutes les classes exploitées et dominées qui l'ont précédé dans l'histoire de l'humanité.

Car le prolétariat est d'abord un produit du capital, de ce rapport de production bien particulier qu'est le capital. Et comme Marx ne cesse d'y insister, la particularité essentielle du capital comme rapport de production, c'est qu'il repose sur l'expropriation des producteurs directs. Alors que tous les modes antérieurs de production impliquaient l'union immédiate, libre ou forcée, des producteurs directs et des moyens de production qu'ils mettaient en œuvre ; le capital, au contraire, suppose et institue la séparation de fait et de droit entre les producteurs et leurs moyens de production (et, par conséquence, aussi leurs moyens de consommation). Séparation que la reproduction simple et élargie du capital ne cesse elle aussi de reproduire, d'élargir, d'aggraver.

Il en résulte immédiatement deux

spécificités décisives pour le prolétariat. La première est son universalité : le prolétariat a vocation à devenir l'immense majorité de l'humanité. D'une part, parce que, en se reproduisant, le capital étend son espace, jusqu'à inclure le monde entier dans son rapport d'exploitation et d'échange. D'autre part, parce que, au cours de ce mouvement d'expansion, il ne cesse de répéter son geste originel et fondamental d'expropriation des producteurs, expropriant non seulement la paysannerie mondiale, pré ou archéo-capitaliste, tendanciellement l'ensemble des producteurs indépendants et même une partie de la classe capitaliste elle-même. C'est en ce sens que Marx a pu dire que la révolution prolétarienne (communiste) sera une révolution effectuée par « l'immense majorité au profit de l'immense majorité » (3).

A cette première spécificité s'en ajoute immédiatement une seconde. Il s'agit de la radicalité de sa situation de classe, telle qu'elle est précisément définie par l'expropriation. Car non seulement, au mieux, cette expropriation le prive, avec les moyens de production, de la maîtrise du procès social de production et des multiples procès de travail dont il est pourtant l'agent, de même que d'une part sans cesse grandissante de son propre produit (sous forme de plus-value), retransformée en capital, lui opposant un monde de richesse capitalisée (transformée en capital, notamment fixe) sans cesse accru (thèse de la paupérisation relative). Mais encore, pour une part sans cesse croissante du prolétariat, l'accumulation du capital signifie l'exclusion temporaire voire définitive du procès de production, sa relégation dans la « surpopulation relative » composée des travailleurs « surnuméraires »

dont le capital n'a plus besoin, condamnés au chômage chronique, avec son lot inévitable de pauvreté et de misère, matérielle, morale et intellectuelle, leur valant une paupérisation absolue. Si bien que la reproduction du capital ne cesse d'élargir le fossé entre une richesse grandissante d'un côté et une pauvreté non moins grandissante (extensivement et intensivement) de l'autre.

« C'est cette loi qui établit une corrélation fatale entre l'accumulation du capital et l'accumulation de la misère, de telle sorte qu'accumulation de richesse à un pôle, égale accumulation de pauvreté, de souffrance, d'ignorance, d'abrutissement, de dégradation morale, d'esclavage, au pôle opposé, du côté de la classe qui produit le capital même. » (4)

Marx souligne avec force la radicalité de cette situation, inouïe dans l'histoire, où la pauvreté et la misère naissent de l'accumulation même des moyens de produire la richesse, donc des conditions qui devraient normalement permettre de supprimer pauvreté et misère. De la radicalité de cette situation faite au prolétariat ne peut, selon Marx, que résulter la radicalité de la révolte et de la lutte du prolétariat pour y mettre fin, en se réappropriant la richesse sociale et la puissance productive de la société, qui sont en définitive ses propres œuvres aliénées sous la forme du capital.

C'est en ce sens et dans cette mesure que, selon Marx, le prolétariat a vocation à être révolutionnaire : à renverser le capitalisme, à détruire les rapports capitalistes de production, pour libérer les potentialités d'émancipation qu'ils contiennent et simultanément mutilent. Il est :

« [...] en un mot, une sphère qui est la perte totale de l'homme et ne peut donc se reconquérir elle-même que

par la reconquête totale de l'homme. » (5)

« [...] une classe fait son apparition qui doit supporter toutes les charges de la société sans jouir de ses avantages ; une classe qui, jetée hors de la société, est reléguée de force dans l'opposition la plus résolue à toutes les autres classes ; une classe qui constitue la majorité de tous les membres de la société et d'où émane la conscience de la nécessité d'une révolution en profondeur, la conscience communiste, celle-ci pouvant, naturellement, se former aussi parmi les autres classes grâce à l'appréhension du rôle de cette classe [...] ». (6)

La révolution communiste est alors conçue comme la réappropriation, par les producteurs associés organisant et gérant la production sociale, des forces productives (au sens large) de l'humanité, de manière à les mettre au service de l'humanité tout entière.

B) LE COMMUNISME COMME PROJET SUBJECTIF

Cependant, en dépit des accents messianiques qui l'accompagnent quelquefois, l'affirmation de la vocation révolutionnaire du prolétariat s'accompagne chez Marx de la claire conscience des obstacles qui se dressent sur la voie de cette vocation : poids de l'oppression qui peut annihiler jusqu'à la volonté de la révolte ; effets d'occultation et de légitimation des rapports de production par le fétichisme marchand, monétaire et capitaliste, encore renforcés par la puissance des appareils idéologiques dont dispose la classe dominante (appareil scolaire, médias) ; existence d'espaces de compromis possible susceptibles de dévoyer et

de fourvoyer une partie plus ou moins importante du mouvement ouvrier ; en dernière instance, puissance de l'appareil répressif (justice, police, armée) dont dispose la classe dominante. Sans même évoquer les difficultés inhérentes à la réalisation d'une société communiste...

Si bien que ce que les analyses de Marx établissent, c'est la simple possibilité pour le prolétariat de s'affirmer, sur la base de sa situation au sein du capitalisme et des contradictions de ce dernier, comme classe révolutionnaire. Possibilité qui, par définition, implique donc aussi son contraire : la possibilité de ne pas s'affirmer comme tel, de manquer à sa vocation révolutionnaire. L'actualisation de la première requiert donc l'intervention d'une action réfléchie et volontaire, destinée précisément à lever les obstacles qui peuvent l'entraver.

Le communisme prend ainsi un nouveau sens : de mouvement objectif, dont les conditions mûrissent au sein du capitalisme et contre lui, il devient un projet subjectif, une volonté et représentation soutenues par la fraction la plus radicale et la plus éclairée du mouvement prolétarien.

1/ Le communisme comme volonté politique.

Cette action doit précisément être celle du parti communiste, tel que Marx et Engels le conçoivent et le définissent dès Le Manifeste :

« Quelle est la position des communistes par rapport à l'ensemble des prolétaires ? Les communistes ne forment pas un parti distinct opposé aux autres partis ouvriers. Ils n'ont point d'intérêt qui les séparent de l'ensemble du prolétariat. Ils n'établissent pas de principes particuliers (principes sectaires) sur lesquels ils voudraient modeler le mouvement

ouvrier.

Les communistes ne se distinguent des autres partis ouvriers que sur deux points : 1. Dans les différentes luttes nationales des prolétaires, ils mettent en avant et font valoir les intérêts indépendants de la nationalité et communs à tout le prolétariat. 2. Dans les différentes phases que traverse la lutte entre prolétaires et bourgeois, ils représentent toujours les intérêts du mouvement dans sa totalité.

Pratiquement, les communistes sont donc la fraction la plus résolue des partis ouvriers de tous les pays, la fraction qui stimule toutes les autres ; théoriquement, ils ont sur le reste du prolétariat l'avantage d'une intelligence claire des conditions de la marche et des fins générales du mouvement prolétarien. » (7)

Autrement dit, les communistes ne constituent pas (nécessairement) un parti distinct, et encore moins une secte conspiratrice qui entend modeler le mouvement ouvrier sur des principes particuliers ou se substituer à lui. Ils constituent simplement la fraction du mouvement général du prolétariat qui, d'une part, soutient et stimule l'ensemble du mouvement : ils jouent à son égard le rôle de la « mouche du coche », ils l'exhortent au combat ; la fraction qui, d'autre part, tente de faire la synthèse du mouvement représente toujours les intérêts généraux du prolétariat et la fin dernière de son combat émancipateur, le communisme précisément, en s'efforçant de s'appuyer sur l'intelligence critique des conditions concrètes, toujours singulières et donc variables, dans lesquelles se déroule la lutte du prolétariat. En un mot, les communistes sont ceux qui, dans le mouvement général du prolétariat, dans sa lutte multiforme d'émancipation, tentent constam-

ment de médiatiser les moments partiels de ce mouvement par la volonté et la représentation de sa totalité, tant extensive (spatiale et temporelle) que compréhensive (les buts généraux et finaux).

2/ Le communisme comme représentation (utopique)

Faire dépendre la réalisation du communisme de l'intervention volontaire et réfléchie d'un parti communiste, d'une fraction du mouvement qui se donne explicitement pour objectif une telle réalisation et lutte pour que l'ensemble du mouvement prolétarien aille dans ce sens, c'est faire dépendre la réalisation du communisme d'une certaine représentation que s'en fait, que véhicule et que défend ce parti. Par conséquent, c'est supposer que les communistes disposent d'une certaine représentation de ce que peut ou même doit être, à leur sens, la société communiste pour la réalisation de laquelle ils luttent.

On tombe là dans une sorte de cercle vicieux. D'une part, en effet, si elle doit voir le jour, la société communiste ne pourra qu'être la libre création des hommes et des femmes qui auront lutté pour son avènement ; il est donc impossible d'en prévoir strictement et définitivement les formes. En ce sens, le projet communiste doit se garder de sombrer dans l'utopie, en évitant de tenter une description détaillée de ce que serait ou devrait être la société communiste. Mais, d'autre part, dès lors précisément que l'on pense que le communisme ne résultera pas d'une quelconque nécessité historique, qu'il ne peut être qu'une construction humaine, il faut nécessairement proposer aux hommes qui entreprendront de le construire au moins les grandes lignes du projet.

Cela explique pourquoi Marx, en dépit de ses réticences à donner des recettes pour « faire bouillir les marmites de l'avenir », n'a pas lui-même pu s'empêcher de donner quelques indications sur ce que serait le communisme. En fait, on trouve chez lui une double approche, une double définition, si l'on veut, du communisme.

a) La définition négative du communisme : le règne des fins. En premier lieu, une définition négative : une définition du communisme par tout ce qu'il n'est pas, plus exactement par tout ce à quoi il est censé mettre fin. Dans cette perspective, le communisme se laisse définir par le « règne des fins », en détournant cette expression du sens que lui a originellement donné le philosophe allemand Emmanuel Kant. Il apparaît alors comme le mouvement mettant fin à toutes les aliénations : à toutes les formes aliénées de l'activité humaine qui ont marqué les sociétés humaines jusqu'à nos jours (et pas seulement le capitalisme), à toutes les activités dans et par lesquelles l'humanité, tout en se réalisant (en s'objectivant, en conquérant consistance et cohérence), s'est niée et reniée, transformant l'homme en un être humilié, écrasé, dominé par ses propres produits et œuvres. Le communisme se définit alors comme renversement du « monde à l'envers », comme réappropriation par l'humanité de toutes ses puissances matérielles et spirituelles jusqu'alors aliénées de multiples manières. Et notamment par :

▮ La fin de l'économique : la fin de l'aliénation marchande, monétaire et capitaliste du procès social de production, soit à la fois la fin du capital et du travail salarié par la socialisation des moyens de production (dont

l'usage est alors déterminé et contrôlé par l'ensemble de la société) ; la fin des rapports marchands et monétaires (donc de la marchandise et de la monnaie comme rapports sociaux réifiés) et par conséquent des « lois » aveugles qui les régissent grâce au contrôle collectif de la production sociale que permettent les procédures démocratiques de sa planification par les producteurs eux-mêmes ; par conséquent la substitution d'une « logique » du partage à la « logique » de l'échange ; la fin du fétichisme marchand et monétaire (du culte de la richesse abstraite) remplacé par le sens de la véritable richesse humaine, celle des rapports sociaux communautaires ; le dépassement de la division sociale du travail par l'auto-gestion du procès de travail ; et en définitive la fin du travail lui-même comme activité placée sous le double signe de la nécessité naturelle et de la contrainte sociale.

▮ La fin du politique : la fin de l'aliénation de la puissance sociale par le pouvoir politique (la fin de sa monopolisation par une partie de la société), et notamment la fin de l'Etat, l'auto-administration par la communauté sociale réunifiée de ses propres conditions matérielles et institutionnelles d'existence venant se substituer au gouvernement des hommes par les hommes ; la fin du droit et de la morale remplacés par une coutume réfléchie parce que faisant l'objet d'un débat permanent au sein de la communauté.

▮ Avec la suppression de sa base matérielle (l'appropriation privative des moyens de production et la division sociale du travail) et institutionnelle (la monopolisation de la puissance sociale), c'est la fin de la division de la société en classes, de la lutte des classes, par conséquent des classes elles-mêmes ; à com-

mencer par la fin du prolétariat, dont l'affirmation révolutionnaire ne peut que coïncider avec son auto-négation non seulement comme classe opprimée mais comme classe sociale tout court.

« La condition de l'affranchissement de la classe laborieuse, c'est l'abolition de toute classe, de même que la condition de l'affranchissement du tiers-état, de l'ordre bourgeois, fut l'abolition de tous les états et de tous les ordres. La classe laborieuse substituera, dans le cours de son développement, à l'ancienne société civile une association qui exclura les classes et leur antagonisme, et il n'y aura plus de pouvoir politique proprement dit, puisque le pouvoir politique est précisément le résumé officiel de l'antagonisme dans la société civile. » (8)

Mais c'est aussi la fin de la division de l'humanité en nationalités, ethnies, peuples, cultures, etc., opposés et rivaux. Le tout devant permettre l'institution de la communauté humaine universelle, la réalisation de la tendance à la communauté humaine, véritable sens du communisme qui s'est manifesté à différentes reprises au cours de l'histoire sous la forme de la recherche d'un monde où n'existerait ni propriété, ni frontière, ni loi, ni Etat, ni pouvoir en général pour séparer les hommes entre eux.

▮ La fin des idéologies : de la fausse conscience que les hommes prennent de leurs rapports à la nature et de leurs rapports entre eux, de l'opacité et de l'obscurité dans lesquelles les différents fétichismes ont jusqu'à présent plongé l'activité sociale des hommes, transparence rendue possible par la maîtrise acquise par les hommes sur leurs conditions matérielles et sociales d'existence. D'où : la fin de la religion, de la philosophie, de l'art même, mais aussi de la

science, en tant que formes aliénées, partielles, séparées et abstraites de la conscience de soi de l'humanité, et la réalisation de leurs contenus (de leur charge d'utopie, de leur image-projet de l'accomplissement de l'humain) dans l'activité sociale pratique et quotidienne des hommes.

¶ Enfin la fin de l'historicité aveugle : basée sur des déterminismes mal maîtrisés, sur des volontés particulières et rivales (la lutte de l'homme contre l'homme), sur le hasard, soit la fin de la « préhistoire » de l'homme, de son « histoire naturelle ». Et l'avènement d'une histoire réellement humaine, d'une humanité maîtresse de son devenir véritable, c'est-à-dire de son devenir humain.

Et à côté de ces fins majeures, primordiales, Marx laisse entrevoir que le communisme en implique d'autres encore, secondaires, dérivées : celle de la division et de l'opposition entre villes et campagnes, celle de la famille, celle de l'individualité privée, etc.

b) La définition positive du communisme : la double version éthique et esthétique de l'homme total.

La précédente définition négative du communisme laisse deviner une définition positive, puisque chacune des précédentes fins comprend sa contrepartie affirmative et constructive. Cette définition positive se déploie autour d'une image (plutôt que d'un concept), d'origine romantique, dont la dimension utopique est éminente : celle de l'homme total.

L'homme total, c'est pour Marx l'humanité se réappropriant la totalité de son développement historique, en mettant fin aux séparations, scissions, conflits et contradictions qui l'ont caractérisée et marquée jusqu'à présent, se réconciliant par conséquent avec elle-même comme avec

la nature.

« Le communisme, abolition positive de la propriété privée (elle-même aliénation humaine de soi) et par conséquent appropriation réelle de l'essence humaine par l'homme et pour l'homme ; donc retour total de l'homme pour soi en tant qu'homme social, c'est-à-dire humain, retour conscient et qui s'est opéré en conservant toute la richesse du développement antérieur [...] il est la vraie solution de l'antagonisme entre l'homme et la nature, entre l'homme et l'homme [...]. » (9)

Plus précisément, dans quelques rares passages de son œuvre, Marx a esquissé une double figure de l'homme total :

¶ Une figure éthique : l'homme total, c'est l'humanité se réconciliant avec elle-même, mettant fin à ses divisions et conflits (entre classes, peuples, nations, civilisations, etc.), instaurant le règne de l'égalité et de la fraternité universelles entre les hommes, de la pleine et entière reconnaissance réciproque des consciences, réalisant dans les rapports réels que les hommes entretiennent entre eux tous les idéaux, en partie illusoire et mensongers, proclamés jusqu'alors par le droit, la politique, la morale, la religion, etc.

¶ Une figure esthétique : l'homme total, c'est l'humanité se réconciliant avec la nature, avec une nature à la fois maîtrisée et domestiquée par le travail et la technique, mais aussi transformée de ce fait en objet de jouissance pour les hommes, en faisant du monde pratico-sensible (de l'environnement matériel des hommes, du local au planétaire) une œuvre d'art, renouvelée en permanence, dépassant aussi du même coup l'unilatéralité de l'art, sa coupure d'avec la vie réelle, lui permettant de se réaliser en elle. C'est donc à la

fois l'humanisation de la nature et la naturalisation de l'homme, le dépassement de l'opposition entre corps et esprit, pensée et spontanéité, jouissance et réflexion, etc.

Le communisme apporte donc, selon Marx, doublement la vérité du/sur le devenir historique de l'humanité. D'une part négativement, en mettant fin aux apparences, illusions, mensonges impliqués dans et par les multiples aliénations antérieures. D'autre part et surtout positivement, en restituant à l'humanité le contenu (jusqu'alors) aliéné de ses propres œuvres, et en révélant du même coup que la production de l'homme par lui-même a toujours constitué une totalité d'aspects, de moments, de niveaux, de dimensions, jusqu'alors séparés, maintenant précisément saisis et articulés dans leur unité essentielle en même temps que manifeste.

Pareille réappropriation par l'humanité du contenu concret de son propre développement historique (matériel, moral, spirituel), la réalisation de cette totalité humaine, Marx ne la conçoit pas comme intervenant seulement au niveau collectif, au niveau de la société dans son ensemble, qui se confondrait alors par hypothèse avec l'humanité. Il conçoit qu'elle se réalise aussi sur le plan individuel, et c'est même ce qu'il attend de plus positif et de plus exaltant de la part du communisme. Ce dernier devrait, en ce sens, créer un « homme nouveau », en permettant aux individus et aux individualités de s'accomplir totalement, de réaliser entièrement leurs possibilités d'existence, précisément par la réappropriation totale de l'infini contenu du développement historique de l'humanité.

C'est à ce titre, par exemple, que Marx fait du communisme la condition du plein épanouissement de l'in-

dividu.

« A la place de l'ancienne société bourgeoise, avec ses classes et ses antagonismes de classe, surgit une association où le libre développement de chacun est la condition du libre développement de tous. » (10) Et réciproquement.

C'est à ce titre toujours qu'il attend du communisme qu'il abolisse toute division permanente des travaux et des fonctions, contraignant l'individu à se spécialiser sa vie durant dans la réalisation de tâches déterminées, l'enfermant par conséquent dans une sphère étroite d'occupations et de préoccupations, le coupant ainsi de la totalité humaine et de son mouvement. Dans une société communiste, au contraire, les individus pourront exercer de multiples activités, socialement utiles et nécessaires, sans être jamais contraints de se spécialiser exclusivement en l'une d'elles :

« En effet, du moment que le travail commence à être réparti, chacun entre dans un cercle d'activités déterminé et exclusif, qui lui est imposé et dont il ne peut pas s'évader ; il est chasseur, pêcheur, berger ou critique-critique et il doit le rester sous peine de perdre les moyens qui lui permettent de vivre. Dans la société communiste, c'est le contraire : personne n'est enfermé dans un cercle exclusif d'activités et chacun peut se former dans n'importe quelle branche de son choix ; c'est la société qui règle la production générale et qui me permet ainsi de faire aujourd'hui telle chose, demain telle autre, de chasser le matin, de pêcher l'après-midi, de m'occuper d'élevage le soir, de m'adonner à la critique après le repas, sans jamais devenir chasseur, pêcheur, berger ou critique. » (11)

Et c'est précisément parce que le communisme doit offrir la possibilité

de dépasser la division sociale du travail, mettre fin par conséquent à la division et à l'opposition entre travail matériel et travail immatériel, entre fonctions de conception et fonctions d'exécution, qu'on peut aussi attendre de lui d'une part qu'il mette fin au pouvoir politique en tant que tel, d'autre part et tout aussi bien qu'il réalise le contenu de l'art et de la philosophie dans la vie quotidienne elle-même. (12)

C) CONCLUSION.

Il est temps de conclure cette première partie. Malgré sa longueur, elle n'est pas exhaustive, puisqu'elle laisse notamment de côté toutes les élaborations de Marx sur la fameuse période de transition du capitalisme ou communisme. Elaborations au sein desquelles sont discutées toutes les questions relatives aux conditions de possibilité (objectives et subjectives) de réalisation du projet communiste. Le rappel précédent des principaux aspects de ce projet, tel qu'il a été conçu par Marx, suffit cependant à faire justice de la dénomination de « communisme » revendiquée par différents régimes nés de processus révolutionnaires (et contre-révolutionnaires !) à la périphérie du capitalisme développé (en Russie, en Chine, au Vietnam, etc.), ainsi que par les forces politiques qui se sont reconnues en eux. Quel que soit le jugement porté sur la nature sociale de ces régimes et sur leur destin historique, il est certain qu'ils n'ont rien à voir, de près ou de loin, avec des sociétés communistes ni même avec des sociétés en transition vers le communisme (comme le prouve au demeurant leur devenir le plus récent). Jugés à l'aune du projet communiste, ces régimes sont tout aussi condamnables que les régimes occi-

dentaux. Autant dire qu'à ce jour, il n'y a eu par conséquent nulle société qui ait correspondu aux exigences de ce projet.

Mais précisément, n'est-ce pas reconnaître que ce projet est pure utopie, voire pur rêve ? Qu'il ne trouvera pas plus à se réaliser demain qu'il ne s'est réalisé hier ? En d'autres termes, le capitalisme n'est-il pas lui-même la fin de l'histoire, comme le vont répétant bon nombre d'anciens « communistes » revenus de leurs soi-disant illusions ?

Il conviendrait sans doute de déterminer les raisons pour lesquelles le communisme ne s'est pas (encore) réalisé au cours du siècle écoulé, malgré la puissance des mouvements qui se sont mobilisés en sa faveur. Ce n'est pas la voie que je suivrai ici. Je m'interrogerai plutôt sur l'actualité du projet communisme, selon un double axe : en soulignant d'abord, dans une seconde partie, la nécessité actuelle du communisme ; en m'interrogeant ensuite, dans une troisième et dernière partie, sur les conditions actuelles de possibilité du communisme.

II. LA NÉCESSITÉ

ACTUELLE

DU COMMUNISME

Apparemment, depuis la chute des soi-disant pays socialistes, le capitalisme triomphe. Sa victoire est en fait une victoire à la Pyrrhus. Car si le capitalisme est parvenu à sortir victorieux de sa confrontation avec les forces qui visaient à sa subversion et à sa destruction, à son renversement révolutionnaire ; s'il a surmonté toutes les crises, économiques aussi bien que politiques, qu'il a connues au cours du siècle écoulé ; s'il s'est montré ainsi capable de maîtriser

ses contradictions internes, c'est au prix d'une quadruple catastrophe, dont les effets hypothèquent gravement son avenir mais aussi celui de l'humanité tout entière, qu'il englobe désormais presque entièrement. Ce qui rend en fait plus nécessaire et même plus urgent que jamais son dépassement communiste.

A) LA CATASTROPHE ÉCOLOGIQUE

1/ Les dimensions de la catastrophe

Il est à peine besoin de rappeler les principales dimensions de cette catastrophe :

▮ l'épuisement des ressources naturelles (matières minérales ou fossiles, mais aussi sol et eau) sous l'effet de leur pillage et gaspillage, engendrant de nouvelles raretés et pénuries ;

▮ la pollution des éléments naturels (air, eau, sol) par les rejets et déchets de la production industrielle non contrôlés ou non recyclés ou par l'usage massif d'intrants chimiques dans l'agriculture ; en particulier, la multiplication des catastrophes écologiques (marées noires, incidents plus ou moins graves dans les industries chimiques ou électronucléaires, pluies acides) aux retombées de plus en plus étendues dans l'espace et le temps ;

▮ sous l'effet conjugué des différentes pollutions, l'appauvrissement de la flore et de la faune par extermination de milliers d'espèces et la dénaturation de milliers d'autres (OGM, viande frelatée) ; la déstabilisation ou la destruction d'écosystèmes de plus en plus vastes, voire de certains milieux naturels, tels que la mer ou la forêt ;

▮ enfin, le plus grave, la rupture de certains équilibres écologiques glo-

baux, constitutifs de la biosphère, par destruction partielle de certains de leurs éléments composants ; par exemple la destruction de la couche d'ozone ou, bien évidemment, le réchauffement général de l'atmosphère terrestre, sous l'effet de la modification de sa composition chimique, aux conséquences redoutables (hausse générale du niveau des mers et des océans, modifications des climats, etc.).

2/ Les raisons de la catastrophe

Par contre, il est plus que jamais nécessaire de souligner combien cette crise met en cause le capitalisme dans ses dimensions constitutives les plus fondamentales.

a) En premier lieu, sa réduction de la valeur d'usage à la valeur (la valeur marchande et monétaire). Cette réduction signifie que le capitalisme ne s'intéresse à une valeur d'usage que pour autant qu'elle est susceptible de remplir une fonction de support d'un rapport d'échange ; donc dans la seule mesure où s'y trouve matérialisée de la valeur, dans la seule mesure par conséquent où elle est le produit d'un travail humain. Aussi, tout ce que la nature met généreusement, gratuitement, sans nécessité d'une appropriation préalable par le travail, à la disposition de l'homme est indifférent au capitalisme, car cela n'a pas de valeur pour lui (dans tous les sens du terme). Et il n'en tient aucun compte (dans tous les sens du terme également) : il ne lui accorde aucune attention ni aucun égard, il ne l'intègre pas dans ses calculs (de coût) et ses prévisions, puisque cela ne lui coûte rien. Tant du moins qu'il ne l'a pas dégradé au point de devoir le reproduire. Ainsi en va-t-il avec la lumière solaire (pour tant principale source d'énergie), l'air

ou même l'eau des fleuves et des rivières.

b) En second lieu, son productivisme. Alors que dans tous les modes de production antérieurs, l'acte social de travail n'avait pas d'autre finalité que la consommation, c'est-à-dire la satisfaction des besoins sociaux (y compris bien évidemment ceux liés à la nécessaire reproduction des moyens de production), le capitalisme pervertit fondamentalement le sens de cet acte en faisant de la production sa propre fin : en n'assignant à l'acte social de travail tout entier d'autre finalité que l'accumulation élargie des moyens sociaux de production. Car la finalité de la production capitaliste n'est pas fondamentalement la production de valeurs d'usage (de biens et de services satisfaisant des besoins individuels ou sociaux), ni la production de valeurs (de marchandises), ni même celle de plus-value : ce ne sont là pour lui qu'autant de médiations (de moyens) au service de sa fin véritable qui est la production et la reproduction du capital, sous toutes ses formes, et d'abord sous sa forme essentielle de capital productif, de moyens de production destinés à fonctionner comme « pompes à plus-value », comme moyens d'extorquer du travail non payé. D'où le productivisme foncier du capital qui se traduit par une tendance à la destruction des deux sources de toute richesse sociale : la force de travail, sous l'effet de son exploitation effrénée ; et la nature, les ressources naturelles, sous l'effet de leur pillage et gaspillage.

c) En troisième lieu, la contradiction entre le développement quantitatif (leur croissance, leur accumulation, leur puissance grandissante) et quantitatif (leur socialisation elle aussi grandissante) des forces productives et le maintien des rapports capi-

talistes de production, en ce qu'ils impliquent notamment l'expropriation des producteurs (tant à l'égard du contrôle des moyens de production que de la maîtrise du procès de production) et la fragmentation du procès social de production (du fait de la propriété privée des moyens de production).

Car telle est en définitive le sens véritable de la crise écologique. Cette crise donne en fait la dimension actuelle, véritablement mondiale (planétaire) de cette contradiction, déjà soulignée par Marx comme étant l'une des contradictions majeures du mode capitaliste de production. En effet, cette crise manifeste en définitive à la fois :

▮ d'une part, le degré de développement des forces productives auxquelles le capitalisme a conduit, en rendant les hommes capables de s'emparer de la planète entière et de bouleverser toutes les conditions naturelles de l'activité humaine (et plus largement de la vie, au sens biologique du terme) ;

▮ d'autre part, l'absence de tout contrôle global de ce développement que rend précisément impossible le maintien des rapports capitalistes de production, avec leurs effets d'expropriation et de privatisation. Absence de contrôle qui transforme en conséquence le précédent développement des forces productives de l'humanité en un déchaînement de forces destructrices qui en menace, du coup, jusqu'à sa possibilité de survivre.

3/ L'impuissance du capitalisme face à la crise écologique

A partir de là, on comprend aussi l'incapacité foncière du capitalisme à faire face à la crise écologique. Incapacité qu'illustre la timidité des engagements des Etats participants aux conférences de Rio (1992), de

Kyoto (1997) et plus récemment d'Amsterdam (2000). Engagements très en-deçà de l'urgence et de l'ampleur des mesures que requerraient des politiques cherchant véritablement à endiguer les effets de la dégradation chaque jour plus perceptible de nos conditions naturelles d'existence.

Certes un réformisme écologique est en principe possible dans le cadre du capitalisme. On peut en effet très bien concevoir que les mouvements écologistes et/ou les Etats parviennent à imposer aux industriels des normes et des contrôles contraignants en matière d'occupation des sites et d'usage d'exploitation des richesses naturelles ; qu'en outre ils proposent ou imposent des modes de produire et de consommer qui non seulement soient plus écologiques mais qui en plus ouvrent de nouvelles voies à l'accumulation du capital (recyclage de déchets, économies d'énergie, énergies renouvelables, etc.). Mais, même s'il parvenait à atténuer les effets les plus désastreux et à conjurer les menaces les plus graves de la crise écologique, un tel réformisme ne la résoudrait pas fondamentalement ; pas plus que le réformisme dont a fait l'objet le rapport salarial n'a mis fin à l'exploitation et à la domination capitalistes de la force de travail.

Mais un pareil réformisme est inconcevable et restera impraticable tant que dominera l'idéologie néo-libérale. Pour s'en convaincre, il suffit de penser à la solution proposée à l'issue des conférences de Kyoto et d'Amsterdam sous la pression des Etats-Unis, de loin les plus gros pollueurs de la planète, pour lutter contre l'aggravation de l'effet de serre : l'émission de droits à polluer et l'organisation d'un marché mondial

de ces droits ! Autrement dit, le renforcement de l'emprise de la logique marchande et capitaliste sur les conditions écologiques d'existence, logique précisément responsable de la dégradation de ces conditions. Dans ces conditions, le pire est à craindre.

En définitive, ce que la crise écologique nous révèle, c'est que le capitalisme ne se limite pas à dégrader les conditions de vie, il menace plus fondamentalement la possibilité même de la vie sur Terre, possibilité qui ne peut être préservée qu'à la condition qu'il soit mis fin au développement aveugle et incontrôlé des forces productives, transformées de ce fait en forces destructrices, qu'institue le capital ; et qu'il soit donc mis fin à l'expropriation des producteurs et à la propriété privée des moyens de production qui rend une telle inversion inévitable.

Ainsi, eu égard aux menaces majeures dont la crise écologique est porteuse, il se pourrait bien que l'enjeu de la lutte contre le capitalisme soit plus radical encore que Rosa Luxembourg ne l'avait imaginé, en se situant non plus seulement entre « le socialisme et la barbarie » mais entre le communisme et la mort.

B) LA CATASTROPHE SOCIO-ÉCONOMIQUE.

En se mondialisant, en insérant la planète entière dans les rets de ses rapports de production, le capitalisme n'aura pas seulement mondialisé la contradiction entre forces productives et rapports de production. Il aura tout aussi bien mondialisé cette autre contradiction inhérente à ces rapports, elle aussi mise en évidence par Marx, et présentée par lui comme « la loi générale de l'accumula-

tion du capital » : la polarisation grandissante entre richesse et pauvreté, l'aggravation à la fois extensive et intensive de la paupérisation comme condition et conséquence à la fois de l'accumulation du capital, donc de l'accumulation de la richesse sociale et des moyens de produire cette richesse, en même temps que limite apposée à l'accumulation. Dans la mesure où l'accumulation des moyens de production (de travail mort) et l'économie de travail vivant se traduit, en termes capitalistes, par une diminution relative sinon absolue de la quantité des travailleurs dont le capital a besoin, qu'il peut utiliser productivement (au sens capitaliste : pour leur faire produire de la plus-value) et, par conséquent, au gonflement de ce que Marx nommait « l'armée industrielle de réserve ».

« Les mêmes causes qui développent la force expansive du capital amenant la mise en disponibilité de la force ouvrière, la réserve industrielle doit augmenter avec les ressorts de la richesse. La grandeur relative de l'armée industrielle de réserve s'accroît donc en même temps que le ressort de la richesse. Mais plus cette armée de réserve grossit, comparativement à l'armée active du travail, plus grossit la surpopulation consolidée, excédent de population, dont la misère est inversement proportionnelle aux tourments de son travail. Plus s'accroît enfin cette couche des Lazare de la classe salariée, plus s'accroît aussi le paupérisme officiel. Voici la loi absolue, générale, de l'accumulation capitaliste. L'action de cette loi, comme toute autre, est naturellement modifiée par les circonstances particulières. » (13)

Cette loi, que le développement capitaliste avait semblé infirmer au cours des dernières décennies au sein des

formations capitalistes centrales, a, au contraire, reçu une confirmation aussi éclatante que dramatique au niveau mondial, seul niveau où il faille aujourd'hui juger des effets du capitalisme, puisque c'est à ce niveau que se déploient désormais pleinement les rapports capitalistes de production et que se joue leur reproduction.

Pour s'en convaincre, il suffit de considérer combien la situation socio-économique de la plupart des pays de la périphérie mondiale (le ci-devant « Tiers Monde », aujourd'hui rebaptisé « Sud ») s'est dégradée au cours dernières décennies, non seulement en termes relatifs (par rapport aux pays centraux) mais même quelquefois en termes absolus (par rapport à leur propre état antérieur). Il suffit de penser au sort réservé par la mondialisation capitaliste aux milliards d'individus (car ils se comptent aujourd'hui par milliards) qui constituent aujourd'hui « l'armée de réserve » sur le plan mondial, en croupissant dans les campagnes ou en s'entassant dans les bidonvilles des périphéries des métropoles de ces pays. Paysans sans terre, paysans expropriés, chômeurs chroniques, travailleurs (et surtout travailleuses) de « l'économie informelle », enfants des rues livrés à tous les trafics, etc., les figures sont innombrables de ces prolétaires auxquels le développement capitaliste ne laisse plus aucune chance d'être même seulement exploités.

Tandis qu'à l'autre bout de la chaîne (capitaliste) et de la planète se sont constituées des fortunes colossales, à la dimension du processus historique-mondial de l'accumulation du capital sur lequel elles reposent. Selon les rapports du Programme des Nations Unies pour le développement (PNUD) publiés ces dernières

années, les trois plus grosses fortunes personnelles au monde représentent l'équivalent du revenu annuel des 1,5 milliards de personnes les plus pauvres de la planète ; tandis que la fortune des quelque 400 milliardaires en dollars équivaut au revenu annuel des 2,6 milliards de personnes les plus pauvres, 45 % de la population mondiale. Jamais, dans toute l'histoire de l'humanité, il ne s'était créé de tels gouffres entre le haut et le bas de la hiérarchie sociale. Et le tout sous couvert des « droits de l'homme » : du règne de la liberté et de l'égalité, masques cyniques de la pire des exploitations !

Là encore, si l'on veut faire cesser pareil scandale, pareille absurdité et pareille monstruosité à la fois, le communisme s'impose comme une nécessité. Tout d'abord dans son acception la plus élémentaire, la plus sommaire pour ne pas dire la plus vulgaire, sous la forme de la revendication de l'égalisation des conditions sociales d'existence. Mais aussi et plus fondamentalement sous la forme de la reconquête par les hommes de leur pouvoir sur leurs conditions matérielles d'existence ; ce qui suppose de mettre fin à leur expropriation à l'égard de la maîtrise des moyens et du produit de leur travail qui est constitutif de ce rapport de production aujourd'hui dominant qu'est le capital. C'est là le seul moyen de redonner à la production sociale sa finalité naturelle en même temps qu'humaine, la satisfaction des besoins des hommes, en l'arrachant à l'emprise de l'abstraction mortifère de la valeur, en mettant fin à la dictature de l'économie, aux inhumaines rigueurs des « lois » imposées par l'aliénation marchande et capitaliste de l'acte social de travail.

C) LA CATASTROPHE POLITIQUE.

Cette expression désigne le vide politique, l'état de déficit politique sur lequel ont fini par déboucher deux siècles de domination du capital. Par quoi il faut entendre non seulement un déficit de la politique au sens classique du terme, de la politique institutionnelle, de l'action de et dans l'Etat ; mais encore et plus fondamentalement un déficit du politique : une absence de maîtrise du devenir général des sociétés humaines, l'impuissance de l'humanité dans son ensemble à maîtriser son propre devenir.

1/ Le déficit de la politique institutionnelle

De ce déficit politique, on ne saisit en effet généralement que son aspect à la fois le plus apparent et le plus officiel, sous la forme de l'impuissance des Etats, qui sont les dépositaires et agents légitimes de la puissance collective (la puissance publique).

Cette impuissance des Etats face aux défis majeurs de notre temps n'est que trop évidente. Je l'ai déjà évoquée en ce qui concerne la crise écologique. Elle n'est pas moindre en ce qui concerne la crise dans laquelle reste plongée l'économie capitaliste mondiale ; elle se traduit par l'incapacité dans laquelle se trouvent les Etats, y compris les plus puissants d'entre eux, à édifier un cadre régulateur de l'accumulation mondiale du capital.

Dans les deux cas, on peut mettre en accusation les idéologies et les politiques néolibérales qui ont prédominé au cours des deux dernières décennies, et qui ont fait de l'affaiblissement des Etats à la fois une nécessité et une vertu. Et, de fait, elles les ont délibérément privés de quelques-uns de leurs instruments les plus efficaces dans la régulation de l'activité

socio-économique sur le plan national, en se faisant les champions d'une déréglementation sauvage et aveugle de tous les marchés ; tout en faisant simultanément obstacle à la réédification d'un tel cadre réglementaire et régulateur sur le plan international, sous forme de la coordination des politiques des principaux Etats capitalistes développés. Il suffit à ce sujet de rappeler les résultats médiocres, voire nuls, des dernières réunions du G7, dont on vient à se demander à quoi il sert encore, si ce n'est à permettre aux « grands » du monde soi-disant développé d'étaler le spectacle planétaire de leur impuissance, de leur pusillanimité et de leurs divisions. Avec pour effet d'avoir transformé l'économie mondiale en un véritable bateau ivre, en un vaisseau fantôme ballotté aux grands vents des tempêtes commerciales et des crises financières.

Plus fondamentalement cependant que les idéologies et les politiques néolibérales, il faut ici incriminer deux autres facteurs, plus structurels, pour expliquer cette impuissance des Etats, qui tiennent tous deux aux rapports capitalistes de production. D'une part, la persistance de la division de l'espace géo-économique et géo-politique en Etats-nations, dans un contexte de transnationalisation grandissante de l'activité socio-économique, division commandée par la fragmentation du capital mondial en conglomerats de capitaux territorialisés ou à base territoriale rivaux entre eux sur le marché mondial. Si bien que la contradiction entre mondialisation grandissante de l'activité économique et nationalisation persistante du pouvoir politique (de son champ d'exercice et de contrôle) est caractéristique de la phase et des formes actuelles de reproduction des rapports capitalistes

de production.

A quoi s'ajoute, d'autre part, la persistance de la propriété privée des moyens de production, de l'autonomie persistante des capitaux privés, encore renforcés par la taille mondiale acquise par un grand nombre d'entre eux, qui leur permet de se jouer de tout contrôle et de toute réglementation nationale, voire internationale. Là encore, c'est directement à une caractéristique essentielle des rapports capitalistes de production que se heurte le pouvoir des Etats.

Quoi qu'il en soit, du point de vue qui me préoccupe ici, les conséquences les plus importantes de cette impuissance des Etats sont le discrédit de la politique (de l'activité politique, de la représentation politique, des hommes et des partis politiques, etc.), et la tendance à la démission des citoyens (leur abandon de la sphère publique, leur repli sur la vie privée, au mieux sur la vie associative). Avec pour conséquence en retour de délégitimer l'action des Etats et d'accroître encore leur impuissance, pour autant que le pouvoir d'Etat requiert pour s'exercer (du moins en démocratie) un consentement minimal des citoyens.

2/ Le déficit du politique.

En fait, ce déficit de la politique, alimenté par l'impuissance grandissante des Etats, renvoie, plus fondamentalement encore, à un déficit du politique, au sens de la capacité des hommes à maîtriser le devenir général leur propre activité sociale, leur propre praxis sociale-historique.

Deux siècles de domination du capital ont en effet débouché sur deux phénomènes conjoints. D'une part, sur l'expropriation de l'immense majorité de la population à l'égard de toute maîtrise sur ses conditions ma-

térielles d'existence et, plus largement, sur l'ensemble de ses conditions sociales d'existence. J'ai déjà signalé que Marx a longuement insisté sur cette spécificité du capital comme rapport de production que constitue l'expropriation des producteurs à l'égard des moyens de production mais aussi de la maîtrise du procès social de production. Au fur et à mesure que la reproduction du capital a nécessité d'élargir sa domination sur l'ensemble des conditions sociales d'existence, elle a du même mouvement étendu la sphère des activités sociales qui échappent au contrôle et à la maîtrise de l'immense majorité de la population. A titre d'exemple, considérons simplement ce qu'il est advenu de notre rapport à l'espace social dans lequel nous évoluons, un espace aujourd'hui entièrement assujéti aux impératifs de la production et de la circulation du capital.

D'autre part, le même processus a abouti à concentrer et à centraliser la puissance sociale (la capacité de diriger, d'organiser, de contrôler l'activité sociale, les interactions entre les hommes) au sein de méga-appareils de pouvoir (industriels, commerciaux, financiers, administratifs, médiatiques). Concentration et centralisation qui sont, à la fois, les conséquences et les conditions de la déposssession précédente de l'immense majorité de l'humanité. Ce sont ces appareils qui ont aujourd'hui en charge la gestion au quotidien des pratiques sociales et des rapports sociaux, sans parvenir pour autant à maîtriser leur devenir général, comme on l'a vu précédemment sur l'exemple des Etats.

Si bien que les deux processus précédents débouchent en définitive sur l'étonnante contradiction suivante : la plus extraordinaire concentration et

centralisation de pouvoir politique (et de savoir empirique et analytique sur lequel il s'appuie : de moyens de produire, transmettre, traiter et stocker une masse gigantesque d'informations) que l'on ait connue dans l'histoire, l'érection des appareils les plus puissants dont l'humanité se soit dotée, vont de pair avec l'impuissance la plus étendue de l'humanité à maîtriser son propre devenir.

De cette contradiction, les principaux Etats actuels donnent une terrifiante illustration. Ils ont acquis le pouvoir d'administrer la mort, en accumulant les moyens industriels et militaires de la destruction de toute vie sur Terre. Alors qu'ils restent incapables d'administrer la vie : de maîtriser et encore plus de résoudre les problèmes vitaux de l'humanité (les crises économique et écologique par exemple) ; ce qu'avouent d'ailleurs aujourd'hui, comme pour s'en disculper, la plupart de leurs dirigeants. Ne voit-on pas que l'échec de ces Etats, concentrant entre leurs mains les plus formidables moyens matériels et intellectuels dont ait jamais disposé un quelconque pouvoir politique au cours de l'Histoire, signifie tout simplement l'impuissance radicale de tout pouvoir politique en tant que tel et, par conséquent, l'illégitimité totale de la monopolisation de la puissance sociale sur laquelle il repose ? Comment dans ce cas ne pas en conclure à la nécessité et à l'urgence de confier l'administration de cette puissance à l'ensemble des hommes, à l'ensemble des membres de la communauté humaine, agissant selon un plan concerté entre eux ?

3/ Conséquences

Au regard du double déficit précédent, le communisme, compris cette fois-ci comme réappropriation par

l'humanité de son pouvoir sur ses propres conditions matérielles et institutionnelles d'existence, apparaît une nouvelle fois comme une nécessité. Aussi bien d'ailleurs que ce qui constitue la condition de cette réappropriation, à savoir le dépassement des divisions de l'humanité en classes et en nations. Car comment concevoir que l'humanité puisse relever les défis qu'elle s'est lancés à elle-même, par exemple faire face aux menaces pesant sur sa survie même dont est grosse la crise écologique, sans qu'elle mette fin aux divisions et rivalités entre classes et nations qui la paralysent aujourd'hui ? Sous cet angle aussi, l'alternative est entre le communisme et la mort.

D) LA CATASTROPHE SYMBOLIQUE

Les dégâts commis par l'emprise croissante du capital sur nos existences ne se mesurent pas seulement à la dégradation générale de nos écosystèmes et aux menaces qu'elle fait peser jusque sur notre survie ; à la pauvreté et à la misère auxquelles il condamne des masses grandissantes d'individus prolétariés de par la planète ; à l'impuissance dont il frappe l'immense majorité de la population face au devenir historique de l'humanité dans son ensemble. Ils se mesurent concrètement tous les jours dans la déstructuration mentale qui affecte un nombre grandissant d'individus du fait du déficit symbolique qu'engendre les conditions sociales actuelles d'existence.

1/ Signification et causes de la crise symbolique

Par déficit symbolique, j'entends le défaut d'ordre symbolique propre aux sociétés capitalistes développées : leur incapacité à élaborer et

maintenir un système un tant soit peu stable et cohérent de référentiels, de normes, de valeurs à l'intérieur desquels les individus puissent à la fois hériter du passé et se projeter dans l'avenir, s'investir dans la participation à la construction du monde dans lequel ils vivent, communiquer entre eux, se construire une identité, en un mot donner sens à leur existence.

J'ai analysé ailleurs en détail les raisons de ce déficit d'ordre symbolique (14). Il tient, d'une part, à la démythification du monde ou au « désenchantement » du monde qu'opère le capitalisme. Mouvement proprement révolutionnaire par lequel il invalide toutes les représentations morales, religieuses, philosophiques, etc., qui faisaient reposer symboliquement l'ordre social des sociétés précapitalistes sur la référence à une transcendance métasociale ou métaphysique. Mouvement que Marx et Engels avaient pressenti et présenté en termes imagés dans Le Manifeste :

« La bourgeoisie ne peut exister sans révolutionner sans cesse les instruments de production, ce qui veut dire les rapports de production, c'est-à-dire l'ensemble des rapports sociaux. Le maintien sans changement de l'ancien mode de production était, au contraire, pour toutes les classes industrielles antérieures, la condition première de leur existence. Ce bouleversement continu de la production, ce constant ébranlement de tout le système social, cette agitation et cette insécurité perpétuelles distinguent l'époque bourgeoise de toutes les précédentes. Tous les rapports sociaux, figés et couverts de rouille, avec leur cortège de conceptions antiques et vénérables, se dissolvent ; ceux qui les remplacent vieillissent avant d'avoir pu s'ossifier. Tout ce qui avait solidité et perma-

nence s'en va en fumée, tout ce qui était sacré est profané, et les hommes sont forcés enfin d'envisager leurs conditions d'existence et leurs rapports réciproques avec des yeux désabusés ». (15)

Ce déficit d'ordre symbolique tient, d'autre part, aux contradictions caractéristiques des différents fétichismes que le capitalisme tend à substituer à l'ordre symbolique propre aux sociétés précapitalistes : fétichisme de la marchandise, de la monnaie et du capital ; fétichisme du droit (de la propriété privée et de la personne privée) ; fétichisme de la loi (comme expression de la volonté générale) et de l'Etat (comme pouvoir public impersonnel) ; fétichisme de la nation (comme seule forme possible de la communauté humaine) ; fétichisme de l'individu (l'individualisme) ; etc. Non seulement ces différents fétichismes sont contradictoires entre eux, rendant de ce fait incohérent l'ordre idéologique que le capitalisme tend à constituer à partir d'eux ; mais encore ils sont tous minés par des contradictions internes, notamment une contradiction entre leur aspect objectif et leur aspect subjectif, entre leur moment de réification des rapports sociaux et leur moment de personnification de ces mêmes rapports. Car plus la praxis capitaliste réifie les conditions sociales d'existence en leur conférant l'opacité et la dureté, la froideur et l'impersonnalité de conditions objectives, moins celles-ci peuvent apparaître aux acteurs sociaux comme les résultats de leurs propres interactions ; et moins les fétichismes qui en résultent sont capables de capter et de thématiser les désirs humains en leur fournissant autant de repères et de supports identificatoires. Autrement dit, moins ils sont capables de donner sens à l'existence.

2. Une triple aliénation

Les différents processus précédents se conjuguent donc pour plonger les sociétés capitalistes développées dans une crise chronique du sens : pour les priver d'un habitat imaginaire commun, d'un ensemble repérable, structuré et crédible de référentiels donnant sens à l'existence. On devine tout de suite qu'une pareille crise du sens ne va pas sans retentir profondément sur l'organisation psychique (affective et imaginaire autant qu'intellectuelle) des individus qui la vivent. Plus précisément, le défaut d'ordre symbolique collectif perturbe simultanément le rapport à soi, le rapport aux autres, enfin le rapport au monde.

a) Le rapport à soi. La crise symbolique provoque en fait des effets contradictoires quant à la manière dont le sujet (le sujet individuel) se rapporte à lui-même, quant à la manière dont il s'appréhende lui-même. D'une part, elle favorise un surinvestissement narcissique, une survalorisation du moi ; d'autre part et inversement, elle crée les conditions d'une profonde crise d'identité, d'une dépression du moi.

Survalorisation du moi tout d'abord. Car, quand plus rien autour de soi n'offre un cadre de référence stable, quand il n'y a plus de monde que l'on puisse habiter imaginativement avec les autres, chacun tend à se replier sur soi et à faire de soi-même un monde. Alors le moi (plus exactement le moi idéal) devient, par substitution, l'objet privilégié des investissements libidinaux et fantasmatiques qui ne trouvent plus à se fixer (se projeter) dans des objets sociaux, du fait de leur déficit de valorisation symbolique.

Ainsi s'explique le développement de cette culture du narcissisme qui ca-

ractérise si fortement les sociétés capitalistes contemporaines (16). Chacun devient à soi-même son objet électif d'amour (d'investissement libidinal), d'occupation et de préoccupation. Les manifestations de cette culture sont aujourd'hui innombrables. Ce sont les soins attentifs et jaloux portés au corps (cf. l'engouement pour les pratiques corporelles : marche, jogging, gym tonic, yoga, etc., mais aussi l'augmentation de la consommation des produits et services médicaux). C'est la survalorisation du fameux « look », autrement dit de l'apparence corporelle et vestimentaire. C'est le succès de différentes pratiques « psy » dont le commun dénominateur est la réalisation émotionnelle de soi.

Mais le déficit chronique du sens qui sévit dans les sociétés capitalistes contemporaines crée tout aussi bien les conditions d'une crise majeure de l'individualité. Car l'individualité qui en émerge est en fait extrêmement fragile sous les couverts chatoyants et chaleureux de sa façade narcissique. D'une part, le déficit d'ordre symbolique va se traduire par l'absence ou du moins l'inconsistance de schèmes collectifs capables de servir de matériaux et supports de la construction de l'identité individuelle. A quoi s'ajoute, d'autre part, l'effet déstabilisateur de la profusion quasi-infinie des sens offerts au choix de chacun, comme autant de vêtements identificatoires qu'il peut successivement ou même simultanément endosser, pour les quitter aussitôt, au gré de sa fantaisie. Notre société organise ainsi en permanence une sorte de « foire aux sens », dans laquelle chacun peut « choisir » entre une multiplicité indéfinie d'identités, d'appartenances symboliques ou imaginaires, de référentiels, de valeurs, de modes d'existence, etc. Mais, précé-

sément, perdu dans cette « foire », chacun va se trouver à la fois étourdi, déboussolé, en définitive hébété, ne sachant plus (c'est le cas de le dire) à quel sens se vouer. Quand plus aucun sens global n'est proposé ou imposé par la société, quand chacun est abandonné à lui-même pour donner (en fait bricoler) un sens à son existence, et se trouve « libre » de lui donner le sens qu'il veut, la quête du sens a toutes les chances d'être éperdue et de se solder par un échec. Autrement dit, chacun a toutes les chances (si l'on peut dire) de se retrouver en définitive nu, c'est-à-dire incapable de trouver un sens à son existence et, par conséquent, d'assurer son identité.

b) Le rapport aux autres. De la même manière, la crise symbolique ne peut que perturber le rapport que chacun entretient aux autres. Plus précisément, elle va rendre ce rapport éminemment problématique : incertain, difficile, conflictuel. Entendons qu'elle va aggraver la part d'incertitude, de difficulté, de conflit que comprend nécessairement tout rapport interindividuel.

En premier lieu, en effet, c'est la possibilité même de communiquer avec autrui qui se trouve ici rendue problématique. Car, quel que soit le canal ou le support qu'elle emprunte, la communication entre individus présuppose toujours un sens commun : un ensemble structuré de signifiants fondamentaux (de référentiels, de symboles, de valeurs) sur lesquels les individus s'accordent, par-delà ou plutôt en-deçà même de leurs éventuels différences et différends. Or le défaut d'ordre symbolique signifie précisément aussi l'absence ou du moins la faiblesse (le vague, le flou, l'inconsistance) d'un tel sens commun.

En éprouvant ainsi de plus en plus

de difficulté à communiquer avec autrui, chacun se trouve ainsi isolé, prisonnier de/en lui-même. La solitude est aujourd'hui sans doute la chose la mieux partagée dans les sociétés capitalistes développées, au-delà de l'inflation « communicationnelle » qui lui sert de masque et d'alibi, dans laquelle chacun est tenu de communiquer en permanence pour être (cf. la diffusion fulgurante des téléphones portables et de l'Internet). Une solitude que, dans le cadre de ce que j'ai appelé précédemment la culture narcissique, les individus tendent à transformer en art de vivre, métamorphosant en quelque sorte la nécessité en vertu.

Car, dans le cadre de la crise du sens, l'autre n'est pas seulement celui avec qui il m'est de plus en plus difficile de communiquer, dont j'ai de plus en plus de mal à me rapprocher. Il est aussi, en second lieu, celui dont, contradictoirement, je désire de moins en moins me rapprocher, celui dont la présence même est pour moi de plus en plus une source de malaise, voire tout simplement une menace.

M'ouvrir à l'autre, c'est en effet m'exposer à affronter son altérité, c'est confronter ma propre identité à son altérité. Expérience toujours éprouvante au sens propre, puisqu'elle met à l'épreuve ma propre identité. Epreuve qui sera donc d'autant plus redoutée et par conséquent fuie que mon identité est faible, incertaine, mal assurée d'elle-même, qu'elle s'accompagne d'une crispation fétichiste sur les moindres éléments d'une identité résiduelle.

Le défaut d'ordre symbolique crée donc les conditions d'une sorte d'hétérophobie diffuse : de peur, de haine, de rejet plus ou moins violent de tout ce qui, du fait de son altérité, est perçu comme déstabilisant ou mena-

çant le reliquat ou résidu d'identité de chacun. En le privant de repères collectifs, en menaçant par conséquent son identité individuelle mais aussi en l'amenant par réaction à la fétichiser, la crise symbolique abaisse donc le « seuil de tolérance » de l'individu à l'égard de l'altérité.

c) Le rapport au monde. Et c'est, enfin, la diffusion dans la population d'un sentiment général d'étrangeté à l'égard du monde. Dépourvu de tout ordre symbolique unitaire capable de lui donner sens et d'y fournir des repères, le monde n'est plus alors vécu comme ce lieu familier que l'on connaît et que l'on maîtrise, dans la mesure même où on y habite et qu'on contribue à le créer. Privé de tout ordre symbolique, le monde apparaît alors tout à la fois comme irréel (inconsistant et évanescent) et surréel (opaque et impénétrable), dans les deux cas comme une réalité indéchiffrable et inquiétante.

Ainsi, en l'absence de tout ordre symbolique stable, l'individu devient-il étranger simultanément au monde, aux autres et à soi-même. Et cette triple étrangeté vécue ne peut que générer une situation et un sentiment d'impuissance : impuissance à avoir prise sur le cours du monde, et a fortiori à prendre part à sa production, donc aussi à le comprendre ; impuissance à communiquer avec autrui, à trouver un sens commun, à construire une communauté à la fois pratique et symbolique avec les autres ; impuissance à se réaliser, à inscrire ses actes dans la réalité, voire à construire des projets.

E) CONCLUSION.

Ainsi, de quelque côté que l'on se tourne, le capitalisme semble bien génère un monde de plus en plus invivable, aussi bien subjectivement

qu'objectivement, pour une majorité de nos contemporains. Dès lors, l'objection d'utopisme communément adressée au projet communiste est bien mal venue. En fait, la pire des utopies qui soit aujourd'hui, utopie conservatrice, réactionnaire même, utopie proprement illusoire en tout cas, est de croire que le monde pourra longtemps encore continuer à être gouverné pour l'essentiel par les exigences de la reproduction du capital, sans courir au devant de multiples catastrophes. Plus exactement : sans que les catastrophes qu'il a déjà déclenchées ne le rendent définitivement et absolument invivable.

III. LA QUESTION DE LA POSSIBILITÉ DU COMMUNISME

Mais il ne suffit pas de démontrer la nécessité, l'urgence même, du communisme pour mettre fin à la catastrophe écologique, socio-économique, politique et symbolique que constitue le capitalisme pour l'humanité. Il ne suffit pas, en un mot, de démontrer que le communisme est (hautement) souhaitable. Il faut encore examiner s'il est possible ; autrement dit, si, dans quelle mesure, sous quelles formes le capitalisme contemporain en crée les conditions de possibilité, tant objectivement que subjectivement.

Question à laquelle il ne me paraît pas possible de répondre de manière simple et unilatérale, tant le développement capitaliste apparaît contradictoire, sous ce rapport comme sous bien d'autres. Autrement dit, ce développement crée actuellement certaines des conditions de possibilité du communisme, certaines des conditions de sa réalisation ; et, simultanément et contradictoirement, il

détruit, compromet, certaines autres de ses conditions, faisant ainsi directement obstacle à la réalisation du communisme. Plus précisément, et ce sera ma thèse ou du moins mon fil conducteur, le capitalisme contemporain a fait mûrir les conditions objectives du communisme ; tandis que, à l'inverse, il a compromis et dégradé ses conditions subjectives. Toute la question étant de savoir jusqu'à quel point....

A) L'ÉTAT DES CONDITIONS OBJECTIVES

Nous avons vu que Marx attribuait au capitalisme deux vertus majeures du point de vue de la production des conditions objectives du communisme : le développement des forces productives et la socialisation de la société. Sur ce point-là au moins, il ne s'est pas trompé : le capitalisme a bien développé les forces productives de la société, tout en la socialisant, mais à chaque fois sous des formes contradictoires.

1/ Le développement des forces productives

a) En prenant pour indice global et synthétique de ce développement les progrès de la productivité moyenne du travail social, il paraît incontestable que les forces productives de la société n'aient cessé de se développer tout au long de l'histoire du capitalisme (17). Quoique de manière fort inégale, à la fois spatialement (selon la position des différentes formations sociales dans la division internationale du travail et les rapports impérialistes à laquelle elle donne lieu) et temporellement (selon les différents stades et phases de son histoire). Ce développement a été notamment rendu possible, comme Marx l'avait d'ailleurs prévu, grâce à

l'application méthodique des progrès scientifiques (progrès dans la connaissance des lois de la nature) aux procédés de production, grâce à leur matérialisation sous forme de moyens de travail de plus en plus performants. Avec tout ce que cela implique d'extension et d'intensification de l'exploitation de la force de travail et de réalisation de ce que Marx a appelé la « domination réelle du capital sur le travail » : son appropriation du procès de travail aux exigences de sa production et de sa reproduction comme valeur en procès. De ce point de vue, on peut même caractériser la phase actuelle du développement capitaliste comme celle où, du moins dans les formations centrales, grâce au développement de l'automation des procès de travail, le capital parvient à parachever totalement ce processus, en se rendant aussi indépendant que possible du travail salarié. Non seulement en utilisant constamment une quantité décroissante de travail vivant ; mais encore en réduisant qualitativement ce travail (du moins ceux des producteurs directs, des travailleurs immédiats) à de simples fonctions de pilotage et de surveillance des procès de travail automatisés. Si bien que le volume de la richesse sociale semble n'avoir plus de rapport immédiat avec la quantité de travail vivant dépensé pour la produire, dans la mesure où sa production est essentiellement l'effet du travail mort.

« La richesse réelle se développe maintenant, d'une part, grâce à l'énorme disproportion entre le temps de travail utilisé et son produit et, d'autre part, grâce à la disproportion qualitative entre le travail, réduit à une pure abstraction, et la puissance du procès de production qu'il surveille : c'est ce que nous révèle la grande industrie. » (18)

Cette remarque de Marx, déjà vraie de son temps, se vérifie aujourd'hui à un degré bien plus grand encore. En un mot, le capital est en train d'accumuler les conditions de la fin du travail, forme et objectif du communisme.

b) Ce faisant, le capital tend cependant à se détruire lui-même. En effet, comme Marx n'a cessé de le répéter, il ne peut exister comme capital (comme valeur en procès) que par la médiation de l'exploitation de forces de travail, de travail vivant. En réduisant sans cesse la masse de ce dernier, il fait par conséquent chuter le taux de profit, tout en dressant constamment une barrière sur la voie de la réalisation de ses propres produits-marchandises, puisqu'il réduit d'autant la capacité de consommation (improductive) de la société en réduisant le volume du travail vivant employé (partant le nombre des travailleurs salariés).

Bien plus même, ce faisant, le capital crée les conditions de la fin de l'économie. La valeur comme forme du produit du travail social et la loi de la valeur comme mesure de ce produit, réglant la production, sa circulation et sa répartition, sont tendanciellement détruites par le développement de l'automatisation qui rend le volume de la richesse sociale de plus en plus indépendant de la quantité de travail vivant employé à la produire. C'est d'ailleurs exactement ce que Marx avait prévu dans un passage prophétique des Grundrisse :

« Le capital est une contradiction en procès : d'une part, il pousse à la réduction du temps de travail à un minimum, et d'autre part il pose le temps de travail comme la seule source et la seule mesure de la richesse [...] D'une part, il éveille toutes les forces productives de la science et de la nature ainsi que celles de la coopéra-

tion et de la circulation sociales, afin de rendre la création de richesse indépendante (relativement) du temps de travail utilisé par elle. D'autre part, il prétend mesurer les gigantesques forces sociales ainsi créées d'après l'étalon du temps de travail, et les enserrer dans les limites étroites, nécessaires au maintien, en tant que valeur, de la valeur déjà produite.» (19)

Autrement dit, le développement qualitatif et quantitatif des forces productives, auquel procède contradictoirement le capital, ne compromet pas seulement ce dernier en tant que valeur en procès, il compromet plus radicalement encore la valeur elle-même comme forme sociale de la valeur d'usage (de la richesse sociale) et la loi de la valeur comme loi de la production sociale. Il fait ainsi apparaître que la véritable richesse sociale n'est pas la valeur mais la valeur d'usage (l'abondance matérielle), et que la véritable mesure de cette richesse n'est pas le temps de travail socialement nécessaire mais au contraire la réduction du temps de travail nécessaire, la libération de l'homme à l'égard du travail, le développement du temps libre : du temps libéré de la nécessité naturelle et de la contrainte sociale du travail.

Ce qui s'esquisse ainsi très concrètement, c'est à la fois la possibilité de la fin du travail : d'une réduction substantielle de la durée du travail qui n'en ferait plus qu'une activité secondaire et annexe dans la vie de chacun ; et surtout la possibilité d'organiser la production sociale non plus en fonction de la nécessité abstraite de valoriser le capital, donc en définitive d'accroître le travail mort déjà accumulé, mais tout simplement en fonction de l'exigence de satisfaire les besoins sociaux tels qu'ils seront définis par des producteurs associés

rendus maîtres de leurs moyens de production.

c) Ainsi le développement des forces productives revêt nécessairement une forme contradictoire au sein du capitalisme. Car si, d'une part, il est directement commandé par les impératifs de la production et de la reproduction du capital ; d'autre part et inversement, il les compromet dans ses bases mêmes, en tendant à faire éclater les catégories économiques elles-mêmes (valeur, loi de la valeur, procès de valorisation, etc.).

Cela explique pourquoi, aujourd'hui, le capital, tout en développant l'automatisation des procès de travail, est obligé d'en différer les effets. Les différer dans le temps, bien évidemment, en ralentissant la substitution des procès de travail automatisés aux anciens procès mécanisés, ou en ne les automatisant qu'en partie. Au-delà des limites que dresse le coût important des équipements productifs automatisés, on tient là la raison essentielle du fait que la diffusion de ces équipements ne soit pas plus rapide encore que ce que l'on observe.

Mais aussi et surtout les différer dans l'espace. Il s'agit de maintenir, à côté de secteurs et de branches plus ou moins fortement automatisés, à haute composition organique du capital (mesurée par le rapport du capital constant au capital variable, soit en définitive par le rapport du travail mort au travail vivant), employant une faible quantité de main-d'œuvre salariée, donc dégageant peu de surtravail (de plus-value), des secteurs et des branches non automatisés (fordistes, voire pré-fordistes), à basse composition organique du capital, employant une forte quantité de main-d'œuvre, dégageant par conséquent beaucoup de surtravail. Car, grâce à la péruquation des taux de

profit qui se réalise à travers le système des prix de marché, les seconds secteurs peuvent servir à valoriser les premiers. C'est pourquoi, par-delà les raisons d'ordre technique ou financier, l'automation ne peut être conduite en régime capitaliste, et qui plus est poussée à bout, que dans les secteurs à structure monopolistique ou oligopolistique qui, par le biais du système des prix, peuvent s'assurer une ponction de plus-value (analogue en ce sens à une rente de situation) sur d'autres secteurs.

Le maintien et l'aggravation des inégalités de développement entre secteurs et branches de la production sont donc une condition sine qua non du développement de l'automation en régime capitaliste, pour pallier les effets destructeurs de celle-ci sur la valorisation du capital (le taux de profit) et, plus fondamentalement, sur la loi de la valeur. Or les inégalités de développement s'inscrivent nécessairement dans des structures spatiales, dans des inégalités entre régions, entre nations, entre continents. Aussi le développement de l'automation dans les formations capitalistes développées doit-il nécessairement se coupler avec la nouvelle division transnationale du travail, les délocalisations industrielles en direction de l'Est ou du Sud, l'industrialisation d'une partie du ci-devant Tiers Monde, la montée en puissance des « nouveaux pays industriels » ; mais aussi avec le processus d'intégration de nouveaux ensemble régionaux (UE certes, mais aussi « marché commun » nord-américain groupant les USA, le Canada et le Mexique, Mercosur sud-américain, intégration rapide de l'Asie du Sud-Est autour du Japon et des « dragons » coréens et taïwanais) qui réunissent, à chaque fois, au sein d'un marché plus ou moins unifié, des

zones très inégalement développées, entre lesquelles peuvent pleinement jouer les effets du développement inégal.

2/ La socialisation de la société

Le capitalisme contemporain poursuit et amplifie l'œuvre de socialisation de la société que Marx avait déjà relevée de son temps comme un trait caractéristique du mode capitaliste de production, de même que comme une des conditions objectives de possibilité de passage au communisme. Dans cette perspective, trois dimensions de cette socialisation doivent tout particulièrement retenir notre attention. Là encore, aucune d'elles ne va sans contradiction.

a) La première est, bien évidemment, la mondialisation. Mondialisation non seulement économique (mondialisation des rapports de production, des modes de produire, d'échanger, de consommer, etc.) ; mais encore mondialisation politique (mondialisation des enjeux politiques : cf. ce qui a été dit plus haut à propos des catastrophes écologique et socio-économique) ; et même mondialisation culturelle (confrontation universelle des manières de vivre, de penser, de sentir, etc.). Il est évident que la première, par conséquent la constitution du marché mondial, est le moteur des deux autres. En constituant et en développant le marché mondial, le capitalisme jette les bases objectives de cette unification de l'humanité que requiert le communisme. Que ce soit en homogénéisant normes de production et normes de consommation, modes de vie et modes de penser, régimes politiques et référentiels culturels, il arrache les hommes à leurs particularismes locaux hérités de la nature et de l'histoire et tisse entre eux mille

liens qui les rendent mutuellement dépendants et solidaires.

Que ce processus n'aille pas sans résistance et limites, ni sans contradictions, puisque l'homogénéisation planétaire s'accompagne de la persistance de phénomènes de fragmentation (en Etats-nations) et de hiérarchisation (domination impérialiste) ; qu'il se produise sous des formes telles qu'il est encore davantage vécu comme une perte (notamment d'identité) plutôt que comme un gain, donnant ainsi lieu à des crispations identitaires dont la renaissance des nationalismes comme le développement des intégrismes religieux sont autant de symptômes (20) ; cela ne l'empêche pas de se développer inexorablement et, avec lui, la prise de conscience du commun destin qui lie désormais tous les hommes. Et c'est jusque par l'universelle menace de destruction qu'il brandit avec la crise écologique que le capitalisme renforce cette prise de conscience.

b) La seconde dimension de la socialisation de la société à laquelle il convient de porter attention, parce qu'elle présente un intérêt particulier du point de vue de la réalisation des conditions du communisme, est, à l'inverse de la précédente, la localisation. J'entends par là à la fois :

▮ la tendance croissante à localiser la gestion politique des problèmes écologiques, économiques, sociaux, culturels nés du développement du capitaliste ; à les faire traiter par les instances périphériques (municipales, cantonales, départementales, provinciales, régionales) plutôt que centrales des appareils d'Etat ;

▮ la tendance à associer à cette gestion, de multiples manières, différents acteurs de la société civile (organisations syndicales, mouvements associatifs, organisations citoyennes, etc.) ;

▮ la tendance en définitive à « territorialiser » (à inscrire dans/sur un territoire limité : une agglomération, un réseau d'agglomérations, une région) les enjeux politiques, en faisant du territoire le lieu de la synthèse des multiples déterminations de la pratique sociale et de leur maîtrise par les agents sociaux.

Or, si le communisme signifie l'autogouvernement des travailleurs et, à travers eux, de la société, il est indissociable d'une structure fédéraliste du pouvoir politique, impliquant aussi bien une décentralisation maximale de ce dernier qu'un rapprochement maximal des lieux de décision et de gestion des lieux d'émergence et d'expression des problèmes à gérer. Cela exige par exemple, sur le plan économique, de privilégier ou construire des synergies entre unités de production les plus proches possibles les unes des autres. C'est la condition de la maîtrise par les producteurs associés du procès de production, au delà du champ immédiat de leurs unités productives respectives.

Dans cette perspective, la tendance actuelle de la socialisation capitaliste à la localisation peut être considérée comme favorable au mûrissement des conditions du communisme. A condition toutefois de ne pas céder aux tentations et aux illusions du localisme : de ne pas s'enfermer dans le local, de toujours resituer le local dans le contexte englobant de la mondialisation, en saisissant le rapport qui les lie et le co-produit. Bref, à la condition, pour reprendre un slogan des Grünen allemands dans leur phase contestataire, de « penser globalement tout en agissant localement », d'assumer les enjeux macropolitiques au sein même des micropolitiques quotidiennes, condition d'un autogouvernement de la société.

té.

c) La socialisation contemporaine de la société présente enfin une troisième dimension à laquelle il convient de porter attention : il s'agit de la socialisation de l'information et du savoir (il ne faut cependant pas confondre les deux, en réduisant le second au premier). Cette socialisation s'opère par la scolarisation de masse, le développement des moyens de communication de masse, l'extension et l'interconnexion des réseaux de communication télématiques, dont l'Internet est aujourd'hui l'exemple phare. A travers ces médiations, s'affirment et se confortent tout autant la capacité subjective d'appréhender la plupart des problèmes politiques que la capacité objective d'en discuter et de les traiter au sein de réseaux fédérant de petits groupes ayant charge de pratiques sociales beaucoup plus limitées.

Ce qui se dessine ici, du même coup, ce sont les conditions objectives d'une socialisation du pouvoir politique, qui est elle aussi une dimension du communisme. Mais, là encore, à condition d'arracher le contrôle, de mettre ces médiations de l'information, du savoir et du pouvoir au service des individus, de leur développement personnel comme de l'exercice collectif de leur citoyenneté. Ce qui implique de les mettre à l'abri de l'emprise qu'exercent d'ores et déjà sur eux ou que cherchent à leur imposer capitaux privés aussi bien qu'appareils d'Etat. A condition aussi de parvenir à maîtriser les effets de déstructuration symbolique dont certains de ces moyens (je pense en particulier à l'Internet) peuvent favoriser, en ce faisant les vecteurs de cette « foire du sens » que j'évoquais plus haut.

B) L'ÉTAT DES CONDITIONS SUBJECTIVES

On peut ainsi porter un jugement « globalement positif » et optimiste sur le devenir du capitalisme, en tant qu'il continue à faire mûrir (bien que contradictoirement) les conditions objectives du communisme. Par contre, ce même développement inspire un jugement « globalement négatif » quant à la manière dont il fait évoluer les conditions subjectives du communisme, qu'il a tendance à dégrader et à compromettre.

Car ce qui manque aujourd'hui pour exploiter les conditions objectives de possibilité de transition au communisme que recèle le capitalisme, c'est sa principale condition subjective, son moment subjectif : la volonté du communisme, les luttes pour sa réalisation. C'est essentiellement le sujet de la construction du communisme qui fait défaut : en un mot, le prolétariat comme sujet révolutionnaire. En fait, le prolétariat ne figure plus aujourd'hui, au moins apparemment, que comme une classe défaite et privée de toute perspective historique. A tel point qu'il ne semble plus possible d'en parler comme d'un sujet politique : comme d'une classe capable d'infléchir le cours de la dynamique historique ; encore moins d'un sujet révolutionnaire : d'une classe capable de renverser le cours de l'histoire, d'ouvrir une bifurcation ou une brèche dans ce cours, de créer un monde nouveau, le communisme en l'occurrence.

1/ Une classe défaite

Faisons le compte des défaites politiques majeures essuyées par le prolétariat mondial au cours des seules dernières décennies (sans même vouloir revenir sur des défaites antérieures qui continuent à peser de leur poids). On peut essentiellement en

retenir deux.

a) L'écroulement de ses deux principaux modèles politiques, qui en fait désormais une classe orpheline. Il s'agit :

▮ d'une part, du soi-disant « socialisme réel », discrédité en tant que modèle (par son totalitarisme étatique et son inefficacité économique) avant même de s'écrouler et de se dissoudre en tant que réalité ;

▮ d'autre part, du réformisme social-démocrate, qui est progressivement apparu pour ce qu'il est, à savoir une simple modalité de la domination du capital, incapable de préparer l'avènement d'un au-delà du capitalisme. Incapable surtout de proposer une stratégie de sortie de la crise multiforme dans laquelle est engagé le capitalisme depuis un quart de siècle ; incapable de répliquer à l'offensive néo-libérale, en dépit des attaques de plus en plus brutales contre les travailleurs (je vais y revenir dans un moment).

Comme j'ai eu l'occasion de montrer par ailleurs en détail, ces deux modèles procèdent en fait d'une même matrice, ils ont une même origine et un même fondement (21). Réformisme social-démocrate et « socialisme d'Etat » dérivent d'un même modèle du mouvement ouvrier, celui qui a pris naissance en Europe occidentale à la fin du siècle dernier et qui s'est progressivement universalisé à partir de son berceau historique, et que j'ai appelé le modèle social-démocrate du mouvement ouvrier (en me référant à ce que «social-démocrate» a signifié entre 1890 et 1914, précisément dans la phase de constitution de ce modèle). Ses principales caractéristiques en étaient :

▮ Sa stratégie étatiste, faisant de l'Etat la fin et le moyen de la lutte d'émancipation du prolétariat. Sa formule clé : se libérer du capitalisme

par l'Etat en libérant l'Etat du capitalisme, impliquant un fétichisme de l'Etat et de la médiation politique en général.

▮ Ses formes organisationnelles : le privilège donné au parti, comme instrument de conquête et d'exercice du pouvoir d'Etat, sur les syndicats, les mouvements coopératifs et mutualistes et sur les mouvements associatifs.

▮ Ses valeurs idéologiques, radicalisation de l'héritage des Lumières, donc de la pensée bourgeoise dans sa pointe la plus radicale : humanisme, rationalisme, scientisme, messianisme révolutionnaire, élitisme politique, étatismisme.

Il ne peut pas être question ici de dresser un bilan de presque un siècle d'hégémonie de ce modèle sur le mouvement ouvrier international. Bilan qui comprendrait aussi sa part d'actif à côté de son incontestable et lourd passif (dont l'élément le plus manifeste est évidemment le poids écrasant du stalinisme). D'ailleurs, il est peut-être encore trop tôt pour dresser un pareil bilan ; l'indispensable recul historique nous faire encore défaut.

Ce qu'il importe ici de noter, c'est l'actuel épuisement historique de ce modèle, qui l'a fait entrer, au cours des deux dernières décennies, dans un processus de crise finale, dont les symptômes les plus nets sont son incapacité à faire face tant à la crise actuelle du capitalisme et à l'offensive néo-libérale à laquelle elle a donné lieu, que, plus généralement, aux différents défis que le devenir actuel du capitalisme lance au mouvement ouvrier et au prolétariat en tant que classe (je vais revenir de suite sur ces deux points). De ce fait, c'est aussi l'ensemble des éléments de ce modèle qui se trouvent aujourd'hui ébranlés et discrédités à travers

l'écroulement des deux modèles précédents. Et donc tout l'héritage politique d'un siècle de luttes ouvrières qui se trouve remis en question.

b) L'incapacité de faire face à l'offensive néo-libérale. Cette offensive a été lancée par les gouvernements britannique (Thatcher) et américain (Reagan) à l'aube des années 80, rapidement suivis par la quasi-totalité des gouvernements occidentaux. Objectif de cette offensive : trouver une issue à la crise du fordisme, c'est-à-dire du mode de développement suivi par le capitalisme occidental depuis la fin de la Seconde Guerre mondiale, crise ouverte depuis le milieu des années 1970, en faisant « payer la crise aux travailleurs ».

Même si les politiques néo-libérales n'ont que partiellement atteint leurs objectifs, elles ont provoqué, au Nord comme au Sud, une remise en cause d'une partie des acquis économiques et sociaux des travailleurs, la chute de dizaines de millions d'entre eux dans le chômage, la précarité, la pauvreté et en définitive la misère, tandis que simultanément s'accumulaient, en quelques années, des fortunes colossales fondées notamment sur la spéculation boursière. L'aggravation des inégalités sociales a été considérable au cours de ces deux décennies de politiques néo-libérales, au Nord comme au Sud.

Or, non seulement le mouvement ouvrier, prisonnier de son modèle social-démocrate, n'est pas parvenu à s'opposer au développement de ces politiques, mais certains de ses éléments (en particulier la plupart des partis social-démocrates européens) s'y sont ralliés, en ont été les acteurs. Si bien qu'à proprement parler on ne peut même plus les considérer comme des partis social-démocrates : ce sont tout au plus des partis social-li-

béraux.

C'est que la rupture du compromis fordiste, à l'initiative des politiques néo-libérales, a pris ce mouvement de cours. Elle l'a simultanément déboussolé, en rendant caduque sa stratégie privilégiant la conquête et l'exercice du pouvoir d'Etat dans le cadre national ; et déstabilisé, en bouleversant le cadre institutionnel dans lequel il s'était moulé depuis la fin de la Seconde Guerre mondiale, en y jouant un rôle médiateur fondamental entre le capital et le travail. Il s'est ainsi trouvé incapable de faire face à la remise en cause, par ces mêmes politiques libérales, des acquis sociaux antérieurs, laissant sa propre base sociale sans perspective ni ressort face à la montée du chômage et de la précarité, face à la baisse du pouvoir d'achat et à la misère, face au démantèlement des systèmes publics de la protection sociale.

2/ Un prolétariat sans perspective

La crise que connaît aujourd'hui le mouvement ouvrier et, à travers lui, le prolétariat comme force sociale (potentiellement) révolutionnaire, ne se mesure pas seulement aux défaites récentes qu'il a subies ; mais encore et plus fondamentalement à son incapacité à affronter et relever certains défis du présent et de l'avenir. Ce qui le laisse littéralement parlant sans perspective.

Ces défis sont directement liés aux processus générateurs des différentes catastrophes sur lesquelles a débouché le devenir récent du capitalisme et que j'ai analysées plus haut. Facteurs de crise du capitalisme, ces catastrophes n'en sont donc pas moins autant de facteurs de crise du mouvement ouvrier.

a) La crise écologique. Pour l'instant,

le mouvement ouvrier a été largement incapable d'y faire face, voire tout simplement d'en prendre la mesure, en l'intégrant dans son horizon, autrement dit dans sa problématique et son programme. Il faut ici incriminer son productivisme, voire avec son industrialisme, qui fait partie intégrante de son héritage social-démocrate.

Le mouvement ouvrier s'est en effet largement associé, jusqu'à présent, au productivisme capitaliste. Pour des raisons faciles à comprendre : ce productivisme garantissait à la fois la croissance numérique de ses troupes, en grossissant les rangs du prolétariat, et la croissance économique, synonyme d'une augmentation du niveau de vie et d'une amélioration des conditions de vie du prolétariat, grâce au partage des gains de productivité entre salaires et profits. Ce productivisme était par ailleurs renforcé par la culture social-démocrate du mouvement ouvrier, conjuguant économisme et scientisme, vouant par conséquent un véritable culte au développement des forces productives de type industriel, associé à la figure fétichiste du progrès.

Désormais, dans le contexte d'une crise écologique allant s'approfondissant, le mouvement ouvrier ne peut plus abandonner à la bourgeoisie le soin de gérer la croissance des forces productives, en se contentant de faire pression sur elle pour obtenir une plus juste répartition des fruits de cette croissance, pour rééquilibrer au profit des travailleurs le partage du produit net. Le mouvement ouvrier doit aujourd'hui se mettre en situation de peser sur les orientations du procès social de production, autrement dit sur les buts qui sont assignés à l'acte social de travail dans sa globalité, sur l'usage qui est fait des forces productives de la société dans

leur ensemble. Son objectif doit être d'arracher les forces productives à la « logique productiviste » que leur imposent les rapports capitalistes de production, et ce dès avant l'expropriation de la bourgeoisie.

b) La crise socio-économique. Celle-ci ne se traduit pas seulement par une aggravation globale des conditions de travail et d'existence des travailleurs, de ceux qui sont encore employés par le capital comme de ceux qui sont rejetés par lui dans l'oisiveté forcée de la « surpopulation relative ». Elle se traduit aussi et surtout par de profondes transformations dans la composition socio-économique du prolétariat, qui mettent à mal son unité en tant que « classe en soi » (l'homogénéité de ses conditions objectives et subjectives d'existence) et rendent encore un peu plus difficile son unification en tant que « classe pour soi » (son organisation syndicale et politique, son identification à une orientation politique et à un programme exprimant ses intérêts historiques).

Pour m'en tenir à la seule situation du prolétariat dans les formations capitalistes développées (les formations centrales), on peut désormais y repérer trois grands ensembles :

▮ Les travailleurs « stables », qui se voient garantir leur emploi, la croissance ou du moins le maintien à niveau de leur salaire, une négociation collective de leurs conditions de travail, une protection et une expression syndicales, des possibilités plus ou moins étendues de « carrière » et de promotion sociale dans l'entreprise ou la société en général, etc. Cependant, au fur et à mesure où la crise se prolonge, non seulement ce noyau de travailleurs stables tend à se rétrécir, mais encore leurs « garanties » tendent à se restreindre. Surtout, la capacité de ce noyau de

travail stable de s'organiser et de s'opposer au capital se trouve compromise tout à la fois par la flexibilité grandissante du temps de travail qui lui est imposée, et par les politiques méthodiques d'individualisation du rapport salarial développées par le patronat et le gouvernement ; mais aussi par les réactions corporatistes que sa situation relativement privilégiée (par rapport à celle des autres catégories de travailleurs) favorise en son sein (cf. infra).

▮ Les exclus du travail, voire du marché du travail tout court, que la crise jette durablement ou même définitivement sur le pavé (c'est le cas notamment des travailleurs âgés ou des travailleurs peu qualifiés des secteurs en déclin) ou auxquels elle interdit tout simplement de pénétrer dans la vie active (c'est le cas notamment des jeunes les moins qualifiés). Les uns et les autres sont donc voués au chômage de longue durée, donc à l'assistanat, entrecoupé de divers stages, avec au bout du compte, pour un nombre croissant d'entre eux, la plongée dans la pauvreté et la misère.

▮ Entre ces deux pôles, la masse flottante des travailleurs précarisés, au sein de laquelle il convient de distinguer différentes catégories, par ordre de précarité croissante :

È les travailleurs des entreprises opérant en sous-traitance et en régie, généralement des petites et moyennes entreprises, soumis au rythme irrégulier et imprévisible des commandes des entreprises donneuses d'ordre, plus sensibles aux fluctuations économiques, jouant le rôle d'« éredon » amortissant les à-coups du procès d'accumulation pour les entreprises donneuses d'ordre ;

È les travailleurs à temps partiel, que le temps partiel soit choisi ou impo-

sé, par définition mal intégrés au collectif de travail de leur entreprise, et ne bénéficiant pas toujours des avantages sociaux réservés aux travailleurs « stables » à plein temps ;

È les travailleurs temporaires, travailleurs intérimaires ou travailleurs placés sous contrat à durée déterminée (CDD), qui n'ont donc aucune garantie d'emploi permanent (on peut leur annexer les vacataires et auxiliaires des administrations et des services publics) ;

È les stagiaires, essentiellement des jeunes mais aussi de plus en plus des travailleurs âgés, « bénéficiant » des multiples formules de stage (d'insertion, de qualification, d'adaptation, de reconversion, etc.) que les gouvernements multiplient, moins pour lutter contre le chômage que pour le masquer ou en prévenir les risques sociaux et politiques ;

È enfin, au comble de la précarité, les travailleurs de « l'économie souterraine » qui tentent d'échapper au chômage en travaillant « au noir » (en étant d'ailleurs fréquemment placés en situation de sous-traitance par rapport à l'économie officielle), ou en se livrant à la petite production marchande (essentiellement dans le secteur des services rendus aux particuliers), quand ils ne sont pas purement et simplement contraints de vivre de divers trafics illégaux.

Ces différentes catégories de travailleurs subissent en commun une précarité d'emploi et donc de revenu ; une dérèglementation plus ou moins poussée de leurs conditions juridiques d'emploi et de travail (par rapport aux normes légales ou conventionnelles) ; des acquis et des droits sociaux en régression ; souvent l'absence de tout avantage conventionnel ; la plupart du temps l'absence de toute protection et expression syndicales ; enfin une ten-

dance à l'individualisation extrême du rapport salarial, jusqu'à placer certains d'entre eux aux marges du rapport salarial, dans une situation de travailleurs semi-indépendants.

Ce processus d'éclatement du prolétariat est d'autant plus grave que les trois ensembles précédents tendent à se couper les uns des autres et à se replier sur eux, sous l'effet de toute une série de mécanismes économiques, juridiques, sociaux et idéologiques. Ainsi, parmi les travailleurs « stables », on assiste au développement de réactions corporatistes à l'égard des travailleurs précaires et des chômeurs de longue durée, procédant de la volonté de préserver catégoriellement les positions acquises au détriment de l'unité de la classe. Par ailleurs, si, pour les jeunes diplômés, le travail précaire n'est souvent que transitoire et préparatoire à une insertion durable dans le travail, d'autres catégories de travailleurs (femmes, hommes âgés, jeunes dépourvus de formation) tendent au contraire à s'enfermer dans un cycle ininterrompu travail précaire/chômage ou inactivité/ travail précaire, voire à sortir de la précarité par le bas : en plongeant dans le chômage de longue durée. L'expérience montre enfin que, passée une certaine durée, le chômage provoque de véritables phénomènes d'exclusion et d'auto-exclusion à l'égard du marché du travail, ne serait-ce que du fait de la dévalorisation d'une qualification professionnelle déjà faible au départ. Les chômeurs de longue durée sont ainsi progressivement enfermés dans un véritable ghetto social et institutionnel.

Signalons de plus que toutes les études effectuées sur le développement du chômage et de la précarité montrent que ceux-ci tendent à réactiver et renforcer les anciennes divi-

sions et inégalités de statut au sein du prolétariat : ils frappent davantage les travailleurs non qualifiés que les travailleurs qualifiés, les femmes que les hommes, les travailleurs jeunes ou âgés que les travailleurs d'âge mûr, les étrangers que les nationaux. Jusqu'à présent, tous les efforts déployés par le mouvement ouvrier pour lutter contre cet éclatement du prolétariat se sont montrés largement impuissants. En témoigne par exemple le peu de résultat des différentes tentatives menées notamment par le mouvement syndical pour organiser précaires et chômeurs. Il y a à ces échecs répétés des causes sérieuses. C'est que l'instabilité constitutionnelle des précaires et des chômeurs rend quasiment impossible leur intégration dans des structures syndicales telles qu'une section d'entreprise ou même une fédération de branche. Le syndicalisme « vertical », privilégiant la dimension catégorielle et professionnelle, hérité de la tradition social-démocrate, se trouve ici totalement inadapté. Seul un syndicalisme à structures « horizontales », privilégiant la dimension interprofessionnelle, serait apte à organiser à la fois travailleurs permanents, précaires et chômeurs. D'où l'isolement grandissant des dites organisations de plus en plus cantonnées au noyau des travailleurs statutaires, ceux qui précisément auraient le moins besoin d'être défendus. D'où aussi l'apparence que prend de plus en plus le mouvement syndical : celui d'une défense des « privilégiés », des « nantis ». Et les risques réels et redoublés de le voir verser dans le corporatisme.

c) La crise politique. Essentiellement occasionnée par la transnationalisation du capital, comme nous l'avons vu, elle affecte présentement le mouvement ouvrier à un double titre.

D'une part, parce qu'en invalidant le pouvoir des Etats nationaux, elle prive le mouvement ouvrier de son levier traditionnel de transformation politique. Pendant un bon siècle, le modèle social-démocrate du mouvement ouvrier a fait de l'Etat (de la conquête et de l'exercice du pouvoir d'Etat) le moyen obligé de sa lutte contre le capitalisme, que ce soit dans une perspective réformiste ou dans une perspective révolutionnaire. Or, la transnationalisation du capital rend désormais largement inopérante toute action politique qui se circonscrit au seul cadre national, parce que précisément elle tend à priver les Etats de leurs moyens d'action traditionnels sur leur formation nationale respective.

D'autre part, non seulement le cadre étatique-national n'offre plus une assise permettant de développer une stratégie anticapitaliste efficace ; mais encore et surtout, ce même cadre constitue désormais un obstacle direct à une pareille stratégie. L'enfermement du mouvement ouvrier dans le cadre national, son institutionnalisation dans ce cadre, qui a pu garantir l'efficacité relative de ce mouvement tant que celui-ci pouvait s'appuyer sur l'appareil d'Etat pour transformer (réformer ou révolutionner) les rapports de production, devient au contraire, dans le cadre actuel de la transnationalisation, un facteur d'affaiblissement et d'impuissance. Face à la transnationalisation du capital, face à la centralisation mondiale grandissante du capital industriel et bien plus encore financier, face à l'organisation transnationale de la classe dominante (au sein des réseaux et cartes des entreprises multinationales, des organisations transnationales du type de l'OMC, du FMI ou de la Banque Mondiale, etc.), c'est l'organisation transnationale du

prolétariat qui devient aujourd'hui une nécessité vitale pour la poursuite de sa lutte de classe.

Et, de ce point de vue, on est actuellement très loin du compte. D'une part, les organisations internationales héritées du mouvement ouvrier qui subsistent (II^e Internationale social-démocrate, IV^e Internationale trotskiste, Fédération Syndicale Mondiale, Confédération Européenne des Syndicats) n'ont le plus souvent d'international que le nom (sans vouloir même discuter leurs orientations respectives...). Leurs congrès n'ont généralement aucun pouvoir de décision relativement aux actions menées par les différentes sections nationales, qui conservent donc une totale liberté stratégique. Et elles se présentent, de ce fait, comme des structures bureaucratiques encore plus coupées de la lutte de classe que leurs sections nationales, à tel point que les adhérents de ces dernières peuvent quelquefois en ignorer jusqu'à l'existence. Quant au fameux « internationalisme prolétarien », qui devrait en principe signifier la solidarité internationale des travailleurs, il a été tellement défiguré par les crimes stalinien auxquels il a servi de caution, qu'on ose à peine l'évoquer encore. Le prolétariat est donc actuellement à peu près désarmé pour faire face aux nouvelles conditions matérielles et institutionnelles de sa lutte de classe qui résultent de la transnationalisation du capital.

D'autre part, la tâche de son unification au niveau mondial est aujourd'hui d'une redoutable difficulté. Le prolétariat mondial se présente comme une réalité non moins contradictoire que l'espace de l'accumulation du capital au sein duquel il émerge, et dont il épouse la structure. Sans doute, l'internationalisation des mar-

chés et plus encore celle de la production favorisent-elles, dans une certaine mesure, l'homogénéisation des différents rapports salariaux, permettant ainsi à certains éléments du prolétariat périphérique de se rapprocher des conditions de travail et d'existence du prolétariat central, et par là-même de son expérience politique (pensons par exemple au Brésil ou à la Corée du sud). Mais, par ailleurs, cette tendance est contrebattue par la persistance des spécificités culturelles et politiques nationales, héritées de la nature et de l'histoire, et qui continuent à dresser de difficiles obstacles sur la voie de l'unification politique du prolétariat mondial. D'autant plus que, dans la mesure où la domination capitaliste en tire profit (dans tous les sens du terme), elle s'efforce de maintenir et même d'accentuer ces divisions nationales et régionales, dont j'ai rappelé plus haut qu'elle est une des conditions de la poursuite de l'accumulation dans les formations centrales (de la lutte contre la baisse tendancielle du taux de profit). Enfin, la division internationale du travail hiérarchise sévèrement les différents espaces économiques mondiaux, les met en concurrence et peut, dans certains cas, rendre contradictoires les intérêts immédiats de différentes parties du prolétariat mondial. On le voit bien à la manière dont tendent à réagir les travailleurs des formations centrales (et leurs organisations politiques) aux mouvements de délocalisation et de concurrence qui les confrontent directement aux conditions d'exploitation de leurs « frères de classe » du sud.

d) La crise symbolique. J'en ai donné précédemment une description précise, tant dans ses mécanismes que dans ses manifestations diverses. Cette crise pose incontestablement

des problèmes au capitalisme ; le moindre n'étant pas de rendre difficile l'élaboration par lui d'une légitimité, à travers un ensemble de représentations (idées, normes, valeurs) à la fois crédibles et capables de justifier ses structures fondamentales (l'acceptation du capitalisme par la grande masse étant actuellement le plus souvent pure et simple résignation à l'ordre existant, faute de pouvoir en concevoir et en construire un autre). Mais cette même crise ne pose pas moins problème au mouvement ouvrier. Pour au moins deux raisons.

En premier lieu, elle fait obstacle à l'implication politique des individus. Comme j'ai eu l'occasion de le souligner, elle les conduit à se replier sur eux-mêmes ou, au mieux, sur les réseaux de solidarité les plus étroits (familiaux ou de voisinage), en les rendant incapables de concevoir un projet global et de lutter pour sa réalisation ; pire : en délégitimant à leurs yeux a priori toute implication dans un combat politique exigeant de l'individu qu'il se soumette, voire qu'il se sacrifie à une discipline collective. A plus forte raison fait-elle obstacle à la constitution d'une subjectivité révolutionnaire : d'une volonté collective de transformation du monde social dans un sens émancipateur, qui implique que les individus soient capables de médiatiser leur action individuelle immédiate par la prise en compte aussi bien de l'action d'une foule d'autres individus, dans le passé et l'avenir comme dans le présent, totalement inconnus pour la plus grande masse d'entre eux.

En second lieu, comme j'ai eu l'occasion de montrer par ailleurs (22), cette crise fait le lit des mouvements d'extrême droite, de type fasciste ou fascisant, qui parviennent à convertir l'angoisse indéfinie dans son objet

qu'elle fait naître en peurs identifiables à défaut d'être fondées : peur de l'autre, peur de l'étranger, et notamment de l'immigré, peur du changement, tout en nourrissant un besoin de restauration autoritaire et d'affirmation identitaire. Autrement dit, faute de tirer parti des potentialités de déstabilisation de l'ordre existant contenues dans la crise symbolique, le mouvement ouvrier risque de voir cette dernière nourrir la pire forme de réaction du capital à son égard.

Or, de ce double point de vue, le mouvement ouvrier n'a manifestement pas encore pris, là non plus, la mesure de la nature et de l'ampleur de cette crise. Pour s'en convaincre, il suffit d'observer combien les modes de fonctionnement de ses organisations (politiques et syndicales), reposant sur le « centralisme bureaucratique », rentrent de plus en plus en contradiction avec les aspirations, exigences et refus (par exemple en termes d'autonomie individuelle), que la crise symbolique fait naître, pour le pire et le meilleur, au sein de l'individualité personnalisée, auto-référentielle et à forte composante narcissique, qu'elle génère massivement au sein de la société contemporaine.

IV. QUELQUES PROPOSITIONS STRATÉGIQUES

Ainsi, les développements récents du capitalisme ont-ils fait mûrir les conditions objectives du communisme, tout en compromettant, simultanément, certaines de ses conditions subjectives parmi les plus importantes. Si, en dépit de son simplisme apparent, cette conclusion possède une certaine pertinence, elle autorise

la conclusion suivante : la tâche essentielle du mouvement révolutionnaire consiste aujourd'hui à reconstituer un moment subjectif à la mesure des possibilités objectives contenues dans le développement actuel du capitalisme.

C'est le sens des propositions suivantes. Puisqu'il s'agit, en un sens, de refonder le mouvement révolutionnaire, j'articulerai ces propositions autour des trois pôles traditionnels de ce mouvement : son sujet, son projet et son trajet. J'ajouterai encore que ces propositions n'ont aucune prétention à l'exhaustivité, et que je suis parfaitement conscient de leur insuffisance voire de la faiblesse de certaines d'entre elles (23). Je les livre, comme le restant de mon analyse, à la discussion collective et à la critique de chacun. Mon plus vif souhait est qu'elles stimulent l'une et l'autre.

A) LA QUESTION DU SUJET

Comment (re)transformer aujourd'hui le prolétariat en une force sociale, qui plus est en une force possédant un potentiel révolutionnaire ? Autrement dit, comment (re)donner au prolétariat une capacité d'infléchir, voire de briser, la dynamique du capitalisme au niveau même où celle-ci se déploie aujourd'hui, à savoir le niveau mondial ? En un mot, comment permettre au prolétariat de dépasser les divisions et contradictions qui le marquent à ce niveau et que j'ai signalées plus haut ? Telle est la question décisive aujourd'hui.

La réussite d'une pareille tâche ne pourra être qu'une œuvre de longue haleine. Mais par où commencer ? Sur quoi prendre appui dans l'existant ? J'avoue avoir peu d'idées pertinentes sur la question. Je me contenterai de deux suggestions.

1/ Le combat doit (re)partir de ce qui fonde, aujourd'hui comme hier, le pouvoir du capital, à savoir son exploitation et sa domination du travail, son appropriation du procès de travail, donc des conditions de travail et d'existence qui en résultent pour les travailleurs. Mais en tenant compte du fait que l'organisation de ces conditions par le capital se fait aujourd'hui d'emblée au niveau mondial.

Il faut donc s'appuyer, en premier lieu, sur les structures syndicales, locales, nationales ou internationales, mais pour les ouvrir précisément sur la dimension mondiale. Autrement dit, savoir qu'il s'agit pour elles d'organiser l'affrontement entre capital et travail d'emblée à ce niveau. Même pour les questions les plus élémentaires, comme celles concernant les conditions de travail ou les salaires.

C'est notamment le cas dans les branches d'ores et déjà les plus internationalisées et, plus encore, dans les entreprises qui possèdent une structure multinationale. Dans ces dernières, toute action (par exemple une grève), même lorsqu'elle vise un objectif seulement local ou national, doit d'emblée pouvoir disposer de relais au sein de tous les autres établissements de l'entreprise, au sein du même Etat comme à l'étranger. Ce qui implique que les structures syndicales locales et nationales renforcent leurs relations, y compris organisationnelles, avec l'ensemble des autres structures opérant dans l'entreprise (ou même la branche) considérée.

Ce qui naguère paraissait difficile sinon même utopique est aujourd'hui à porter de mains. Aussi bien du fait du développement des moyens de télécommunication (dont l'Internet), que du fait de la diffusion des connais-

sances (maîtrise des langues étrangères, connaissance de la situation sociale et politique dans les Etats étrangers, perception grandissante de l'interdépendance des diverses situations nationales, etc.).

2/ Les structures syndicales (existantes ou à développer) ne sont cependant pas les seuls points d'appui qui s'offrent à l'effort visant à la (re)constitution de l'unité du prolétariat sur le plan mondial. Pareil effort trouvera aussi, plus largement, à s'appuyer sur tous les mouvements sociaux à dimensions internationales qui s'en prennent d'ores et déjà à certains aspects de la domination du capital au-delà du procès de travail et de production strictement dit. Notamment :

- les embryons de mouvement international de chômeurs ou d'exclus qui ont pris forme dans le cadre des marches européennes contre le chômage qui se sont déroulées au cours de ces dernières années ;

- les mouvements contestant les formes actuelles de mondialisation néo-libérale et d'hégémonie du capital financier, qui ont pris l'habitude de manifester ensemble lors des réunions du G7 ou de l'OMC, dont le principal (tant par son audience, le nombre de ses adhérents que par la structuration internationale dont il est en passe de se doter) est ATTAC ;

- les mouvements écologistes qui ont déjà une longue tradition d'organisation de campagnes et de luttes contre certains groupes capitalistes particulièrement écocides (les pétroliers par exemple) et contre les Etats les soutenant sur le plan international ;

- enfin les mouvements féministes qui, au cours des dernières décennies, ont également commencé à se structurer sur le plan mondial et à fai-

re écho des conditions misérables d'existence de la plus grande part du prolétariat mondial, les femmes y comptant toujours parmi les moins bien loties mais y étant aussi souvent au cœur de l'organisation des mouvements populaires de résistance et de lutte.

Certes, « tout ce qui bouge n'est pas rouge ». Autrement dit, ces différents mouvements sont par définition traversés de courants divers, tous ne sont pas anticapitalistes ni a fortiori favorables à la perspective communiste. La participation à ces mouvements doit donc s'envisager dans la perspective d'une lutte plus générale du prolétariat (et de ses organisations représentatives) pour conquérir et établir son hégémonie au sein des mouvements populaires ; par conséquent dans la perspective d'alliances de classe. Il ne peut être ici question de poser plus précisément ces questions, encore moins de les résoudre. Je voulais tout simplement en signaler l'existence.

B) LA QUESTION DU PROJET.

Par projet, j'entends ici quelque chose de plus vaste mais aussi de moins déterminé (précis) que la classique notion de programme. Disons qu'il s'agit d'un ensemble d'objectifs de lutte qu'il faut se proposer de poursuivre. J'en retiendrai trois ici :

1/ Travailler tous, travailler moins, travailler autrement, les trois aspects de cet objectif étant indissociables. L'enjeu est ici triple :

- En premier lieu, en luttant contre la fragmentation mortelle du prolétariat engendrée par le chômage et la précarité, il s'agit de reconstituer l'unité et l'identité de la classe dans et par la participation de tous ses membres

au procès de travail et de production. ▫ En second lieu, il s'agit de tirer parti des immenses possibilités qu'ouvre l'automatisation du travail, que ce soit en termes de réduction du temps de travail (sur la journée, la semaine, l'année ou l'existence entière) ; ou de requalification de la force de travail de l'immense masse des travailleurs dans la perspective d'un dépassement de la division entre travail manuel (ou d'exécution) et travail intellectuel (de direction, d'organisation et de conception), que la réduction du temps de travail rendra par ailleurs possible.

- En troisième lieu, et plus fondamentalement encore, en poussant l'automation des procès de travail à bout par la réduction continue du temps de travail, il s'agit à la fois d'ouvrir la perspective d'un dépassement du système de production régi par la loi de la valeur ; et de réaliser, en définitive, le vieux rêve humain de la « fin du travail », de d'abolition du « règne de la nécessité », tâche en même temps que condition du communisme. Rêve que le capitalisme pervertit pour l'instant en cauchemar sous la forme du développement massif du chômage et de la précarité.

2/ L'institution d'un revenu social garanti. Ce revenu doit être assuré à tout individu en contrepartie de sa participation au procès social de production. Cette institution est doublement nécessaire :

- Dans l'immédiat, il s'agit de lutter contre la marginalisation, voire l'exclusion sociale, dont sont victimes les chômeurs de longue durée ; et contre la précarité des conditions d'existence qu'impliquent les formes « atypiques » d'emploi : travail à temps partiel, contrat à durée déterminée, missions d'intérim. En un mot

: tous les membres de la « surpopulation relative ».

¶ A plus long terme, il s'agit de déconnecter le revenu de la durée du travail, dès lors que celle-ci ira diminuant et prendra la forme d'une participation irrégulière au procès social de production. L'institution d'un tel revenu social garanti procèdera d'une extension de la socialisation du revenu déjà initiée par le capital dans le cadre du salariat, sous forme du salaire indirect. Elle prendra tout simplement acte du degré de socialisation de la production et du degré de substitution du travail mort au travail vivant, autrement dit du degré de développement des forces productives de la société, désormais en mesure de garantir à l'ensemble de ses membres la couverture de ses besoins au moins les plus élémentaires.

Ce revenu social ne sera donc plus mesuré par la quantité de travail fourni par l'individu (comme dans la production marchande simple), ni même par les exigences de la reproduction de sa force de travail (comme dans le régime du salariat — en ce sens, il ne s'agirait donc plus d'un salaire), ni a fortiori par le minimum nécessaire à la survie (comme dans les différentes formules actuelles de revenu minimum), mais par le degré de développement de la productivité du travail social tout entier. En un mot, il s'agit d'instituer comme règle de répartition du fonds social de consommation le principe communiste « de chacun selon ses capacités, à chacun selon ses besoins ». Le droit de chacun à un tel revenu doit être conçu comme la contrepartie de sa participation au procès social de production, de son devoir de prendre sa part de l'effort collectif en vue d'assurer les conditions matérielles et institutionnelles de la repro-

duction de la société.

3/ Exiger un emploi pour tous tout en permettant de chacun de travailler moins, comme exiger un droit inaliénable pour chacun de puiser (sous certaines conditions) dans le fonds commun social des moyens de consommation individuels ou collectifs, conduit à réorienter la production sociale : à produire autrement et autre chose. L'enjeu est ici encore double :

¶ Il s'agit, d'une part, de rompre avec la logique du productivisme inhérent à l'économie capitaliste, dont les dégâts écologiques et sociaux sont aujourd'hui patents et considérables, comme j'ai eu l'occasion de le signaler.

¶ Il s'agit, d'autre part, d'avancer sur la voie d'une maîtrise de ses propres forces productives par l'ensemble de la société (et d'abord par les producteurs), aujourd'hui aliénées par le mouvement du capital.

Autrement dit, il s'agit pour le mouvement ouvrier de cesser de ne s'intéresser qu'à la manière de répartir la richesse produite, pour se mêler de près de toutes les questions concernant les manières de produire et de consommer cette richesse, donc de tout ce qui concerne le contenu et le sens même de l'acte de production. A lui de défendre une réorganisation et une réorientation de cet acte en fonction d'exigences :

• d'ordre écologique : pour préserver les conditions naturelles d'existence de l'espèce humaine ;

• d'économie de travail : pour reproduire les forces productives de la société au moindre coût en termes de temps de travail et d'usure de la force de travail ;

• d'utilité sociale : il s'agit de déterminer par une procédure démocratique, ouverte aux usagers et

consommateurs comme aux producteurs, les besoins individuels et sociaux à satisfaire en priorité ;

• d'ordre organisationnel : il s'agit de favoriser le processus de déconcentration et de décentralisation de l'appareil productif, de manière à en rendre possible l'autogestion par les producteurs, les populations avoisinantes et les consommateurs ;

• de coopération internationale : il s'agit de privilégier le développement des modes de produire et de consommer qui, non seulement ne constituent pas une entrave, mais encore créent des conditions favorables au développement de l'ensemble des peuples et nations de la Terre.

C) LA QUESTION DU TRAJET.

Pour conclure, je dirai quelques mots de la manière dont ces luttes doivent être menées, de la perspective stratégique dans laquelle elles s'inscrivent.

1/ Pour des raisons multiples sur lesquelles je ne peux pas revenir ici, je propose que cette perspective tourne le dos à la stratégie étatique, voire étatiste, que le modèle dominant du mouvement ouvrier a suivie depuis la fin du siècle dernier. La réalisation des objectifs précédents nécessite au contraire la construction de ce que j'appelle des contre-pouvoirs, c'est-à-dire des structures capables tout à la fois :

¶ d'impulser des pratiques alternatives, en rupture (à des degrés divers) avec ces deux médiations majeures de l'organisation capitaliste de la société que sont le marché et l'Etat (exemples : un plan alternatif d'embauche, un contre-plan de production ou d'organisation d'un service

public) n de servir de «nœuds» dans les réseaux militants, donc de passerelles entre l'ensemble des organisations (associations, syndicats, mouvements sociaux spécifiques, organisations politiques) opérant sur un territoire donné (commune, « bassin », région, etc.). Les Bourses du Travail du début du siècle en fournissent un exemple sous ce rapport ;

n de se fédérer de manière à étendre continûment le champ de la dissidence sociale par rapport au marché et à l'Etat ;

n de préparer l'inévitable affrontement violent avec les Etats, par un incessant travail d'auto-organisation de la société destiné à les délégitimer, à les court-circuiter, à les neutraliser.

2/ C'est sur la base de la constitution de tels contre-pouvoirs, d'abord locaux et partiels, puis de leur fédération progressive en un contre-pouvoir à l'échelle de la société tout entière et de l'ensemble des activités sociales, que l'on peut espérer initier des pratiques de réappropriation, par les masses populaires, de la gestion de l'ensemble des affaires collectives, ce qui n'est pas autre chose en définitive que le communisme tel que je l'ai défini plus haut. Dans une telle stratégie de contre-pouvoir, on peut distinguer en gros trois étapes.

n 1^{ère} étape : elle se caractérise par des pratiques partielles et locales de contre-pouvoir. Celles-ci peuvent prendre appui sur :

É l'autogestion par les travailleurs de leurs luttes, dans le travail aussi bien que hors du travail, permettant leur auto-organisation progressive en réseaux autonomes fédérant des collectifs de base (dans les entreprises, les quartiers, les localités) ;

É le déploiement de « logiques alter-

natives », dans le travail aussi bien que hors du travail, opposées à la logique capitaliste. Ces logiques se développeront sous la forme de projets alternatifs (ou contre-projets) élaborés, imposés et mis en œuvre par les travailleurs eux-mêmes, allant dans le sens d'une réappropriation de leurs conditions sociales d'existence et plus largement de la prise en charge de l'ensemble de la praxis sociale. On veillera à ce que ces projets ne visent pas à améliorer seulement la situation immédiate des travailleurs, mais aussi le rapport de forces global en leur faveur.

n 2^e étape : elle se caractérise par la multiplication et la coordination de ces pratiques de contre-pouvoir, donc par leur extension à plus vaste échelle (celle de branches entières, ou de « bassins d'emploi », de régions, voire de nations ou de groupes de nations). Le contre-pouvoir prolétarien s'affirme alors progressivement comme une force sociale et politique au niveau de la société entière, capable non seulement d'imposer à la classe dominante des transformations sociales majeures (des réformes « radicales ») mais encore de rendre cré-dible la perspective d'une « rupture » avec le capitalisme, en renversant le rapport de forces en faveur du prolétariat.

A travers ce processus, le prolétariat doit chercher à se constituer en société alternative ou contre-société (et non plus seulement en contre-Etat, comme dans le modèle social-démocrate du mouvement ouvrier), en élargissant sans cesse les « espaces de liberté » ainsi conquis dans et contre la société capitaliste, en prenant appui en particulier sur l'existence de réseaux denses de coopératives de production et de consommation, sur des mouvements sociaux gérant des pans entiers de la vie

économique et sociale (par exemple les équipements collectifs et les services publics), sur des associations favorisant une expression culturelle autonome du prolétariat, tous donnant l'exemple de ce que peut être une société s'auto-organisant et s'autogérant.

Il se crée ainsi progressivement une situation de double pouvoir au sein de la société : en face du pouvoir séparé du capital, et notamment de l'Etat, se dresse désormais le contre-pouvoir prolétarien né de la réappropriation et de la gestion démocratique de certains au moins des rouages de la vie sociale. Situation en définitive instable et transitoire, qui ne peut déboucher que sur une crise révolutionnaire... ou sur une contre-révolution, dans la mesure où elle pose très concrètement la question générale du pouvoir au sein de la société.

n 3^e étape : Cette situation de double pouvoir fait apparaître ce qui reste de pouvoir capitaliste, et d'abord l'appareil d'Etat, comme un obstacle essentiel à la réalisation des projets et des aspirations populaires, donc comme un obstacle à abattre. Et réciproquement, le contre-pouvoir prolétarien est devenu pour la classe dominante une menace mortelle. Dès lors, l'affrontement violent entre eux est devenu inévitable. Et seul un pareil affrontement peut parachever le processus révolutionnaire.

La « rupture » révolutionnaire est ainsi le moment où le contre-pouvoir prolétarien parvient à démanteler l'appareil d'Etat pour se substituer à lui dans la gestion générale de la société. Cette « rupture » avec le capitalisme aura été préparée par une lente et patiente reconquête par les forces prolétariennes de la maîtrise sur leurs conditions sociales d'existence, dans le travail aussi bien que

hors du travail ; par un long et sans doute difficile apprentissage de l'auto-organisation dans les luttes, de la démocratie directe, de l'autogestion de la vie sociale ; par un processus ininterrompu d'« expérimentation sociale », avec ce qu'il implique de tâtonnements, d'essais et d'erreurs rectifiés, permettant l'enrichissement de la conscience de classe, le renforcement du désir d'autonomie individuelle et collective ainsi que de la conviction de la possibilité de fonder sur cette dernière une réorganisation globale de la société. En un mot, la « rupture » avec le capitalisme aura

ainsi été précédée et préparée par la maturation d'un contre-pouvoir prolétarien, se renforçant, tant objectivement que subjectivement, au rythme des concessions, réformes, ruptures partielles obtenues par ses luttes contre le pouvoir capitaliste.

Et l'on saisit aussitôt que cette « rupture » révolutionnaire n'a rien à voir avec l'action putschiste d'une minorité de « révolutionnaires professionnels » s'auto-proclamant et s'auto-instituant en direction du processus révolutionnaire, dans un rapport « substitutiste » aux masses. Elle est au contraire l'acte qui couronne la ré-

appropriation collective par les travailleurs de la capacité à diriger et organiser la société, au terme d'un processus qui aura vu se développer de pair leur pouvoir, leur autonomie et leur conscience.

Notes

(1) Le Manifeste du Parti communiste in Karl Marx et Friedrich Engels, Œuvres choisies en deux volumes, Editions du Progrès, Moscou, tome 1, page 35.

(2) L'idéologie allemande, 1^{ère} partie

(« Feuerbach »), traduction La Pléiade, Œuvres, tome III, page 1067.

(3) Le Manifeste..., op. cit., page 33.

(4) Le Capital, Editions Sociales, Livre I, tome 3, page 88.

(5) « Contribution à la critique de la philosophie du droit de Hegel », traduction La Pléiade, Œuvres, tome 3, page 396.

(6) L'idéologie allemande, op. cit., page 1122.

(7) Le Manifeste..., op. cit., pages 34-35.

(8) Misère de la philosophie, collection 10/18, page 491.

(9) Manuscrits de 1844, traduction Editions Sociales, page 87.

(10) Le Manifeste..., op. cit., page 44.

(11) L'idéologie allemande, op. cit., page 1065.

(12) C'est à Henri Lefebvre, dont on aura reconnu certains accents dans les lignes précédentes, que l'on doit d'avoir exhumé en France ce thème fondamental de la pensée de Marx qu'est la figure de l'homme total, ensevelie sous des décennies de commentaires marxistes d'inspiration scientiste ou, au contraire, philosophique. Un travail analogue a été effectué en Allemagne par Ernst Bloch et l'Ecole de Francfort.

(13) Le Capital, Editions Sociales, Livre I, tome 3, page 87.

(14) Cf. notamment « Le traumatisme ordinaire » dans L'actualité d'un archaïsme, Lausanne, Editions Page deux, 1999.

(15) Le Manifeste..., op. cit., page 25.

(16) Cf. notamment Robert Sennet, Les tyrannies de l'intimité, traduction française, Paris, Le Seuil, 1979 ; Christopher Lash, Le complexe de Narcisse, traduction française, Paris, Laffont, 1980.

(17) Il conviendrait cependant de nuancer cette appréciation en tenant compte des dégâts écologiques occasionnés par le développement capitaliste et par l'inversion qu'ils représentent des forces productives en forces destructives. Cette remarque pourrait s'étendre au développement de l'immense secteur de la production d'armement comme, plus généralement, des activités socialement inutiles et nuisibles.

(18) Grundrisse, tome 2, page 221.

(19) Id., pages 222-223.

(20) Cf. à ce sujet mon dernier ouvrage Le Crépuscule des Etats-nations, Editions Page deux, Lausanne, 2000.

(21) Cf. Du « Grand Soir » à « l'alternative », Paris, Les Editions Ouvrières (Editions de l'Atelier), 1991, notamment la première partie.

(22) Cf. Le Spectre de l'extrême droite. Les Français dans le miroir du Front national, Editions de l'Atelier, 1998 ; L'Actualité d'un archaïsme. La pensée d'extrême droite et la crise de la modernité, Editions Page deux, 2e édition, 1999.

(23) J'ai cependant développé certaines d'entre elles dans la troisième partie de Du « Grand Soir » à « l'alternative ».

Je ne voudrais pas exposer mes réserves sur ce texte d'Alain Bihl, sans au préalable dire combien j'ai apprécié aussi bien l'effort que représente cette tentative, nécessaire mais rarement entreprise, de reformuler de façon synthétique la perspective communiste à la lumière du capitalisme contemporain, que la qualité du résultat. La première partie m'a surtout frappée par la clarté de la synthèse de la pensée de Marx, les deux parties suivantes par la largeur des problèmes traités en un même faisceau, voire, dans certains passages comme « la catastrophe symbolique », par l'originalité et la pertinence de l'analyse. Certains passages de ces deuxième et troisième parties ont pourtant suscité chez moi quelques réserves critiques. Cependant, ce n'est qu'à la lecture de la quatrième partie (« les propositions stratégiques ») que ces réserves ont fini par prendre la dimension de vrais désaccords politiques. Rien d'étonnant : c'est bien souvent au moment où il faut formuler des perspectives pratiques que les désaccords portent à conséquence (cela n'a-t-il pas été d'ailleurs le sort de la pensée de Marx ?).

Contribution de Nicole Thé

D'une manière générale, il me semble que l'élaboration stratégique que nous propose Bihl relève de schémas nés à l'époque où le mouvement ouvrier était puissant et croyait en sa force, mais ne prend pas en compte le fait que la « dégradation des conditions subjectives », si bien décrite en troisième partie, change radicalement les données du problème. La progression en trois étapes proposée dans « la question du trajet » ne peut donc que laisser perplexe : à aucun moment en effet

l'on n'entrevoit sur quelle dynamique concrète pourrait se construire pareille progression, vu l'état de délabrement du mouvement ouvrier. Je conviens que la réponse n'a rien d'évident et que, à des degrés divers, c'est l'ensemble des révolutionnaires qui buttent sur cette question. A moins de considérer comme éternellement valable la réponse léniniste classique (c'est le parti qui accomplira la tâche révolutionnaire de mener à bien...), réponse à laquelle Alain Bihl, par défaut, laisse implicitement

la voie ouverte. Mais à laquelle je ne peux me rallier, l'estimant non seulement indésirable, mais historiquement dépassée elle aussi.

J'essaierai donc de formuler mes critiques sur les premières parties en les accrochant à celles portant sur « les questions stratégiques », et en essayant de faire en sorte que de cette critique se dégagent certains éléments pour l'élaboration d'une perspective stratégique différente.

LA QUESTION DE L'ETAT ET TOUT CE QUI EN DÉCOULE...

Parler « d'impuissance des Etats » dans le cadre d'une mondialisation croissante de l'économie me semble lourd d'ambiguïté. A supposer que ces Etats soient effectivement « incapables d'édifier un cadre régulateur de l'accumulation mondiale du capital », y compris sur le long terme, ils n'en continuent pas moins à se montrer d'une redoutable efficacité quand il s'agit de créer dans le cadre national les conditions de la poursuite de l'exploitation en faveur d'un capital internationalisé. Le fait qu'ils se restructurent, en redistribuant une part du pouvoir de décision à la fois vers le haut, à une échelle suprana-tionale, et vers le bas, à une échelle plus locale, ne peut faire croire à leur affaiblissement que ceux qui s'accrochent à la vision classique, mais obsolète, d'un Etat organisateur de cohésion nationale. Les multiples courants qui s'accrochent aujourd'hui au mythe « républicain » d'un Etat impartial, défenseur du bien public (fonction qu'il n'a jamais assumée que dans la mesure limitée où cela permettait de maintenir une forme de stabilité dans un cadre national alors fonctionnel au capitalisme) s'interdi-

sent, par leur incapacité à faire le deuil d'une histoire nationale magnifiant le modèle de l'Etat-nation, de penser une véritable perspective de rupture avec le capitalisme réel.

Du coup, je m'interroge sur le sens de la rupture avec l'Etat que l'auteur préconise, constatant que, en traitant la « question du sujet », il propose, au point 2, de s'appuyer sur une série de mouvements dont tous sont, à des degrés divers, porteurs de cette ambiguïté étatiste. Une perspective stratégique anti-étatiste cohérente suppose à mes yeux non que l'on rallie ces mouvements de manière acritique, mais que l'on y mène bataille contre la tendance à réduire la critique du capitalisme à sa version libérale, critique qui préserve le mythe de l'Etat protecteur et contribue à maintenir ces mouvements dans les interstices du jeu parlementaire, tout en permettant à tous les aspirants au pouvoir de se préserver la possibilité d'occuper un jour un siège dans un des multiples rouages de ce pouvoir. La même ambiguïté me semble présider à la formulation par l'auteur de « la question du projet ». Faute d'une formulation préalable de la problématique de la rupture révolutionnaire, les éléments de ce projet donnent l'impression de pouvoir s'inscrire dans la continuité du système actuel. Par qui, notamment, serait prise en charge « l'institution d'un revenu social garanti » sinon par l'Etat, aussi longtemps que celui-ci ne sera pas renversé ? Et comment ne pas mettre en garde contre ce qui serait alors nécessairement la version capitaliste du revenu garanti, celle qui permettrait aux patrons de disposer d'une main-d'œuvre docile à bas prix, car prise en charge par la collectivité, modèle dont la récente institution de la « prime à l'emploi » nous donne déjà un avant-goût.

Enfin, je rangerais dans le même type d'ambiguïtés la façon dont l'auteur parle des syndicats. Rien dans sa formulation ne permet en effet de penser les syndicats dans leur véritable fonction actuelle, de structures de gestion de la paix sociale dans le cadre capitaliste, trouvant leur place à l'intérieur de l'appareil d'Etat (qui non seulement les finance, mais leur octroie une fonction et une légitimité que les travailleurs, eux, ont cessé depuis longtemps de leur reconnaître). Là encore, il est difficile de ne pas faire le lien entre une analyse qui accrédite les syndicats de « différentes tentatives pour organiser précaires et chômeurs » alors qu'il ont, depuis des années, fait le choix de gérer les « avantages » des salariés stables en abandonnant les précaires à leur impuissance, et une vision stratégique qui propose de « s'appuyer, en premier lieu, sur les structures syndicales », sans un mot sur tout ce qu'un militant révolutionnaire conséquent se devra de combattre au sein de ces structures s'il adopte d'emblée une telle démarche.

POUR UNE AUTRE PERSPECTIVE STRATÉGIQUE

Toutes les ambiguïtés que je viens de mentionner sont bien sûr présentes dans la pensée et les références de beaucoup de ceux qui tentent de lutter contre ce système. Ce qui renvoie à une difficulté collective plus qu'aux ambiguïtés d'une pensée individuelle : difficulté de repenser les conditions d'un changement radical, qui s'explique autant par les fourvoiements du mouvement ouvrier que par la formidable capacité du capitalisme à proposer sans cesse des dérivatifs nouveaux à la détresse et à

la solitude qu'il engendre. Il me semble nécessaire d'avoir en tête cette difficulté pour ne pas s'accrocher à des recettes, et rester au contraire à l'affût de tout ce qui, dans la société, traduit une amorce de rupture avec la logique marchande, concurrentielle, atomisatrice et anti-solidaire du capitalisme moderne.

Là encore, faut-il simplement déplorer « le discrédit de la politique » lié à la « dé-légitimation de l'action des Etats », ou considérer ce discrédit comme le point de départ nécessaire pour la renaissance d'une idée de l'autonomie qui ne soit pas le corollaire de l'atomisation, pour l'apparition d'individus sachant articuler liberté de pensée et action solidaire ? Pour ceux qui savent observer, il n'y a pas que des raisons de désespérer dans les échecs des luttes de ces dernières années, car, même si ça ne transpire pas, donc ne pénètre pas dans l'imaginaire collectif, on y trouve des exigences anti-bureaucratiques, des volontés d'auto-organisation qui témoignent d'évolutions positives en cours, malgré le matraquage idéologique auquel nous sommes soumis quotidiennement.

Ce qui permet de penser que la rupture révolutionnaire indispensable au renversement du capitalisme peut, elle aussi, se poser en des termes radicalement nouveaux. Derrière son immense circulation d'informations, cette société a quelque chose de plus opaque qu'autrefois, à l'époque où les vieilles solidarités familiales, de quartier, d'entreprise, jouaient aussi leur fonction autonome d'information collective.

Nul ne peut donc prétendre savoir aujourd'hui comment adviendra cette rupture révolutionnaire, si elle advient. Le long processus que nous décrit Alain Bihl me paraît des plus

improbables, ne serait-ce que parce qu'il ne tient pas compte de toutes les capacités de désamorçage des tensions contestataires dont dispose la classe dirigeante aujourd'hui, sans même avoir à recourir aux solutions autoritaires. Mais aussi parce que si le débouché de ce processus doit être nécessairement l'affrontement violent, il faut pouvoir dire comment cet affrontement doit être assumé et mis en œuvre dans nos sociétés sur-armées et au contrôle policier de plus en plus sophistiqué, question délicate et laissée en friche depuis des décennies par la pensée révolutionnaire.

En revanche, on ne peut exclure que des ruptures brutales du consensus social dont le pouvoir a un besoin vital pour se maintenir puissent se produire à des moments inattendus, à l'occasion d'événements imprévisibles, qui jetteraient soudainement une lumière crue sur son incapacité à apporter une réponse aux besoins collectifs primordiaux et le délégitimeraient radicalement. Le champ du possible s'ouvrirait alors aux révolutionnaires, à la condition qu'ils sachent s'appuyer sur la capacité critique et le besoin des individus de redevenir acteurs de leur vie, et non simplement leur proposer un réchauffé des vieilles recettes partidaires.

En attendant pareille perspective, c'est à l'intérieur des mouvements sociaux réels porteurs d'une forme de remise en cause, même partielle, de la logique capitaliste (pour prendre des exemples récents : le mouvement des sans-papiers, celui des chômeurs, ou certaines grèves portant sur des enjeux de société comme celle récente des cheminots) que les révolutionnaires peuvent jouer un rôle, non seulement en favo-

risant toutes les formes d'auto-organisation, mais en irriguant aussi ces mouvements d'une réflexion plus large sur la nature du système, sur les intentions mais aussi les faiblesses et les contradictions de la classe dirigeante, et en y insufflant, dans tous les moments qui se prêtent à la réflexion critique, un peu de cette tension vers le communisme qu'ils peuvent par ailleurs cultiver par le débat au sein de groupes multiples.

Notre compréhension du monde moderne ne peut se passer des instruments d'analyse de Marx. Le texte d'Alain Bihr dans sa plus grande partie fait mieux que de le démontrer, il le montre en en faisant un usage qui n'est pas schématique tout en étant rigoureux. Les contradictions essentielles du système capitaliste y sont exposées avec une clarté qu'il est rare de rencontrer dans les travaux théoriques marxistes actuels. Clarté qui permet de voir se dégager les mouvements fondamentaux qui animent ce système. Clarté d'exposition aussi d'un certain nombre de problèmes qui appellent de ma part des questions, des réserves ou des objections, bref qui font débat et vont permettre de poursuivre la recherche pour une meilleure compréhension commune. Il serait étrange et contraire à l'esprit de Carré rouge que de vouloir camper sur ses positions initiales, en dépit d'arguments fondés. Nous ne pouvons pas, consciemment ou inconsciemment, échapper au mouvement en avant que provoque une discussion collective approfondie. Ce serait s'opposer à l'esprit même du marxisme.

Le communisme en discussion et en gestation

Je reprendrai et développerai plusieurs points que j'ai abordés de vive voix au cours de la discussion du 24 mars dernier, mais aussi quelques autres qui sont survenus au cours de ma relecture de ce texte et à la lumière de l'actualité politique et sociale. Je suivrai l'ordre de développement du texte d'Alain Bihr pour présenter mes remarques.

UTOPIE

Si l'ensemble de l'exposé du communisme chez Marx fait par Bihr me semble convaincant, j'avoue ne pas comprendre ce qu'il faut entendre

par la « dimension fondamentalement utopique » de sa pensée. Tenir à lui attribuer cette dimension, alors que Marx lui-même la récusait vigoureusement, pourquoi pas ? Mais cela me semble avoir un double inconvénient, sans qu'aucun avantage théorique ne m'apparaisse pour l'instant. Sauf à laisser moisir dans les archives du mouvement socialiste les écrits de Fourier, Cabet ou Owen, ce qui serait se priver de bien des trésors, reconnaissons-leur à eux une dimension spécifiquement utopique qui n'existe pas chez Marx et Engels. C'est le caractère historique du communisme, tributaire de contraintes

objectives que nient les socialistes utopiques. Pour eux, on peut passer à la réalisation pratique du projet socialiste immédiatement, indépendamment du lieu et du moment. Le refus de l'utopisme par Marx et Engels les distingue nettement de leurs illustres prédécesseurs, dont ils se sont nourris.

Outre cet argument historique pour éviter la confusion entre des courants communistes spécifiques du XIX^e siècle, l'invocation actuelle d'une dimension utopique à la pensée de Marx ne me semble ni nécessaire, ni heureuse. Le fait qu'un projet humain élaboré, fondé sur des données objectives mûrement comprises par les sujets voulant actualiser un tel projet, ne donne pas un caractère utopique à leur entreprise, en l'attente de sa pleine réalisation. Sinon tous les projets cohérents ont une dimension utopique parce qu'il y faut de la volonté et que le résultat n'est pas pour autant acquis. Toutes les recherches scientifiques les plus ardues et mobilisant depuis des années de nombreux chercheurs devraient être indexées d'une dimension utopique. Ce n'est pas nécessaire car c'est donner une extension trop large à ce qu'on peut qualifier utilement d'utopique. Je ne veux pas pousser plus loin le parallèle entre la lutte scientifique pour atteindre un nouveau savoir, une maîtrise nouvelle d'une fraction de la réalité et la lutte de classe qui se place dans la perspective objective et subjective de l'accomplissement du communisme. Mais par bien des aspects le parallèle me semble valide. De même que l'activité scientifique digne de ce nom échappe aussi bien à un scientisme desséché qu'à un relativisme pour qui tout se vaut (plus ou moins), le marxisme actuel peut se dégager mieux que jamais du scientisme sta-

linien et de ses dogmes fatalistes, sans avoir besoin pour autant d'arguer de sa dimension utopique.

Il est vrai que les marxistes sont des rêveurs d'un genre particulier. Bien des scientifiques et des artistes sont aussi des rêveurs. C'est le propre de ceux qui ont une activité créatrice tendant vers un but. Ils sont les explorateurs infatigables des voies offertes par les possibilités objectives. Les rêves s'élaborent avec des éléments de la réalité objective et une bonne dose d'imaginaire. Mais les rêves d'un certain poids trouvent toujours un lieu où fleurir, ce en quoi ils ne sont pas tous utopiques, ni au sens étymologique, ni au sens vulgaire d'un projet fumeux, impossible à réaliser.

Comme l'exprimait le jeune Marx à son ami Ruge en 1843 « depuis longtemps, le monde possède le rêve d'une chose dont il lui suffirait de prendre conscience pour la posséder réellement. On s'apercevra qu'il ne s'agit pas de tirer un grand trait suspensif entre le passé et l'avenir, mais d'accomplir les idées du passé. On verra enfin que l'humanité ne commence pas une œuvre nouvelle, mais qu'elle réalise son œuvre ancienne avec conscience. »

L'HOMME TOTAL

Abordant la définition positive du communisme par Marx, la double version éthique et esthétique de l'homme total, Alain Bihl écrit : « Cette définition positive se déploie autour d'une image (plutôt que d'un concept), d'origine romantique, dont la dimension utopique est évidente : celle de l'homme total ». Ce que je discute ici, et qui peut apparaître comme un point mineur, est que cette image soit d'origine romantique.

Il me semble que le romantisme se-

rait plutôt à l'origine d'une image de l'homme clivé, de l'artiste en divorce avec la société, si ce n'est en opposition avec elle. Quand on considère le milieu et la formation du jeune Marx, et l'impact des Encyclopédistes et de la Révolution française sur les jeunes intellectuels rhénans de sa génération, le romantisme n'a probablement exercé qu'une influence secondaire sur lui. La source de cette image féconde de l'homme total prend plus probablement sa source chez Goethe, Schiller, Diderot et Rousseau. Rousseau écrit dans *L'Emile* ou de l'éducation : « L'étude convenable à l'homme est celle de ses rapports. » et de son côté Goethe affirmait : « Tout ce que l'homme entreprend, que ce soit produit par l'action, la parole ou autrement, doit naître de la réunion de toutes ses forces, tout ce qui est isolé est à rejeter ». Dans le prolongement et le dépassement de telles réflexions, on trouvera ceci dans un écrit de jeunesse de Marx, Contribution à la critique de la Philosophie du Droit de Hegel : « La religion est en réalité la conscience et le sentiment propre de l'homme qui, ou bien ne s'est pas encore trouvé ou bien s'est déjà reperdu. Mais l'homme n'est pas un être abstrait, extérieur au monde réel. L'homme, c'est le monde de l'homme, l'Etat, la société. »

Ce point n'est pas sans importance aujourd'hui, car un des thèmes récurrents contre le marxisme de la confrérie charlatanesque des « nouveaux philosophes postmodernes » consiste à s'attaquer au rationalisme du XVIII^e siècle comme source du « mal totalitaire » qui, via Marx et Engels, aurait provoqué les catastrophes et les génocides du XX^e siècle ! Au-delà de la nécessité de riposter à de telles impudences susurrées avec insistance sur diverses

scènes médiatiques, nous tirerions tous le plus grand profit, pour penser le projet politique de notre temps, à revisiter, à repenser, comme le développement d'Alain Bihr nous y invite de fait, les écrits du jeune Marx. Mais je me permettrai d'ajouter qu'un tel travail prendrait encore plus de sens en étant couplé avec l'étude de la Philosophie des Lumières. L'exposé qu'en a fait le philosophe Ernst Cassirer mérite particulièrement la lecture.

LES EXIGENCES

DU PROJET COMMUNISTE

Dans la conclusion de cette première partie, Alain Bihr écrit : « Autant dire qu'à ce jour, il n'y a eu par conséquent nulle société qui ait correspondu aux exigences de ce projet ». C'est l'évidence même. Une telle société ne peut émerger et exister qu'à l'échelle mondiale, ce qui signifie après la destruction du capitalisme. Ce système n'a pu s'épanouir qu'à l'échelle mondiale et même retrouver de nouvelles possibilités de survie grâce à l'effondrement du bloc de l'Est. Il n'y a même pas lieu de comparer les régimes qui se sont effondrés aux régimes occidentaux. A l'aune du projet communiste, les dictatures bureaucratiques sont condamnables pour de nombreuses raisons dont celle-ci : avoir tenté de donner corps à une monstrueuse esroquerie, à savoir la possibilité du socialisme dans un cadre national. Il était grotesque qu'elles puissent se présenter en concurrentes des régimes impérialistes, et seulement capables de cohabiter éternellement avec eux. L'histoire a tranché. Mais on sait ce que ces prétentions nationalistes repeintes en rouge et ces utopies réactionnaires ont coûté aux classes populaires de ces pays et au

mouvement ouvrier mondial. Il restera d'un grand intérêt pour l'étude de l'histoire contemporaine comme pour l'histoire à venir, d'étudier attentivement les phénomènes d'avortement et de déformations monstrueuses, comme c'est le cas pour les biologistes confrontés au monde vivant. A l'aune du projet communiste, il n'y a pas grand sens à condamner les régimes occidentaux puisqu'ils n'ont jamais été commensurables à un tel projet. Nous avons simplement à préparer la destruction de ces régimes et celle du système sur lequel il repose : pour permettre à une nouvelle civilisation à l'échelle mondiale de s'épanouir. On pourra l'appeler communiste, socialiste ou d'un tout autre nom ; l'essentiel est que son contenu soit conforme aux aspirations et aux intérêts bien compris de l'ensemble des habitants de cette planète.

LE ROLE DES ETATS

IMPÉRIALISTES

A propos de la deuxième partie, sur la nécessité actuelle du communisme, la première question que j'aimerais soulever est celle des Etats impérialistes (en gros le G7) dans le contexte du capitalisme mondialisé. A plusieurs reprises Alain Bihr parle de « la timidité » des engagements de ces Etats et de leur « impuissance face aux défis majeurs de notre temps ». Ce n'est pas censé être leur rôle, pas plus aujourd'hui qu'hier ! Ce sont des formulations qui ne me convainquent pas, même si elles sont assez courantes parmi ceux qui analysent le monde actuel d'un point de vue marxiste révolutionnaire. Par ailleurs le texte fournit des éléments d'analyse adéquats, en particulier sur la contradiction entre la persistance d'Etats-nations et « la transna-

tionalisation grandissante de l'activité socio-économique ». Et il souligne très bien l'inanité de la stratégie étatique qui a été celle des organisations social-démocrates et staliniennes (pour employer un terme auquel je suis habitué) : « se libérer du capitalisme par l'Etat en libérant l'Etat du capitalisme, impliquant un fétichisme de l'Etat et de la médiation politique en général ».

Pour comprendre les modifications dans le rôle des Etats les plus puissants, on ne peut faire abstraction de l'existence des bourgeoisies impérialistes. On ne peut mettre entre parenthèses ou minimiser l'importance de la nature de classe de ces Etats, qui seule explique les diverses modalités d'impuissance réelle ou fictive. C'est à partir de là qu'on peut suivre les modifications constantes, les réaménagements perpétuels dans leurs dispositifs d'écroulement des profits financiers, d'exploitation du prolétariat et de pillage des ressources planétaires.

Ces bourgeoisies organisent délibérément l'impuissance relative de leurs Etats dans certains domaines. Les mesures de décentralisation et de privatisation ont été prises en concertation par des gouvernants, des commis de l'Etat et des représentants des groupes capitalistes. C'est un personnel largement interchangeable qui a une appréciation commune des problèmes, disons les choses clairement, une même conscience de classe. La façon dont ça se passe est bien illustrée dans le livre de Pierre Bourdieu intitulé Les structures sociales de l'économie, qui porte sur l'évolution du marché de la maison individuelle en France dans les années 1970-1980. Il est vrai également que les Etats peuvent se révéler réellement impuissants face au dysfonctionnement de leur

économie affectée par une crise grave.

Mais il est bien des domaines où les bourgeoisies n'en rabattent pas sur la puissance de leur Etat. La guerre du Golfe (qui se poursuit toujours contre le peuple irakien, dans la plus grande discrétion médiatique) et la guerre en ex-Yougoslavie ont montré que, dans certains domaines et certaines occasions, ces Etats savaient ne pas tergiverser, comme c'est le cas lorsqu'il est question de l'écologie de la planète. Leur puissance de feu savait se déchaîner le temps nécessaire. La coordination entre Etats a bien fonctionné. Le génocide du Rwanda a aussi montré l'efficacité de la logistique de l'Etat français, la synergie impeccable entre ses représentants politiques et ses agents militaires pour être des complices actifs dans une telle opération.

J'insiste sur le fait qu'il est nécessaire de faire comme Marx et de nommer la classe adverse : la bourgeoisie. C'est ringard ? Oui le mot bourgeoisie sent son Moyen Age, de même que le mot prolétariat sent sa Rome antique. A quoi j'ajouterai que le mot atome sent son Antiquité grecque. Il est lourdement chargé historiquement de discussions métaphysiques. Etymologiquement, il est faux puisque l'atome est séparable. Tout cela n'a pas l'air d'émouvoir les physiciens actuels qui persistent à l'employer. On peut appeler la bourgeoisie autrement, la classe des capitalistes par exemple, mais nous ne pouvons pas nous dispenser de la nommer. Sinon la lutte des classes perdrait beaucoup de sa substance sur le plan théorique, avec des conséquences fâcheuses pour la pratique.

Il y a là des implications programmatiques pour l'avenir dans la désignation ou pas de la classe que nous

aurons à affronter. Nous sommes en présence, non pas seulement d'un système, mais d'une classe profitant d'un système, une classe ayant une conscience élevée de ses intérêts et coordonnant ses actions globalement, et de la façon la plus efficace en dépit de ses rivalités internes.

Il n'est pas possible d'esquisser, dans le cadre de cet article, la façon nouvelle dont les institutions nationales et internationales et les divers organes de pouvoir des bourgeoisies impérialistes s'articulent. Mais en partant de l'analyse d'Alain Bihl et de la discussion qui s'engage entre nous, il y a là un chantier pour l'analyse théorique très important. Car il y a toujours le manque criant d'un cadre explicatif d'ensemble à ce sujet, même si Carré rouge a contribué à le combler de façon significative par de nombreux articles. Ce manque facilite la mise en place, y compris dans l'esprit des militants anticapitalistes, de concepts et de scénarios illusoire ou simplistes. Ainsi, dans un des scénarios, les marchés et les fonds de pension exerceraient leurs dictatures, sans avoir aucune consistance charnelle, sorte de Moloch abstrait devant lequel les Etats, tout aussi abstraits, seraient impuissants. Dans un scénario différent, qui s'entremêle souvent au précédent, tous les agents socio-économiques qui dominent la société seraient totalement libres de leurs décisions. Actionnaires, banquiers, P-DG, gouvernants, ils prendraient de mauvaises décisions par incompetence, timidité, égoïsme, etc. Le gouvernement pourrait interdire les licenciements, s'il voulait ! Mais pourquoi ne veut-il pas ? Mystère insondable quand on s'écarte d'une analyse de classe cohérente. Dans le premier scénario, on se trouve confronté à des forces totale-

ment abstraites, incontrôlables, mais dont on espère limiter la mal-faisance par voie juridique. La sphère juridique et étatique est ainsi comprise comme suffisamment autonome pour « contrôler les marchés ». Dans le second scénario, on se trouve dans un monde de gens libres de leurs décisions (Jospin et Seillière par exemple) mais qui ne prennent pas les bonnes décisions. Il ne reste plus qu'à se plaindre et à condamner rituellement l'hypocrisie de l'un (comment, diable, être à la tête d'un gouvernement bourgeois sans être hypocrite ?...) et le cynisme de l'autre (mais comment représenter le patronat sans être cynique ?...). L'addition éclectique des deux scénarios aboutit à faire boiter l'analyse des deux pieds. C'est dire si nous avons besoin constamment de remettre en mouvement la méthode de Marx, pour échapper aux explications trop superficielles et largement inopérantes.

LE SYMBOLIQUE

ET LES MILITANTS

Je voudrais insister à nouveau ici comme je l'ai fait au cours du débat, sur l'intérêt du chapitre concernant la crise symbolique. L'implication pour les militants est forte, car cette crise détourne effectivement de nombreux travailleurs et de nombreux jeunes de toute activité politique.

Ce qui ressort ici plus particulièrement est l'apport très important des sciences sociales pour les militants marxistes. Il y a dans ce domaine des bateleurs, éventuellement appointés par des entreprises ou des ministères, qui font de l'épate sur les balançoires du « virtuel et du réel », de « l'utile et du futile », etc.

Mais il existe aussi des travaux sé-

rieux et suggestifs, véritables armes pour la critique, dont nous aurions tort de ne pas faire usage. Nous avons tous les meilleures intentions du monde de rompre avec la langue de bois, de refouler une version du marxisme qui ne serait qu'un vulgaire économisme, un vulgaire volontarisme ou un vulgaire activisme. Bien. Mais nous ne pouvons guère progresser dans ce sens en méconnaissant totalement les sciences sociales et les sciences de la nature, en renonçant à relier les problèmes et à les examiner sous différents angles, chacun à sa mesure. Philosopher ? Oui, bien sûr, pour reprendre la maîtrise de notre propre vie de marxiste. Pour fortifier notre identité dans de multiples confrontations, avec d'autres personnes ayant d'autres savoirs qui ne sont pas strictement politiques ou militants.

Car il faut admettre qu'il y a une expression spécifique de la crise du symbolique particulière aux militants. Une crise qui trouve en partie sa racine dans l'ignorance des travaux des sciences sociales et très certainement dans le mépris ou l'indifférence, peu ou prou, de l'expérience des autres. Les autres, c'est-à-dire ceux qui appartiennent à des groupes ou à des courants politiques, syndicaux ou associatifs différents du sien. A ce sujet je me suis permis de relever le passage suivant d'Alain Bihl, pour caractériser les relations de ces groupes révolutionnaires qui affirment ne pas pouvoir s'unir sur les questions essentielles, pour cause de divergences trop importantes : « M'ouvrir à l'autre, c'est en effet m'exposer à affronter son altérité, c'est confronter ma propre identité à son altérité. Expérience toujours éprouvante au sens propre, puisqu'elle met à l'épreuve ma

propre identité. Epreuve qui sera donc d'autant plus redoutée et par conséquent fuie que mon identité est faible, incertaine, mal assurée d'elle-même, qu'elle s'accompagne d'une crispation fétichiste sur les moindres éléments d'une identité résiduelle. »

Il faut bien que nous, militants révolutionnaires, quel que soit notre courant ou notre organisation, élargissions notre horizon et tentions de nous libérer de notre étroitesse de vue. Dans ce but, nous ne pouvons pas dire que pour l'instant, nous nous appliquons à nous-mêmes une dose d'humour excessive.

LES ATOUTS DU PROLÉTARIAT

La description qui est faite dans le chapitre sur « un prolétariat sans perspective » contient beaucoup d'éléments incontestables mais me laisse cependant insatisfait. Non pas parce que le tableau peut paraître à première vue excessivement pessimiste ou mélancolique. Se plaçant du point de vue de l'histoire, Marx considérait que le prolétariat est révolutionnaire ou il n'est rien. Il n'est pas douteux que, depuis soixante ans, le prolétariat n'a pas été une classe révolutionnaire indépendante, même si dans différents pays il a été une composante importante dans les soulèvements révolutionnaires. C'est le fait essentiel. Il n'est pas niable non plus que depuis vingt ans, il a subi avant tout des revers dans la défense de ses conditions d'existence. Mais il nous est finalement difficile d'en dire beaucoup plus.

Autant le reconnaître, nous connaissons mal notre classe, que ce soit ses luttes depuis la Deuxième Guerre mondiale ou que ce soit l'état de

ses forces, sa conscience et sa mémoire en 2001. En sous-estimant ou en montant en épingle les faits saillants de la lutte de classes qui nous sont parvenus par la voie des militants ou des historiens, il est toujours possible mais vain de faire un bilan pessimiste ou optimiste. Nous ne savons même pas, pour l'ensemble des pays de la planète, combien de grèves, de jours de grèves et de nombre de grévistes il y a eu chaque année au cours des deux dernières décennies. Sans parler de l'activité prolétarienne plus moléculaire et d'éléments qualitatifs sur la conscience des luttes vécues dont nous ignorons presque tout.

Les phénomènes de dépolitisation et de démoralisation semblent à première vue très profond mais à quel point ? Nous en sommes réduits à des impressions. Par contre, il n'est pas contestable que le capitalisme a continué à développer une classe de fossoyeurs importante, jeune et en partie distribuée différemment dans l'espace géographique et dans les strates d'activité économique et sociale. En ne prenant « que » la Chine, l'Inde, le Mexique et le Brésil, il y a là un prolétariat jeune de plusieurs centaines de millions de travailleurs. Sur le plan de la conscience de classe, la situation est hétérogène sur la planète, contradictoire et difficile à déchiffrer. Des traditions précieuses se sont peut-être effacées mais des méthodes bureaucratiques et des idéologies réformistes qui affaiblissaient le prolétariat se sont largement effondrées. Ajoutons que le prolétariat actuel n'a jamais été aussi cultivé tant sur le plan de l'alphabétisation, de la maîtrise des technologies avancées, de l'accès à une foule d'informations.

Tout cela, ainsi que les mouvements de migrations pour tenter de vendre

sa force de travail, amène chaque prolétaire à se situer de façon réaliste dans le monde et à avoir une compréhension non négligeable du fonctionnement du capitalisme, il est vrai sans être passé le plus souvent par les écoles de formation syndicale ou politique. Le résultat n'est pas le même, il est différent, il est loin d'être négligeable.

C'est cette réévaluation qu'il nous est difficile d'effectuer, nous qui étions habitués à penser, sans doute trop, que la conscience de classe ne pouvait s'acquérir que dans le cadre des organisations du mouvement ouvrier.

SUR LES PROPOSITIONS STRATÉGIQUES

Je ne suivrai pas Alain Bihr totalement dans l'analyse et dans l'usage qu'il fait de la notion de mouvement ouvrier. Ce mouvement est en grande partie effondré. Il est à reconstruire sur de meilleures bases et nous sommes certainement d'accord sur ce point. Il n'est pas impossible que cela se fasse rapidement dans certains pays.

Le mouvement ouvrier du siècle passé n'était pas homogène. Son texte ne précise pas assez que ce mouvement ouvrier était et est encore en grande partie dominé par des politiciens et des bureaucrates qui adhèrent à l'optique des capitalistes. Ce sont des gens qui anesthésient autant qu'ils le peuvent les énergies prolétariennes. Ils ont été un facteur important dans la chute des défenses de la classe ouvrière face à l'offensive capitaliste commencée dans les années 80.

Le prolétariat a suffisamment de mémoire pour que leur tâche s'avère de plus en plus difficile. C'est un atout maître pour les révolutionnaires qui

participent à la reconstruction du mouvement ouvrier. Elle s'effectuera par tous les canaux possibles et imaginables. Il ne me semble pas bien nécessaire de trop privilégier les structures syndicales, même si elles sont essentielles et s'il est tenu compte des autres types de structures ensuite. Les luttes et le redressement global de la classe ouvrière passeront bien sûr par les syndicats, mais on voit bien que le contenu politique comme la réflexion sur les revendications passent tout autant par d'autres structures dans le cas de Danone et de Marks and Spencer. Le contenu de la lutte de classes va se frayer toutes sortes de chemins, y compris, comme on vient de le voir dernièrement en France, celui des consultations électorales. Tous les terrains seront investis, sans pitié pour nos divers schématismes.

Les travailleurs sont de moins en moins formalistes et respectueux des institutions, y compris celles réputées être à l'intérieur de leur camp, comme les syndicats. Il va falloir nous y faire et ne pas perdre de vue que les travailleurs en mouvement accueillent les bonnes idées, celles qui renforcent leur combat, d'où qu'elles viennent. Tout programme ou projet d'émancipation des travailleurs par eux-mêmes ne pourra se présenter comme un catalogue de mesures, soigneusement hiérarchisées. Plus que jamais les problèmes revendicatifs surgissent et heurtent rapidement l'échafaudage politique de la bourgeoisie et son vaste réseau d'organes de pouvoir, politiques, administratifs ou économiques. Le politique surgit là où on ne l'aurait pas attendu dans des conflits revendicatifs traditionnels.

Dans les propositions stratégiques qui concluent le texte, j'en relèverai enfin une qui me semble intéressante

mais qui appelle des discussions pour l'éclaircir et la concrétiser davantage : la construction de contre-pouvoirs. Il est nécessaire d'insister sur le fait qu'il ne s'agit en aucune façon de construire des contrepoids pour limiter les dégâts du système. Je reconnais que rien dans le texte ne prête le flanc à une telle interprétation. Mais je sais aussi que l'expression contre-pouvoirs est fréquemment utilisée ou détournée dans un sens réformiste.

Concernant la question du trajet exposé à la fin, je pense qu'il ne faut pas trop concevoir les étapes comme se succédant en bon ordre sur la ligne du temps. Mais il était sans doute nécessaire pour présenter clairement la problématique de ce trajet, de le faire ainsi de façon linéaire.

Nous assisterons à une combinaison plus ou moins chaotique ou apparemment contradictoire entre ces étapes. A titre d'exemple d'actualité, les jeunes et les travailleurs qui se sont mobilisés en Kabylie en avril dernier, se sont d'abord heurtés brutalement aux forces de l'appareil d'Etat et ont ensuite commencé à construire dans un certain nombre de villages et de quartiers des comités, qui sont peut-être des embryons de contre-pouvoirs.

Il a beaucoup de courage, Alain Bihr ! Car ce n'est pas un petit morceau que de s'atteler à une tâche pareille. Ce texte d'une grande richesse mériterait plusieurs lectures, mais je me contenterai pour ma part de reformuler les remarques que j'ai faites sur la base d'une lecture relativement rapide lors du débat organisé par Carré Rouge. Une analyse systématique du texte supposerait d'ailleurs une bonne connaissance de Marx, alors que la mienne, je l'avoue franchement, n'arrive pas aux mollets de celle de Bihr.

Contribution de Gianni Carrozza

Ma première remarque concerne la référence au Manifeste en particulier, et à Marx en général, qui, en l'absence de toute autre référence à des écrits postérieurs, prend un caractère quelque peu liturgique. Difficile en effet de faire comme si le mouvement historique né de l'activité du prolétariat (et des formations bureaucratiques qui s'y sont greffées) durant les cent cinquante ans qui nous séparent de la rédaction du Manifeste n'avaient rien produit, en termes d'expérience historique, qui permette de définir le contenu du communisme. En montrant non seulement les chemins à emprunter pour y parvenir, mais aussi ceux qu'il conviendrait d'éviter soigneusement pour ne pas retomber dans les ornières où le mouvement ouvrier s'est embourbé pendant longtemps. L'effondrement de « l'empire du mal » n'exige-t-il pas l'amorce d'un bilan ? N'est-il pas source d'en-

seignements ?

Je m'attendais par exemple à trouver des références à des textes comme les Principes fondamentaux de production et distribution communiste des GIK hollandais, ou aux délibérations du congrès de Saragosse de 1936, aux réflexions nées de l'expérience des conseils en Allemagne ou de la révolution espagnole de 1936, laquelle (malgré toutes ses contradictions et ses faiblesses) reste encore l'expérience de démocratie directe la plus importante que l'Europe occidentale ait connue jusqu'à nos jours.

Ma deuxième source de perplexité porte sur le lien qu'il convient d'établir entre une définition du communisme « comme réappropriation par l'humanité de son pouvoir sur ses propres conditions matérielles et institutionnelles d'existence » (définition avec laquelle je suis d'accord) et un certain nombre d'arguments qui le font

apparaître comme une « nécessité ». Dans toutes les pages qui précèdent, Bihr s'attache à montrer l'ampleur de la crise écologique, économique, politique et symbolique (qui est incontestable) mais la démonstration de la nécessité du communisme me semble plus virtuelle que réelle.

Bihr semble se rattacher, légitimement, à la tradition catastrophiste du mouvement ouvrier marxiste, mais l'autre tradition, plus volontariste (et tout aussi « marxienement » orthodoxe) nous fournit, me semble-t-il, un certain nombre d'outils qu'on aurait tort d'oublier. Reconnaître que la principale limite du capitalisme ne réside pas dans la somme de ses contradictions « objectives » mais dans l'existence d'une classe qui refuse de se voir réduite à une simple marchandise, et en conséquence s'organise et lutte pour s'affirmer en tant que classe générale, nous permet d'entrevoir le contenu du communisme sous l'angle de la possibilité plus que de la nécessité, contenu qui semble bien plus en accord avec la définition qui en est donnée.

Maximilien Rubel l'avait exprimé avec une rare clarté : « Le socialisme n'est pas inscrit dans les prétendues lois de l'histoire et de la société. Il est une nécessité humaine, sa réalisation dépend en premier lieu de la volonté, de l'intelligence et de l'action des masses exploitées »(1). D'ailleurs, est-il si sûr que le capitalisme ne soit pas capable de « faire face à la crise écologique » ? Développer de nouvelles technologies moins polluantes n'est pas hors de sa portée, et si la recherche de profit et l'exigence de stabilité sociale qui sont ses principaux moteurs le poussent dans ce sens, rien n'interdit d'envisager des changements aussi, voire plus rapides que ceux que nous avons connus après la Deuxième

Guerre mondiale.

L'argument selon lequel ce genre de réformisme ne résoudrait fondamentalement les problèmes écologiques « pas plus que le réformisme dont a fait l'objet le rapport salarial n'a mis fin à l'exploitation et à la domination capitalistes de la force de travail » me semble plus une sympathique pirouette qu'une véritable réponse. Car enfin, le capitalisme en tant que formation sociale a-t-il jamais eu ce genre de préoccupations ? Il s'en est très bien accommodé depuis ses origines et pour l'instant il vit avec, comptant sur ses dynamiques internes pour fournir les réponses qui lui permettent de continuer à exploiter, à accumuler, à investir, à réaliser, à détruire, etc.

Et, pour en finir avec le chapitre du catastrophisme, peut-on vraiment considérer que le capitalisme a atteint ses limites ? Sa capacité à détruire du lien social en le subsumant se double en Occident d'une capacité à en recréer sous des formes différentes de celles héritées des sociétés pré-capitalistes, même s'il donne à voir quotidiennement ses faiblesses, ses contradictions et les horreurs qu'il produit. Et les réservoirs de force de travail à recycler et exploiter dont il dispose encore ne sont pas près de se tarir : les sociétés asiatiques (Inde et Chine notamment) en regorgent, mais les sociétés occidentales n'en sont pas non plus exemptes. Le développement du tiers secteur peut être compris sous cet angle, ce qui permet de comprendre son caractère interstitiel, n'entrant pas en contradiction directe avec l'environnement dominant mais s'inscrivant dans son prolongement en lui fournissant de surcroît un supplément d'âme.

Dans le chapitre des propositions stratégiques, une chose m'a vrai-

ment choqué : l'idée qu'« il faut s'appuyer, en premier lieu, sur les structures syndicales, locales, nationales ou internationales, mais pour les ouvrir précisément sur la dimension mondiale. » Aveuglement volontaire ? Pas un mot, en effet, sur les fonctions de médiation sociale exercées par les syndicats depuis au moins la dernière Guerre mondiale. Pas un mot sur leur rôle de gestionnaires de la paix sociale, de contrôleurs de la conflictualité, de partenaires et complices de leurs Etats nationaux respectifs et des bureaucraties internationales qu'ils ont secrétées. Pas un mot pour distinguer les syndicats institutionnels, financés et légitimés par l'Etat, des structures encore à mi-chemin entre coordination et syndicat, non encore institutionnalisées, qui ont vu le jour en Europe au cours de la dernière décennie et dont le destin n'est pas encore fixé. Et si l'on peut mettre ces transformations du paysage syndical en relation avec l'effondrement de l'URSS et des PC occidentaux, si l'on peut voir une lueur d'espoir dans certaines formes d'auto-organisation des travailleurs, encore faut-il expliciter ce qui différencie celles-ci des structures héritées du vieux mouvement ouvrier.

Si la France, avec un pourcentage moyen de syndiqués de l'ordre de 8 ou 9 % (et de 2 ou 3 % dans le privé, la fonction publique relevant la moyenne en raison seulement du rôle joué par les syndicats dans de multiples commissions paritaires qui n'ont pas grand-chose à voir avec les luttes), est à l'avant-garde du mouvement de désyndicalisation perceptible à l'échelle mondiale, cela doit bien signifier quelque chose. Les derniers à s'apercevoir que les travailleurs ont déserté les syndicats semblent être précisément les gauchistes qui, ces trente dernières an-

nées, ont fait fonction de porteurs d'eau pour des appareils dont le rôle n'a plus grand-chose à voir avec celui qu'ils jouaient jusqu'aux années 20 ou 30. Le concept même de « représentativité » me semble mériter quelque développement, ne serait-ce que pour distinguer la représentation des intérêts de l'Etat auprès des travailleurs (avec argent et légitimité octroyés généreusement, même en cas d'absence dans les entreprises) et celle des travailleurs auprès de l'Etat ou plus exactement face à lui, généralement acquise par la lutte. Ce dont la dernière grève à la SNCF apporte une illustration lumineuse (2).

C'est pourquoi, quand Alain Bihr parle de « reconstituer l'unité et l'identité de la classe dans et par la participation de tous ses membres au procès de travail et de production », je ne peux m'empêcher de penser qu'il s'agit d'abord de relancer le conflit social, de faire en sorte que la direction des luttes revienne à leurs acteurs, de modifier les rapports de forces entre les classes, comme préalable concret à la reconstruction de cette identité. Ni m'empêcher de penser que si la clarté des buts est indispensable, c'est, dès aujourd'hui, le choix des moyens, des outils, des structures à utiliser dans la lutte qui d'emblée imprimera un sens à notre action et influencera la direction que nous prendrons.

Et s'il est vrai que l'identité de classe des travailleurs se constitue essentiellement dans le conflit, il me semble alors utile de faire la distinction entre les luttes proprement dites et les activités organisationnelles, campagnes et autres journées d'action des différentes organisations qui ont quelque chose à reprocher au capitalisme. Ces activités se révèlent parfois utiles pour impulser des mou-

vements, et parfois ne servent qu'aux organisations elles-mêmes ou sont simplement inutiles voire nuisibles, notamment quand elles casent des dynamiques encore faibles et embryonnaires au plus grand bénéfice des bureaucraties groupusculaires. Les dynamiques des mouvements sociaux sont souvent imprévisibles, destructrices des logiques groupusculaires, productrices de crise dans les conceptions et les prévisions les mieux établies. C'est pourquoi, plus qu'une théorie de l'action avec ses différentes étapes bien établies, il me semble indispensable d'envisager une disponibilité à l'action, une disponibilité à remettre en cause les certitudes idéologiques et organisationnelles qui pèsent encore sur les milieux anticapitalistes.

Un dernier espoir : la fin de l'empire soviétique, c'est aussi la fin d'une équivoque qui a pesé sur le mouvement ouvrier depuis ses origines. Nous savons désormais que ce n'est pas en développant un Etat tout-puissant que nous ouvrirons des perspectives d'émancipation sociale, permettant enfin la suppression de l'esclavage salarié. D'autres voies s'imposent. Nous n'avons pas encore les solutions, mais nous savons au moins en quels termes il faut éviter de poser les problèmes.

Notes

(1) Cité par Ngo Van, « 1954-1996 : une amitié, une lutte », p.23, in Avec Maximilien Rubel... Combats pour Marx, [Paris], L'Insomniaque, 1997.

(2) Je me permets de renvoyer au n° 3 de Tsunami, bulletin de la Coordination des travailleurs précaires, de juin 2001, où plusieurs de ces questions sont abordées de façon explicite. A réclamer par e-mail : Coord.TravailPrecaire@wanadoo.fr

Comme tous ceux qui s'expriment dans ce numéro de Carré rouge, j'imagine, j'ai trouvé passionnant l'article d'Alain Bihr, Actualiser le communisme.

Il montre, de façon intelligente, honnête, sérieuse, (stop !) que les conditions objectives pour l'avènement d'une société communiste sont aujourd'hui plus mûres qu'elles ne l'ont jamais été. Au-delà des nuances et des réserves qu'il suscitera peut-être, cet exposé de la nécessité et de la possibilité du communisme (Marx intelligemment actualisé) est une très belle démonstration. Du beau boulot... qui n'a que le défaut de passer à côté de la question qui taraude ceux qui militent pour un autre avenir que la barbarie capitaliste.

Actualiser le communisme

OU

actualité du communisme ?

Sélectionner dans la réalité sociale contemporaine des éléments pour actualiser le communisme et conforter ses présupposés ne suffit pas. L'obsédante question est celle de l'actualité du communisme : le capitalisme est-il gros d'une autre société ? Et si oui, laquelle ? Le communisme ? Autre chose ?

ON EST FOUTUS,

DOCTEUR BIHR ?

Alain Bihr montre que les conditions objectives nécessaires au passage au communisme telles que les envisageait Marx (développement des

forces productives et socialisation des activités au niveau mondial, etc) sont remplies et au-delà. Le communisme est bien actualisé.

Tout irait donc pour le mieux pour le meilleur des futurs communistes possible si les « conditions subjectives » (l'intervention consciente du prolétariat) étaient, elles aussi, remplies. Elles ne le sont pas. Alain Bihr le dit sans ambages : « le prolétariat ne figure plus aujourd'hui, au moins apparemment, que comme une classe défaite et privée de toute perspective politique. A tel point qu'il ne semble plus possible d'en parler comme [...] d'une classe capable de renverser le cours de l'histoire, [...]

de créer un monde nouveau, le communisme en l'occurrence ». C'est formulé sans détour et on attend dès lors des conclusions tout aussi directes. Que dalle ! On est allé jusqu'au Rubicon... pour y établir un constat et y pêcher des explications. C'est mieux que rien. Mais il est des circonstances où les explications les meilleures ne satisfont qu'à moitié. Quand le médecin explique : « Vous avez un cancer du poumon parce que vous fumez », le patient est éclairé. Ça n'épuise sans doute pas ses attentes. Alors, Docteur Bihr, on est foutus ?

UN DIAGNOSTIC

TROP PARTIEL !

Le tableau que dresse Alain Bihr de l'effondrement de la conscience politique de la classe ouvrière (« Une classe défaite ») ne convainc qu'à moitié. D'abord parce que s'il dresse une liste impressionnante des domaines où le mouvement ouvrier n'a pas été à la hauteur des circonstances et des attaques de la bourgeoisie (incapacité à riposter à l'offensive néo-libérale, absence de perspectives, écologie, symbolique, déstructuration, crise de la politique conséquence de l'amointrissement du rôle des Etats), toutes, au bout du compte, découlent de l'incapacité du prolétariat à intervenir de façon autonome sur le plan politique. Ce qu'Alain Bihr fait remonter à « l'écroulement des deux principaux modèles politiques » (la social-démocratie et le socialisme réel stalinien).

Cette interprétation est, à première vue, séduisante : elle semble coller aux événements récents et fournir une grille d'interprétation pour les 25 ou 30 dernières années. Elle est cependant trop courte.

Le renoncement de la classe ouvrière à « jouer son rôle historique » en contestant la domination de la bourgeoisie est bien antérieur à l'écroulement des modèles politiques dont parle Alain Bihr. Au cours du dernier demi-siècle, les crises, les guerres, les révolutions mêmes, ont été nombreuses (décolonisation, révolution chinoise, révolution cubaine, Indochine, Printemps de Prague, Iran, Afghanistan, Nicaragua pour ne mentionner que les mouvements mettant des masses en mouvement) et de nombreuses luttes ouvrières ont eu lieu, parfois à un niveau très élevé (Mai 68 en France, mai rampant italien, Pologne, grève des mineurs britanniques, etc). Mais, dans aucune de ces circonstances, quelle qu'ait pu être par ailleurs l'ampleur de l'action qu'elle menait et sa détermination, la classe ouvrière ne s'est présentée et n'a été perçue comme une menace pour l'ordre établi. A aucun moment, sauf peut-être en Hongrie en 1956, la question du pouvoir n'a été posée, ne fût-ce que de façon embryonnaire.

A l'inverse, au long de la vingtaine d'années qui séparent la Révolution russe de Munich, les épisodes ont été nombreux, où par ses assauts répétés, la classe ouvrière a semblé frapper aux portes du pouvoir, et cela en des temps où, même s'ils trahissaient, stalinisme et social-démocratie représentaient de véritables forces.

Il ne s'écoulait alors jamais plus de quelques années sans, qu'ici où là, la classe ouvrière intervienne sur des bases de classe, mettant la domination bourgeoise en question : Russie (1917-20), Allemagne (1918-23), Finlande (1918), Hongrie (1919), Italie (1919-20), Chine (1926-27), France (1934-36), Espagne (1931-37) pour ne citer que les crises ma-

jeures. Il faudrait y ajouter les mutineries de l'armée française en 1917, celles de la Mer Noire en 1919, les mouvements d'ouvriers agricoles en Espagne (1917-1920), la grève des cheminots en France, les grèves générales en Grande-Bretagne et en Tchécoslovaquie en 1920, les mouvements des paysans argentins en 1919, les violentes manifestations ouvrières au Japon (1920-22), l'assaut des communistes bulgares et de ceux de Cracovie en 1923, la guerre du Rif, les émeutes en Egypte (1919), en Irak (1920-21), en Iran (1920) en Inde (1919), en Indochine, plus l'insurrection de Vienne (1934) les grèves américaines (1936-37) et d'autres encore sans doute. Bien sûr, tous ces mouvements (en particulier dans les pays coloniaux) ne se déroulèrent pas sur des bases de classe parfaitement claires. Mais l'onde de choc de la Révolution russe conférait à ces véritables répliques de 1917 une coloration particulière : celle du communisme dont le spectre hantait effectivement alors l'Europe et le monde. Loin d'être un mythe confus et éloigné, la révolution prolétarienne représentait alors, dans la conscience de tous, la réalité d'un passé proche et, pour l'avenir, une potentialité envisagée avec terreur par la bourgeoisie, avec espoir par une notable fraction de la classe ouvrière et des opprimés de tous les pays.

On sait aujourd'hui, qu'aucun de ces mouvements, systématiquement trahis par le stalinisme et la social-démocratie, ne fut victorieux. Mais ce qui apparaît a posteriori comme une extraordinaire succession de défaites pouvait tout aussi bien être interprété comme la preuve de l'indomptable vitalité du prolétariat. Ecrasé ici, il resurgissait là, remettant à chaque fois tout en question.

A l'inverse, quels sont les circonstances où la classe ouvrière a manifesté une aspiration révolutionnaires d'ampleur comparable ?

Contrairement à ce que suggère Alain Bihr, l'asthénie du mouvement ouvrier est bien antérieure à l'effondrement du stalinisme et à la conversion des partis sociaux-démocrates aux vertus du libéralisme. Même si l'arrogance des partis staliniens ou l'influence de partis socialistes puissants a pu masquer cette carence, c'est depuis la fin de la Seconde Guerre mondiale que le prolétariat est politiquement aux abonnés absents. L'effondrement du « modèle social démocrate » en a peut-être été le révélateur. Certainement pas la cause.

ON TROUVE

CE QU'ON CHERCHE

Il me semble (je le dis avec beaucoup de prudence et d'humilité) que le projet même d'« actualiser le communisme » ne pouvait que conduire à une impasse.

L'idée sous-jacente à un tel projet est de montrer que l'évolution du monde cadre encore avec les grandes lignes du schéma historique élaborées par Marx il y a plus de 120 ans. Exercice périlleux.

D'abord parce qu'on trouve ce qu'on cherche. De ce point de vue, les écoles dont beaucoup d'entre nous sont issus ont montré leurs compétences catastrophiques.

On connaît ces morceaux de bravoure de la littérature lambertiste qui, glanant quelques chiffres ici et d'autres là, extirpant deux citations du Times et du Herald Tribune, trois événements disparates et l'appel de quatre lycéens de St-Leu-la-Forêt, prouvaient urbi et orbi que la grève générale et un million de manifes-

tants devant l'Assemblée nationale étaient inéluctables à court terme. Chacun sait que Lutte ouvrière est en mesure de produire des kilomètres de textes, de faits et de chiffres prouvant de façon éclatante que la Russie de Poutine est encore, douze ans après la chute du Mur de Berlin et dix ans après l'effondrement de l'URSS, un Etat ouvrier dégénéré. Ce qui n'empêche pas qu'une connerie reste une connerie.

Le raisonnement d'Alain Bihr est heureusement d'une autre probité et d'une autre envergure. Mais il pêche par le même bout. On ne peut pas se contenter d'un replâtrage, ni de trouver dans la réalité contemporaine les éléments pour « actualiser le communisme » sans dire un mot des bouleversements connus par la planète depuis un siècle.

Ce ne sont que quelques exemples et je ne sais pas si c'est dans ces directions qu'il faut chercher, mais il y avait à peine plus d'un milliard d'humains, à 90 % ruraux, au temps où Marx écrivait Le Manifeste communiste. Il y en a six milliards aujourd'hui, dont la moitié d'urbains. La quantité et la qualité, ça n'interroge personne ? Depuis la fin de la guerre, le PIB mondial n'a reculé que trois fois (en 1974-75, 1979-80 et 1991-93), de 1 à 2 %. On est loin des crises cycliques du XIX^e siècle ou de l'effondrement général d'après 1929 ! Le prolétariat est politiquement inerte, non pas depuis 20 ans, mais depuis plus d'un demi-siècle.

Bien entendu, ces éléments à eux seuls n'infirment ni ne confirment en rien la théorie marxiste. Mais ils sont tout de même des faits sociaux majeurs, qui, entre autres, mériteraient d'être étudiés pas seulement pour montrer en quoi la théorie marxiste est toujours valide, mais pour dire où va le monde, quelles sont les forces

à l'œuvre, répondre à la question que chacun ne peut manquer de se poser sur l'avenir de l'humanité.

De même, vaudrait d'être pesée l'hypothèse formulée par Trotsky en septembre 1939 dans un texte souvent cité, L'URSS dans la guerre, : « Si, contrairement à toutes les probabilités, la révolution d'octobre ne trouve pas au cours de la présente guerre, ou tout de suite après, son prolongement dans un pays avancé ou un autre, et si, au contraire, le prolétariat est partout rejeté en arrière, sur tous les fronts, alors, nous aurions à coup sûr à poser la question d'une révision de notre conception de la présente époque et de ses forces motrices. Il ne s'agirait pas en ce cas de savoir quelle étiquette coller sur l'URSS ou la clique stalinienne, mais d'une réévaluation des perspectives historiques mondiales pour des décennies, sinon des siècles, à venir » (1).

POUR UNE MORALE

PROVISOIRE.

Pourtant, et la morale (la nausée qui ne peut manquer de saisir devant la façon dont va le monde) et la raison suggèrent que le capitalisme ne peut être la dernière forme de société que connaîtra l'humanité.

Du point de vue de l'économie capitaliste et des capitalistes eux-mêmes, les choses vont, tout compte fait, normalement. Mais même limitée, chacune des récessions jette sur le carreau des dizaines de millions de chômeurs supplémentaires que les périodes de croissance résorbent mal. Près d'un milliard d'adultes sont sans emploi, mais quatre-vingt millions d'enfants sont exploités. La misère gagne, y compris dans les pays riches, marginalisant des franges croissantes de la population concen-

trées dans les ghettos des centres-villes aux Etats-Unis, dans les banlieues ailleurs. La mondialisation du capital unifie d'une certaine façon la planète, mais les tensions qu'elle exacerbe la divisent aussi : les guerres, les conflits nationaux, ethniques, religieux s'étendent sur tous les continents. Jamais autant d'hommes n'ont su lire, jamais, grâce aux médias, l'expression de « village planétaire » n'a été si proche de devenir réalité. Mais les fanatismes grattant les plaies des particularismes font planer la menace des dictatures obscurantistes violemment dressées les unes contre les autres. Les raisons de se révolter et les hommes susceptibles de le faire n'ont peut-être jamais été aussi nombreux. Mais la conscience de leur communauté d'intérêts semble s'éroder quand leur nombre croît. L'idéologie ouvrière et révolutionnaire, la conscience de la mission émancipatrice de la classe ouvrière, usurpée quelques décennies par le stalinisme, a été emportée par sa débâcle, laissant le champ libre aux démagogues. Des forces sont à l'œuvre qui menacent chaque année un peu plus de plonger l'humanité dans des convulsions. Le monde paraît engagé dans des bouleversements gigantesques sans que, à la différence de ce qu'avaient su faire les révolutionnaires des générations antérieures, personne ne soit en mesure d'éclairer le chemin.

Une politique révolutionnaire ne peut s'élaborer que sur la base de la compréhension des phénomènes sociaux à l'œuvre. « Agir, c'est comprendre » c'est-à-dire étudier. Une condition certes pas suffisante, mais nécessaire, absolument. Il n'y aurait pas eu de mouvement socialiste sans *Le Capital*, pas de révolution russe victorieuse sans *L'Impérialis-*

me, stade suprême, pas de mouvement trotskyste sans *La Révolution trahie* et aucun de ces outils politiques indispensables sans la réflexion, les recherches, les discussions, non seulement de leurs auteurs mais aussi du courant qui les portait et des organisations auxquelles ils appartenaient.

Caractériser la période que nous traversons, mesurer en quoi elle diffère de celles décrites par les générations précédentes est indispensable. Il faut, sous peine de stérilité définitive, renouer avec la tradition socialiste scientifique : comprendre le monde, partir de la réalité, raisonner sur les faits et les chiffres réels et en tirer toutes les conclusions, jusqu'au bout. Il n'est pas possible de se contenter de vivre sur le capital politique, même actualisé, légué par les générations révolutionnaires précédentes. Ce capital n'existe que parce qu'elles l'ont enrichi de leurs explications des phénomènes qui se produisaient sous leurs yeux et ne se sont pas contentées d'actualiser les théories d'hier.

Nul ne sait si le marxisme a un avenir comme science de l'évolution sociale. Mais il ne peut en avoir un qu'en renouant avec la méthode scientifique qui consiste d'abord à voir et à dire les choses telles qu'elles sont.

Note

(1) Léon Trotsky, *Œuvres*, T. 22, « L'URSS dans la Guerre » (25 septembre 1939), p.54

José Perez et Jeanne
Rousseau
Membres de
l'Association pour le
rassemblement des
travailleurs (ART)

Dans la conclusion de son texte, Alain Bihl développe une analyse intéressante, qui le porte à proposer une transition entre la phase des contre-pouvoirs et celle du renversement du pouvoir du capital. Nous voudrions expliquer ici l'ensemble de la démarche qui nous conduira à nous exprimer sur cette position. Ce faisant nous reviendrons sur l'expérience que les travailleurs, notamment les cheminots, ont vécue à Rouen.

« Contre-pouvoirs » ou pouvoir des travailleurs ?

Comment construire une alternative politique crédible qui permette de se poser la question du pouvoir ?

Comment en finir avec l'ignominie quotidienne du maintien de cette société capitaliste fondée sur le profit maximum et l'exploitation de l'homme par l'homme ? Comment construire une alternative politique crédible qui permette à tous ceux qui subissent ce système de se poser la question du pouvoir ? Cette question, les travailleurs et les jeunes se l'étaient posée en 1968 dès la grande manifestation du 13 mai en scandant : « le pouvoir est dans la rue » ou « le pouvoir aux travailleurs ». Mais les formulations elles-mêmes et la transition pour les concrétiser restèrent si vagues et confuses que les directions des grandes organisations ouvrières n'eurent pas grand mal à détourner et désamorcer cette irruption puissante des masses dans le

champ politique. Mai 68 s'inscrit dans une série de ces grands moments historiques où la question du pouvoir aurait pu être posée et où malheureusement elle n'a été qu'une écume au-dessus du bouillonnement social, comme en 1920 durant les grandes grèves cheminotes, en juin 36, en 53 dans la fonction publique, et plus près de nous, en décembre 95.

La question du pouvoir des travailleurs n'est pas forcément liée au phénomène de la grève générale ou généralisée. On a pu voir dans l'histoire du mouvement ouvrier mondial que des crises politiques, des « affaires », des élections, peuvent également conduire à cette irruption des masses ouvrière sur la scène politique sans laquelle tout espoir de changement politique reste une dangereuse illusion. Mais si ces moments de l'histoire ouvrière sont déterminants, le socialisme ne se réduit

pas au « grand soir » qui a longtemps été une forme d'attentisme millénariste et passif au sein du mouvement ouvrier. C'est dans le quotidien de la vie du mouvement ouvrier, dans ce qui constitue à des degrés divers sa respiration naturelle, les grèves, les manifestations, les échéances électorales, que doit s'inscrire la perspective politique du pouvoir des travailleurs. La classe ouvrière est la seule classe historiquement révolutionnaire. Cela ne veut pas dire qu'elle le soit, loin de là, dans son vécu quotidien. Le problème de la possibilité ou non d'une politique pour la classe ouvrière dépend de la capacité de ses organisations à établir un projet transitoire entre son vécu dans la lutte de tous les jours et les grands moments historiques où, selon la terminologie hégelienne, elle peut se transformer de « classe en soi » en classe révolutionnaire « pour soi » consciente de toutes ses potentialités révolutionnaires.

Une politique pour les travailleurs ne peut pas rester confinée dans les tiroirs d'une petite minorité se proclamant « avant-garde révolutionnaire ». Elle doit être une politique pour les masses, affichant de manière crédible sa vocation majoritaire. Mais elle doit aussi, si elle ne veut pas s'enliser sur les terrains du possibilisme immédiat et borné du réformisme, s'inscrire dans la perspective de ces grands moments où les masses, en faisant irruption sur la scène politique, se trouvent transformées. Rosa Luxembourg exprime parfaitement la nature décisive de ces moments déterminants de l'histoire politique de la classe ouvrière dans Grève de masse, syndicat et parti : « Avec la psychologie d'un syndiqué qui ne consent à chômer qu'une fois bien assuré à l'avance d'un subside

fixé avec précision, au cas où il sera renvoyé, on ne peut faire ni révolution, ni grève générale. Mais justement dans la tourmente révolutionnaire, le prolétaire se transforme, de père de famille prudent qui exige un subside, en un révolutionnaire romantique pour qui le bien suprême, la vie, à plus forte raison le bien matériel, n'a que peu de valeur en comparaison du but idéal de la lutte. ». Si nous reproduisons ces lignes, ce n'est pas par goût pour la citation incantatoire des « grands maîtres » du marxisme, mais tout simplement parce que nous en avons expérimenté la véracité auprès de centaines et de centaines de travailleurs du rang, dans les assemblées générales interprofessionnelles à la fosse du dépôt de Sotteville, dans les comités de grèves, à la « cote 135 » et durant les blocages de la ville de Rouen, au cours de la grande grève de décembre 95 que tant de militants, y compris dans l'extrême gauche, ont eu le tort de réduire à un simple mouvement revendicatif et syndical de la fonction publique, sans véritable portée politique.

DE 95 AUX MUNICIPALES DE MARS DERNIER...

On a pu dire avec juste raison que c'est Juppé et non les organisations syndicales qui a déclenché la grève de décembre 95. Pour autant cette grève ne peut pas se comprendre comme une simple grève revendicative pour la défense des acquis sociaux. Le plan Juppé et le contrat de plan à la SNCF n'ont été que les facteurs déclenchants de cette grève qui aspirait à la généralisation et au changement dont les travailleurs, les jeunes et les chômeurs continuaient à être frustrés avec les deux septennats Mitterrand et le retour de Chirac.

Les dirigeants du PCF faisaient mine de regretter l'absence d'accord PS/PC et ne manquaient pas une occasion de répéter qu'il n'y avait pas de perspective politique à tous les manifestants qui voulaient en finir avec ce gouvernement qui croyait pouvoir poursuivre impunément la politique de chômage de masse et de cassage des acquis sociaux. Mais le mouvement, comme tous les grands mouvements sociaux, était bel et bien politique dans son fond, même s'il ne parvenait pas à trouver par lui-même son expression politique propre, face à des dirigeants qui faisaient tout ce qui était en leur pouvoir pour empêcher que le mouvement se généralise et s'auto-organise, comme c'était le cas dans quelques endroits et surtout dans la région de Rouen.

En fait, décembre 95 était déjà annoncé par les grandes luttes qui ont surgi dans la phase finale de l'effondrement du mitterrandisme. La grève massive des mécaniciens d'Air France, qui s'étaient armés de bâtons sur les pistes d'envol face aux CRS, le million de manifestants contre la marche à la privatisation dans l'Éducation nationale, et surtout le contexte exceptionnel de luttes sociales en pleine élection présidentielle, qualifiée habituellement de trêve électorale. En 95, le débat Jospin-Chirac ne passionna personne. Tout se passait comme si le vrai débat opposait les travailleurs en grève et les mouvements sociaux en cours à la classe politique en train de ronronner sur le petit écran. Le premier effet de cette confrontation électorale inhabituelle fut le score exceptionnel dans une démocratie européenne d'une organisation d'extrême gauche comme Lutte Ouvrière, qui n'avait pas fait grand chose pour mériter cela. Mais ce score et le climat qui avait régné

durant les élections témoignaient de la volonté politique de changement qui montait inexorablement et qui ne pouvait s'exprimer que sous la forme d'un troisième tour social, qui se produisit quelque mois plus tard sous la forme de la grève de décembre 95.

Nous sommes toujours dans la période de remontée des luttes ouverte par décembre 95. L'arrivée au pouvoir de Jospin a momentanément brouillé la nature de ce mouvement de fond. Mais l'aspiration au « tous ensemble » n'a pas disparu, de même que la possibilité d'une convergence politique autour de ce que l'on pourrait appeler un plan d'urgence reprenant les exigences vitales qui s'imposent pour les travailleurs, les jeunes, les chômeurs ou encore les agriculteurs qui se sont mobilisés contre les effets de la mondialisation aux côtés de José Bové. Seattle, Millau et Porto Alegre ont d'ailleurs contribué à faire émerger d'une manière encore plus nette l'idée de la nécessité d'une alternative globale anticapitaliste à la mondialisation capitaliste et à ses effets destructeurs.

« CONFLITS DANS LES
CONFLITS »
ET « MONTÉE
DES CONTRE-POUVOIRS »

A propos de la grève des cheminots contre « Cap Clients », Sylvain Brière, un responsable fédéral de la CGT, est contraint de reconnaître dans la Tribune des cheminots l'existence d'un « conflit dans le conflit » durant la grève. C'est une tendance qui s'affirme de plus en plus dans les luttes. Il y avait déjà un « conflit dans le conflit » durant le mouvement qui a fait tomber Allègre dans l'Education nationale. Les dirigeants des syndicats et de la principale organisation

de parents d'élèves étaient favorables à la politique du ministre, et certains militants ont même été menacés de sanction par la hiérarchie syndicale pour avoir appelé les instituteurs à la grève. Il y avait « conflit dans le conflit » quand des directions syndicales ont approuvé la loi Aubry dite des 35 heures contre les travailleurs qui n'en voulaient pas. Il y avait déjà « conflit dans le conflit » en 95 quand la direction de la CFDT avait soutenu le plan Juppé, à une époque où la CFDT était encore seule à soutenir ouvertement les plans patronaux et gouvernementaux. Et il y a encore « conflit dans le conflit » quand 300 syndicalistes se réunissent à Paris pour lancer avec les travailleurs de chez LU un appel à une manifestation nationale pour l'interdiction des licenciements : les principales directions syndicales continuent de faire la sourde oreille devant cette exigence de ceux d'en bas, qui comprennent aujourd'hui que le chômage et les fermetures d'entreprises ne sont pas une fatalité économique mais une injustice criante de la dictature capitaliste.

Les camarades du bulletin Liaisons ont utilisé une expression très juste pour exprimer ce qui se passe : « les travailleurs sont en recherche » d'une alternative politique à l'union de la gauche des vieux partis. Il ne s'agit pas d'un mouvement d'une minorité significative de la classe. C'est la classe tout entière qui est en train de bouger, même si, sur le plan électoral, beaucoup continuent encore de voter pour les vieux partis, faute d'une autre perspective politique qui leur semble crédible face à la droite. Ce mouvement va bien au-delà des votes « à gauche de la gauche », qui n'en sont que la partie électoralement visible. Car, en profondeur, ce sont aujourd'hui des pans entiers de

la société qui veulent se battre pour leurs acquis sociaux ou leurs emplois. En l'absence d'une perspective politique globale, ils se constituent objectivement dans les luttes en une sorte de contre-pouvoir de « ceux d'en bas ». Il serait faux de croire que les organisations d'extrême gauche peuvent constituer à elles seules un pôle de regroupement qui fasse office de « direction politique » de recharge face à la gauche plurielle. Il faudrait déjà qu'elles fassent preuve de cette volonté unitaire qui leur a si constamment manqué. Mais la question n'est pas là seulement.

Les travailleurs ont appris à se défier de ceux qui prétendent parler en leur nom, et ils ne veulent pas une nouvelle « direction ». Ils veulent trouver le moyen de se faire entendre, de pouvoir parler à leur tour, face à ceux qui leur dictent d'en haut les seules politiques « possibles », de ce qui leur semble à eux possible ou non de vivre. Les luttes, à Danone comme ailleurs, réclament que l'on donne « la parole à la base ». C'est pourquoi paradoxalement, au moment où les listes de LO et de la LCR font des scores électoraux exceptionnels, elles ne sont pas perçues comme ne serait-ce que le début d'une perspective politique alternative. Le chemin spontané que ceux d'en bas se fraient vers la politique passe peut-être par l'émergence d'un contre-pouvoir de masse, dans les luttes ouvrières et les mouvements sociaux, face aux dirigeants des grands partis institutionnels de la V^e république. Cela pourrait changer bien sûr si la crise politique du régime s'emballait, mais il faut tenir compte dans l'immédiat des caractéristiques du mouvement réel de la classe ouvrière vers sa recomposition politique. Elle s'exprime en grande partie aujourd'hui en terme de contre-pouvoir social et,

face à la politique de la gauche plurielle, notre rôle, comme celui des militants des forces qui ont émergé à gauche, devrait être de contribuer ensemble au rassemblement politique de toutes les forces du mouvement social autour d'un plan d'urgence. C'est une médiation qui nous semble essentielle pour aller vers la constitution de la classe ouvrière en force politique unifiée et autonome face à tous les partis qui servent les intérêts du capitalisme.

La revue Politis a titré récemment sur la « Montée des contre-pouvoirs ». Après Seattle et Millau, cette idée s'est propagée dans les mouvements comme Attac ou dans le monde syndical que le mouvement social devrait s'organiser en « contre-pouvoirs » pour faire « pression » sur les pouvoirs politiques et les multinationales. Christophe Aguiton, qui s'exprimait en tant que membre fondateur d'Attac, a déclaré dans Libération du 19 mars, que l'échec de la gauche aux municipales s'explique par le fait que « les préoccupations portées par le mouvement social ont été exclues du débat ». Il ajoute qu'on assiste à « une césure entre le champ politique, pour reprendre l'expression de Pierre Bourdieu, et le champ social ». Mais on a vu que la défiance ne touche pas que les dirigeants politiques, ainsi que semble le dire Christophe Aguiton, en opposant les « politiques » qui s'inclinent devant la mondialisation à « la plupart des équipes du mouvement social qui ont choisi de combattre les conséquences de la mondialisation sur le terrain ». Cantonner le mouvement social au seul terrain syndical ou associatif, en l'écartant de la politique, nous conduirait sur le terrain qui fut celui du réformisme ouvrier pendant une bonne partie de ce siècle, avant que les dirigeants de la

social-démocratie ne se convertissent au libéralisme pur et simple. Car la stratégie du « contre-pouvoir » est en fait celle qui a été suivie durant près d'un siècle par les dirigeants syndicaux réformistes du mouvement ouvrier. Il y a eu des luttes, des réformes, des avancées, des reculs, des concessions et des compromis qui marquaient à la fois des trahisons et un certain état du rapport de forces entre les classes, en Allemagne, en Grande-Bretagne, en France ou en Italie. Les systèmes de protection sociale et les retraites, les services publics, les droits syndicaux, sont d'une certaine manière les preuves tangibles de l'existence de ce contre-pouvoir des travailleurs au sein de la société capitaliste. On peut dire que le régime de la Sécu en France au lendemain de la guerre en fut un exemple assez spectaculaire. Jusqu'aux ordonnances de De Gaulle en 1967, la sécurité sociale était gérée (certes d'une façon bureaucratique) par les organisations syndicales ouvrières.

Aujourd'hui, comme le disait Bergeron, il n'y a plus guère de grain à moudre pour le réformisme ouvrier. Il n'y a plus de place pour une stratégie réformiste à la Bernstein, pour qui le socialisme n'était pas un but mais un mouvement de lutte continue pour des réformes. Pour nos sociaux-démocrates maastrichtiens, les Schröder, Jospin et Blair, les réformes ont pris un sens exactement opposé à celui de Bernstein, puisqu'il ne s'agit plus de transformer progressivement le capitalisme en socialisme, mais au contraire de déconstruire les acquis sociaux pour revenir à un capitalisme libéré de tout ce qui peut entraver la loi du marché. Dans ces conditions, il ne suffira pas, comme le dit Christophe Aguiton, « d'accentuer la pression pour que les problèmes soient

pris en compte ». Même si nous n'avons pas d'autre choix pour l'instant que d'accentuer cette pression par nos luttes, nous ne pouvons pas nous contenter d'occuper le créneau des « contre-pouvoirs » et de rester dans l'attentisme en ce qui concerne la construction d'une alternative politique propre au mouvement social.

Il ne suffit pas de répéter constamment que seule la lutte paiera. La combativité ouvrière n'est pas inépuisable. La coupure entre le politique et le social pourrait dégénérer en dépolitisation durable de la classe ouvrière. Nous en avons l'exemple criant aux Etats Unis, où deux partis bourgeois pratiquent l'alternance au pouvoir. Le mouvement ouvrier n'y a pas d'existence politique autonome, en dépit de conflits sociaux importants. Les directions du mouvement syndical ne cherchent même plus à être à même de « faire pression » sur les démocrates dont elles cautionnent la politique, et elles se comportent le plus souvent comme un lobby qui conduit le syndicat à n'être qu'une courroie de transmission de la politique de la bourgeoisie au sein de la classe ouvrière.

**CONTRE-POUVOIR ET
POUVOIR DES
TRAVAILLEURS :
« LA QUESTION
DU TRAJET »**

Cela nous amène à la nécessité d'une transition qui mène de l'organisation des contre-pouvoirs exercés par nos luttes au combat pour en finir avec l'ordre capitaliste et pour l'établissement d'un nouvel ordre fondé sur le pouvoir collectif et autogestionnaire de toute la classe ouvrière. C'est Alain Bihr qui emploie l'expres-

sion « la question du trajet », dans son texte.

On ne doit pas rejeter avec mépris la problématique que proposent ceux qui, au sein des mouvements sociaux, dans les syndicats, à Attac ou à la Confédération paysanne, se refusent à poser les questions sociales dans les termes traditionnels de la politique. Ils ont raison de vouloir préserver leur autonomie face aux partis traditionnels. Ils ont raison de refuser cette vieille loi de la séparation des rôles : aux mouvements sociaux la lutte et la revendication, aux dirigeants politiques le soin de régler la question du pouvoir. Dans la conclusion de son texte, Alain Bihr propose une transition entre la phase des contre-pouvoirs et celle du renversement du pouvoir du capital. Il précise les phases de cette transition qu'il appelle un « trajet ». Il parle d'une « stratégie de contre-pouvoir » et distingue trois moments. Tout d'abord, « l'autogestion par les travailleurs de leurs luttes », ensuite la « multiplication et la coordination de ces pratiques de contre-pouvoir ». Durant cette deuxième phase du processus, où le « prolétariat doit chercher à se constituer en société alternative », se « crée progressivement une situation de double pouvoir au sein de la société » et l'instabilité de la situation qui s'instaure ouvre la voie à une troisième étape, qui est celle de la crise révolutionnaire et de l'affrontement entre le nouvel ordre autogestionnaire en train de naître et le vieil appareil de l'Etat capitaliste. « En un mot, la rupture avec le capitalisme aura ainsi été précédée et préparée par la maturation d'un contre-pouvoir prolétarien, se renforçant, tant objectivement que subjectivement, au rythme des concessions, réformes, ruptures partielles obtenues par ses luttes contre le pouvoir capitaliste ».

Il faut préciser que ce « trajet » vers la rupture avec le capitalisme n'est pas un chemin où l'on va progresser de façon linéaire. Cela d'autant moins que la classe ouvrière ne dispose pas aujourd'hui d'une organisation de masse qui lui soit propre, permettant d'assurer la mémorisation, les échanges et la théorisation de ses expériences de lutte, qui lui permettraient le maintien d'une progression permanente de son niveau de conscience vers le but final. Cette organisation politique de la classe en parti autonome et autogéré reste à construire. Cette construction, tout comme le mouvement allant vers la rupture avec le capitalisme, peut connaître des périodes d'accélération brusque où les différentes phases du « trajet » peuvent se bousculer subitement. Nous en avons fait l'expérience durant la grève de décembre 95 à Rouen, où les caractéristiques nationales de cette grève furent accentuées par l'expérience de la démocratie ouvrière à une échelle de masse au sein du comité d'organisation unitaire de grève. Après les élections municipales et les luttes qui ont suivi, on peut s'attendre à de nouvelles accélérations convulsives de la lutte de classes. Une crise constitutionnelle n'est pas à exclure non plus, qui pourrait encore accélérer les choses. Une médiation organisationnelle et politique est nécessaire pour faire de la stratégie des contre-pouvoirs sociaux dont parle Alain Bihr une véritable stratégie de rupture anticapitaliste.

DES ÉTATS GÉNÉRAUX

POUR L'ALLIANCE

DES MOUVEMENTS

SOCIAUX AUTOUR

D'UN PLAN D'ACTION

ANTICAPITALISTE

D'URGENCE

Aujourd'hui le problème n'est pas de savoir qui sera le candidat aux présidentielles, Arlette, Krivine ou un autre. Rien ne se règlera durablement si tout vient d'en haut, des états-majors politiques. Il faudrait au contraire préparer en toute lumière, comme Carré Rouge l'a proposé, des états généraux pour l'unité, avec de multiples rencontres unitaires dans les entreprises et les localités, contribuant à la convergence des luttes. Ces états-généraux, dont la portée vise à dépasser les seules échéances électorales, devraient être des états-généraux du mouvement social pour un plan d'urgence. Il s'agirait de nous rassembler autour d'un programme d'action qui ne soit pas une simple plate-forme de promesses électorales, mais au contraire un plan de lutte, constitué des principales exigences portées par les conflits sociaux. Ce plan devrait indiquer les grandes étapes du projet transitoire dont parle Alain Bihr dans sa conclusion sur sa stratégie offensive des contre-pouvoirs.

Cette démarche de rassemblement politique de la classe ouvrière et des mouvements sociaux en « parti unitaire » des travailleurs, des jeunes et des chômeurs, nous semble être la médiation nécessaire pour assurer la transition du contre-pouvoir par la lutte des plus larges masses au renversement du pouvoir capitaliste.

Selon la conception qui a prévalu jusqu'à maintenant dans les organisations, on ne peut pas construire une force politique sans présenter un programme achevé, il conviendrait donc que les états-majors politiques discutent et conviennent d'abord ensemble de ce programme avant de construire l'organisation des travailleurs. Mais

cette conception élitiste et dirigiste n'est pas adaptée à la situation et au mouvement réels de la classe ouvrière. Il s'agit plutôt de nous unir d'abord sur un programme d'urgence, un programme d'action, d'avancer ensemble dans les luttes et de conduire notre élaboration programmatique « en marchant ».

Nous ne sommes pas les seuls à préconiser une telle démarche. Aujourd'hui, en Grande-Bretagne, une alternative ouvrière anticapitaliste au « travaillisme blairiste » est en train de se constituer. On a assisté à l'émergence du parti socialiste écossais (SSP) et à la constitution des Alliances Socialistes en Angleterre et au Pays de Galles. Toutes les organisations d'extrême gauche ou presque en sont parties prenantes aux côtés de certains courants issus du parti communiste anglais et de dirigeants nationaux de la gauche du parti travailliste. La campagne électorale de l'Alliance Socialiste devrait être organisée par le cinéaste Ken Loach. Là-bas aussi, il est possible de constituer, face au libéralisme du New Labor, un nouveau parti qui soit le parti du mouvement social. Il est intéressant que Alan Thornett, membre de l'ISG, organisation trotskiste et petite sœur de la LCR française, ait écrit dans le dernier Imprécor au sujet du programme de l'Alliance Socialiste des phrases qui devraient faire réfléchir aussi les dirigeants de la LCR, de LO et tous ceux, au PS, au PC, dans les mouvements sociaux qui sont aujourd'hui directement concernés par la constitution d'une alternative globale anticapitaliste du mouvement social face au gouvernement de la gauche plurielle. Contre ceux qui refusent encore de construire une organisation politique ouvrière sur une autre base que celle de leur « programme révolutionnaire complet »,

Thornett écrit qu'il ne faut pas forcer « l'Alliance à adopter des slogans qui ne correspondent pas à la conscience de la majorité de ses membres et de ses sympathisants. Ce dont l'alliance a besoin aujourd'hui, c'est d'un programme d'action incluant nombre de demandes transitoires, qui reflète son niveau actuel de développement et représente une alternative claire au Blairisme. ».

Ne nous y trompons pas : le « révolutionnarisme verbal » n'est pas un gage d'audace anticapitaliste. A vouloir se retrancher sur des bases programmatiques nous démarquant à tout prix des illusions réformistes que partagent encore beaucoup de travailleurs en rupture avec la politique gouvernementale, nous nous condamnerions à n'être qu'un pôle « à la gauche de la gauche », une petite force de pression qui ne nous permettrait en aucun cas de sortir de l'ornière de la gauche plurielle. Nous avons une occasion unique de le faire si nous nous engageons, tous ensemble et sans esprit de chapelle, dans la préparation d'états-généraux, pour l'alliance des travailleurs autour d'un plan d'action d'urgence !

Comme tous ceux qui se sont exprimés oralement le 24 mars, ou maintenant par écrit, je voudrais commencer par remercier Alain Bihr pour son texte long et dense, qui cherche à poser un nombre important de questions sur l'actualité du communisme, à un moment où peu de gens s'y hasardent.

Contribution de François Chesnais

Affirmer l'actualité du communisme, c'est en démontrer à la fois la nécessité et la possibilité. C'est sur ces deux termes que Bihr nous aide à réfléchir. Il prend comme point de départ, ainsi qu'il se doit, le passage de L'Idéologie Allemande où Marx et Engels disent qu'ils appellent communisme, « le mouvement réel qui abolit l'état actuel des choses. Les conditions de ce mouvement résultent des données préalables telles qu'elles existent présentement », ou encore celui du Manifeste affirmant que « Les conceptions théoriques des communistes ne reposent nullement sur des idées, sur des principes inventés ou découverts par tel ou tel réformateur du monde. Elles ne sont que l'expression générale des conditions réelles d'une lutte de classe existante, d'un mouvement historique qui s'opère sous nos yeux ».

LES DEUX SENS

DU TERME « NÉCESSITÉ »

Nécessité du communisme, possibilité du communisme. Commençons par « nécessité ». Pour Marx et Engels, pour les révolutionnaires qui les ont suivis et aujourd'hui pour les militants qui combattent, par la critique et dans la pratique, le capitalisme et l'impérialisme, le terme « nécessité » a revêtu et pourrait toujours revêtir deux sens. Le premier est celui d'un dépassement inscrit dans les lois du mouvement historique, lesquelles comporte-

raient une succession des modes de production. Chez Marx et Engels, cette acception du terme nécessité occupe une place centrale. Ils ne cachent pas leur dette à l'égard des positions de nombreux penseurs utopistes qui avaient fait avant eux la critique de l'ordre existant et rêvé son dépassement. Mais l'ambition du « socialisme scientifique » qu'ils défendent est d'ancrer la nécessité de ce dépassement dans le mouvement même de l'histoire, ainsi que dans des processus contradictoires internes au capitalisme, si fortes qu'elles sont insurmontables par la bourgeoisie. Je pense que Bihr déforme leur position lorsque, très tôt dans son texte, il écrit que la pensée de Marx (il parle très peu de Engels) « comprend une dimension fondamentalement utopique ». C'est nous qui nous trouvons rejetés, après l'expérience du XX^e siècle, sur le versant de l'utopie, incapables de continuer à être certains, à la lumière de ce qui a été vécu depuis quatre-vingt-dix ans, que le dépassement du capitalisme par le communisme prend appui sur des « lois de l'histoire », et ne serait que leur mise en œuvre.

Mais le terme « nécessité » a aussi très tôt revêtu un second sens. Celui-ci est déjà présent chez Marx, et traduit de façon contradictoire une forte inquiétude de sa part quant aux dégâts que le capitalisme provoque tout en créant les conditions objectives et subjectives de son dépassement. Ce second sens correspond à ce que

certaines caractériseraient aujourd'hui comme le côté « catastrophiste » de la pensée de Marx, et que Engels ne partage pas, en tous cas pas au même point que lui. Ce sens, c'est celui du cri de Rosa Luxembourg, « socialisme ou barbarie ». Ici, la « nécessité » du communisme repose sur l'observation de tout ce qui, dans les bases du mode de production capitaliste et dans le développement de ses contradictions, va dans le sens de la destruction des forces productives (les travailleurs, la nature) autant que de leur « croissance » et de la civilisation comme telle. Le communisme est nécessaire parce que le capitalisme représente une terrible menace. Les thèses sur l'histoire de Walter Benjamin sont l'une des formes philosophiques les plus achevées de ce second sens. Mais des textes de Léon Trotski, comme les premiers paragraphes du Programme de transition ou le Programme d'alarme en sont fortement imprégnés et m'ont fortement influencé, et ont fait de moi un « catastrophiste » dans ce sens.

La nécessité du communisme, comme seule réponse aux menaces de barbarie, domine le travail d'Alain Bihr. Des sections de la première partie de son texte, et surtout toute sa seconde partie apportent des éléments abondants qui vont dans le sens de la nécessité du communisme sous ce second aspect. C'est là qu'il développe ce qu'il nomme la « quadruple catastrophe [...] qui rend plus nécessaire et même plus urgent que jamais le dépassement communiste ». Ici, j'ai surtout apprécié la section sur l'écologie. J'y ai vu une expression supplémentaire de cette prise de conscience à laquelle nombre d'entre nous commençons à parvenir, certes avec bien du retard : cette question doit être placée au cœur du programme de l'émancipation du prolétariat. L'« éco-

logie », ce n'est pas quelque chose de secondaire, de marginal, que l'on pourrait laisser à un courant aussi inconsistent que les Verts. Il s'agit des conditions mêmes de la reproduction de la vie, dont certaines communautés, certains pays et certaines classes vont être rapidement privés du fait de l'effet de serre ou de l'accaparement de l'eau.

Certaines des formulations que Bihr avance dans l'introduction de cette seconde partie ne me semblent pourtant pas appropriées. Il me paraît contradictoire de dire que le capitalisme « a surmonté toutes les crises, économiques aussi bien que politiques, qu'il a connues au cours du siècle écoulé, [et qu'il] s'est montré capable de maîtriser ses contradictions internes », et de parler ensuite de « victoire à la Pyrrhus », avec pour seul argument la « quadruple catastrophe ». C'est, me semble-t-il, prêter au capitalisme des vertus qu'il n'a pas, et à la bourgeoisie des préoccupations qui lui sont étrangères, que de croire que la « quadruple catastrophe » comporte des éléments susceptibles de ne pas hypothéquer gravement, non seulement l'avenir de l'humanité, mais aussi celui du capitalisme. Dans quelle mesure ce que Bihr nomme « la catastrophe politique » et la « catastrophe symbolique » menace-t-il le fonctionnement du capitalisme et le pouvoir de la bourgeoisie ? Ne s'agit-il pas, au contraire, de résultats très largement conscients de son action, dont l'objectif et l'effet sont de consolider sa domination ? La sous-section consacrée à la « catastrophe politique » contient d'ailleurs une présentation de l'Etat qui me semble prêter à la bourgeoisie des intentions et des capacités étrangères à la réalité, et contradictoires avec la nature du capital. Les remarques sur « l'incapacité dans la-

quelle se trouvent les Etats, y compris les plus puissants d'entre eux, d'édifier un cadre régulateur de l'accumulation mondiale du capital » charrie l'idée que les bourgeoisies pourraient se fixer un tel but, et tracer les contours d'un réformisme mondial sans lequel l'avenir du capitalisme serait menacé.

Même sur les deux autres points, l'analyse en termes de « crise pour le capital », et pas simplement pour des pays et des classes dominés, exigerait d'être poussée beaucoup plus loin. Avant de pouvoir dire que la « catastrophe écologique » et la « catastrophe socio-économique » hypothèquent gravement l'avenir du capitalisme, il faut être capable de démontrer que ces deux « catastrophes » affectent réellement et de façon sérieuse les conditions de l'accumulation, qu'elles aggravent vraiment les contradictions du capitalisme, qu'elles minent la domination de la bourgeoisie, qu'elles contribuent en somme à recréer la possibilité du communisme, au sens d'ouvrir ainsi la voie du renversement du capitalisme.

DU DANGER DE METTRE

UN ACCENT TROP

MARQUÉ SUR LE

SUBJECTIF

Le terme « possibilité du communisme » recouvre lui aussi deux questions, plus exactement des séries de mécanismes sociaux, tout à fait différents. Dans un premier sens, la question de la « possibilité du communisme » est celle de sa « faisabilité ». Avec d'autres théoriciens, Alain Bihr peut, au début de la troisième partie, répondre positivement. Je suis d'accord pour penser que nombre de fac-

teurs nous autorisent à dire que les conditions pour faire fonctionner une société communiste internationalisée sont réunies. Ce sont le niveau de développement des forces productives ; l'intensité du degré de socialisation que ce développement comporte ; le niveau de formation et d'éducation de travailleurs qui ont, outre leurs chaînes à perdre, tout à gagner à coup sûr, subjectivement et objectivement, à un changement dans les rapports de propriété et dans les relations entre pays ; les technologies nouvelles qui facilitent l'interactivité et les interconnexions, même à très grande distance ; la prise de conscience, qui s'est élargie du fait de la mondialisation, que les hommes vivent dans un monde unique et fini, et ont tout à gagner à combattre pour des objectifs communs.

Mais il y a le second sens, celui où la « possibilité du communisme » nous renvoie à la nécessité de réunir des conditions objectives (l'intensification des contradictions internes du capitalisme) et subjectives (la reconstitution de la « classe mobilisée », de la « classe pour soi »), pour que la sortie du capitalisme, sa destruction, puissent se matérialiser concrètement. Ici la « possibilité du communisme » équivaut à la possibilité de se trouver en situation de chasser la bourgeoisie du pouvoir, ou de contraindre une partie de ses membres à participer à une « nuit du 4 août », au cours de laquelle elle abandonnerait l'ensemble des positions de pouvoir et des privilèges qui découlent de la propriété privée des moyens de production. C'est sur cette acception de la « possibilité » que le texte d'Alain Bihr est le moins satisfaisant. Ici, son analyse est marquée par deux traits distinctifs.

En premier lieu, cette analyse est presque entièrement centrée sur les conditions subjectives, au détriment

de toute réflexion sur les formes et les « lieux » d'une intensification des contradictions internes du capitalisme, dont Bihr nous a pourtant dit auparavant qu'il a « surmonté toutes les crises, économiques aussi bien que politiques, qu'il a connues au cours du siècle écoulé, et qu'il se serait montré capable de maîtriser ses contradictions internes ». Ensuite, et sans doute à cause de cette lacune, on trouve chez lui des positions sur le processus possible de reconstitution d'un sujet révolutionnaire, qui incluent une surévaluation, un enjolivement des syndicats, que d'autres intervenants ont noté, ce qui me dispense d'y revenir.

Au fond, je trouve qu'Alain Bihr est étonnamment proche d'une certaine « démarche trotskiste » : les conditions objectives sont mûres (complètement ou à peu de choses près) ; en revanche, les conditions subjectives ne sont pas remplies. Les explications divergent ensuite quant aux causes de cet écart : retard dans la construction du « parti d'avant-garde » pour les uns ; des choses plus compliquées et hétérogènes pour Bihr, qui ne concernent pas seulement le présent mais aussi le passé. Mais la méthode n'est pas si différente. L'accent est mis sur les différentes dimensions du facteur subjectif, au détriment d'une analyse des contradictions économiques et sociales du capitalisme, et des types de crises politiques qu'elles peuvent engendrer. Or c'est précisément de ces crises que peuvent naître des « fenêtres d'opportunité » pour les révolutions sans lesquelles le communisme ne retrouvera jamais son actualité. C'est de cet accent très fort mis sur le facteur subjectif que découlent beaucoup des aspects vulnérables du texte de Bihr : recours dès le début au mot « utopie » et à l'idée du communisme comme « projet subjectif » ; constat ou affirmation (?) au milieu de

la troisième partie, en dehors de toute analyse différenciée de pays à pays, que le prolétariat est une « classe défaite », qu'il est « sans perspective » ; élaboration d'une stratégie de (re)transformation de cette classe en sujet en « faisant avec ce qu'on a », même avec les appareils syndicaux ; esquisse enfin d'un « trajet » de construction de « contre-pouvoirs » et même de double pouvoir largement suspendus dans le vide.

Mais, ce faisant, Alain Bihr ne fait que nous renvoyer le résultat de nos déficiences politiques collectives. Le caractère insuffisant de l'analyse des contradictions concrètes, pour ainsi dire « quotidiennes », du capitalisme n'est pas simplement le fait d'Alain Bihr. Il traduit un retard théorique collectif. Ces contradictions ont presque certainement migré, et elles ont changé de formes. C'est ce que suggère la situation économique des Etats-Unis, où le krach boursier et la crise n'en finissent pas d'être contenus, mais presque certainement au prix d'une aggravation d'autres formes et d'autres lieux de crise. Nous n'avancerons pas loin dans notre compréhension des voies de passage du processus de mûrissement du « facteur subjectif » si nous ne nous engageons pas dans une analyse plus fine de ces contradictions concrètes, et des formes des crises politiques et sociales qu'elles peuvent engendrer. Le « trajet » esquissé à la dernière page ne se fera pas en dehors de processus objectifs de ce type. Il me semble difficile de projeter la « possibilité du communisme », entendue comme possibilité effective de mener une révolution victorieuse, dans un bloc suffisamment large et solide de pays pour résister à l'assaut des Etats où la bourgeoisie sera encore solidement ancrée, sans faire ce travail.

Nous publions un texte préparé par Jean-René Chauvin fin mai. Il y présente son appréciation de la situation politique et du programme qui lui paraît correspondre à cette situation. Il défend aussi une conception précise de la perspective d'Etats généraux, qu'il situe dans le cadre de ce que fut historiquement le Bloc Ouvrier et Paysan en Espagne. En conclusion de sa lettre, Jean-René Chauvin écrit que « personne n'est obligé(e) de penser comme lui ». Dans l'éditorial, nous défendons une conception très différente, fondée sur une appréciation de la situation politique, dans laquelle les protagonistes vraiment décisifs sont les milliers de militants, dont beaucoup se voient encore simplement comme des « citoyens » et où la « question sociale » par excellence (à savoir qui contrôle les moyens de production et de vie de la société, et par rapport à quels buts et quelles priorités) est la première à laquelle il faut répondre aujourd'hui. Mais la lettre de Jean-René Chauvin met bien en lumière les défis auxquels il faut essayer de répondre.

Un texte de Jean-René Chauvin

Chers camarades,

J'ai participé depuis un certain temps à vos réunions, et je lis avec attention votre matériel (la revue, mais aussi les suppléments, comme celui que vous avez fait paraître à l'occasion des élections municipales). Afin de pousser plus loin les discussions sur les perspectives que se donne Carré Rouge, je vous fais part de mes réflexions.

Dans une communauté nationale qui ressemble plus à une monarchie plé-

biscitaire qu'à une république, où l'enflure de la publicité et des médias réduit la cervelle des vaillants courriers à un petit pois et transforme ce qui devrait être une élection, c'est à dire un choix politique, social et culturel, en un défilé de mannequins bavards, il est urgent de ramer à contre-courant. Nous devrions en premier lieu dénoncer très vivement cette foire qui n'a rien à voir avec la démocratie, et nous prononcer sans équivoque pour l'abrogation de la

Constitution née du coup d'Etat militaire de mai 1958, et pour l'élection d'une Assemblée constituante élue selon une loi spécifique, assurant à la fois la parité hommes-femmes et la représentation proportionnelle des familles politiques.

Mais ce n'est pas le comité de rédaction d'une revue trimestrielle qui peut couvrir les voix diluviennes des émetteurs de radios et de télévision. Nous devons changer de nature, trouver des alliés et le moyen de les rassembler dans une action qui perce le mur du ghetto dans lequel l'avant-garde est enfermée. Pour atteindre cet objectif, nous devons chercher par quel cheminement nous devons passer, tant sur le plan de l'organisation que sur le plan politique. Jusqu'à présent, aussi bien Carré Rouge que A Contre Courant, l'Abeille rouge, l'ART, Cinquième Zone, dont les militants interviennent fréquemment dans vos réunions, ou le bulletin dont je m'occupe, Cocllico*, ne regroupent que des camarades engagés dans des discussions de clarification théorique, et qui sont des observateurs, certes attentifs, et à mon avis pertinents, de la situation politique comme du mouvement social. Les discussions sont également alimentées par ceux qui participent à des regroupements locaux, ou au sein d'une organisation comme ATTAC.

Nous devons devenir des acteurs reconnus à une plus large échelle. Nous ne serons pas de tels acteurs avec une revue trimestrielle. Il nous faut pour commencer une publication qui soit au minimum hebdomadaire afin d'être en phase avec la « marche des événements » selon le mot d'un flic français qui avait arrêté Trotsky. Quel sorte d'hebdomadaire, compte tenu de nos faibles moyens? C'est la première question à laquelle

nous devons réfléchir. Deuxièmement, pour qui ? A mon avis dirigé vers les nouvelles organisations syndicales telles que les SUD, le groupe des Dix, la CNT, et vers la multitude des associations : ATTAC, Sans-Papiers, DAL, Motivé(e)s, etc... Cela suppose la mise en place d'une organisation militante ouverte vers l'ensemble des groupes contestataires.

Il nous faut, comme toute chose vivante, un acte de naissance. Dans le supplément de mars sur les élections municipales, puis dans l'édito du n°17, Carré Rouge a défendu l'idée d'un combat pour la tenue d'Etats généraux. C'est une chose à laquelle j'ai réfléchi de mon côté, sous la forme de l'organisation d'Etats généraux auxquels seraient invités l'ensemble des organisations et groupes de l'extrême-gauche, y compris les Alternatifs (ex-PSU) et écologistes. La Gauche socialiste s'est également emparée du terme, en s'adressant aux forces politiques qui l'intéressent. Dans son n° 820 du 15 mai, son hebdo A Gauche, « La Gauche socialiste propose au parti socialiste, en premier lieu, mais aussi à toute la gauche plurielle, des Etats généraux, notamment contre la prétendue refondation sociale du Medef ». Certes, l'extrême-gauche n'est pas citée. Mais pourquoi ne pas s'y inviter en y développant un ensemble de propositions, qui vraisemblablement ne seraient pas retenues par les caciques sociaux-démocrates, mais pourraient peut être (rien n'est jamais garanti) créer un événement en même temps que nous faire sortir de l'anonymat. Au sein d'un débat de la gauche plurielle, nous pourrions tenter de cristalliser « un Bloc ouvriers-paysans (et peut-être ajouter artisans) » qui aurait au moins l'avantage de présenter une caractéristique

sociale nettement définie.

J'ai eu l'occasion de rappeler que dans les années 30, l'Espagne a connu une crise politique majeure, dictature de Primo de Rivera, chute de la royauté, révolte des mineurs des Asturies, et que le mouvement ouvrier espagnol s'est développé, bien qu'étant très divisé. S'est constitué d'abord une Alliance ouvrière, puis un Bloc ouvrier et paysan composé d'anarchistes, de diverses fractions communistes, et d'organisations de petits paysans. En 1935, ce bloc s'est unifié et transformé en POUM. Le contexte d'aujourd'hui en France a bien des différences avec celui de l'Espagne des années 30, mais il a cependant deux caractéristiques communes ; l'une, c'est la crise politique de la monarchie plébiscitaire, l'autre c'est le décrochement d'une partie de l'électorat de la gauche plurielle vers l'extrême-gauche. Nous ne pouvons évidemment prévoir si nous serions acceptés. Mais si nous sommes plusieurs à nous y inviter, le refus des dirigeants sociaux-démocrates ferait scandale. Ainsi, acceptés ou refusés, nous sortirions de l'anonymat. Je ne fais qu'une suggestion. C'est à vous d'y réfléchir. Mais pour réussir cette opération tactique il nous faut contacter et surtout persuader nos partenaires les plus proches, la LCR, LO, le PT, les Alternatifs, les SUD, la CNT, l'Ecole Emancipée, DAL, les Sans-Papiers, etc... Enfin notre initiative a des chances d'être bien vue de la part d'un certain nombre de militants de la Gauche socialiste.

QUE NOUS PARTICIPIONS OU NON AUX ETATS GÉNÉRAUX DE LA GAUCHE PLURIELLE, RIEN NE NOUS INTERDIT DE REBONDIR EN ORGANISANT DES ETATS GÉNÉRAUX OUVRIERS, PAYSANS ET ARTISANS.

Reste à préciser ce que nous devons proposer à nos alliés éventuels en ce qui concerne l'organisation de ce Bloc. Il est clair qu'après des années- 30 au moins de scission entre les différentes paroisses trotskystes, il ne peut être question de proposer une fusion, ni aux organisations syndicales, ni aux associations à but spécifique, mais peut-être aux Alternatifs. Il faut laisser à chaque organisation sa liberté. Mais nous pouvons proposer qu'à l'échelon national se constitue un comité de liaison et d'animation composé de représentants de chaque organisation et de représentants des inorganisés, et de même à l'échelon départemental. Cette disposition, assez souple, pourrait peut-être permettre l'adhésion directe de sympathisant(e)s qui ne se reconnaissent pas dans les actuelles organisations de l'extrême-gauche. En outre, cette disposition créerait un climat de collaboration entre les militant(e)s de ces diverses organisations, qui en général s'ignorent.

MAIS SURTOUT IL FAUT PROPOSER UN PROGRAMME SANS ÉQUIVOQUE. VOICI CE QUE JE DÉFENDS.

Sur le plan politique, une nouvelle Constitution qui supprime les pouvoirs exorbitants du président de la République (on peut proposer à la place un présidium de 5 ou 6 membres, chacun[e] présidant à son tour pendant un an) .Une seule Assemblée élue au suffrage universel, selon le dispositif indiqué plus haut.(parité H-F et proportionnelle). L'interdiction pour les élu(e)s d'accomplir plus de deux législatures consécutivement, afin de limiter le carriérisme et le clientélisme.

Sur le plan économique, la limitation du patrimoine mobilier, immobilier et foncier de chacun(e) à 1

million d'euros, l'excédent étant exproprié au bénéfice du Trésor. Démantèlement des groupes financiers et industriels. Nationalisation de la Banque de France. Nationalisation ou re-nationalisation des grands services publics, Education (intégration de l'Alsace-Lorraine au régime commun), Santé, Transports, P et T, Distribution de l'eau. Redéploiement des lignes secondaires de la SNCF afin de limiter les transports routiers et la pollution. Sortie progressive du nucléaire et implantation d'un maillage de petites centrales hydroélectriques. Modernisation des voies navigables. Contrôle des prix. Soutien au secteur coopératif fonctionnant démocratiquement.

Sur le plan social, fermeture des officines de travail temporaire, interdiction des horaires flexibles, contrôle de l'embauche par les organisations syndicales, remise en vigueur de l'autorisation de l'inspecteur du travail pour tout licenciement collectif. Sécurité sociale, retour généralisé à la retraite par répartition. Régularisation des Sans-Papiers, réquisition des logements inoccupés au profit des mal-logés. Construction de HLM et lutte contre la spéculation immobilière.

Sur le plan culturel, démantèlement des grands groupes d'annonceurs publicitaires, interdiction des grands panneaux le long des routes, limitation de la publicités au cinéma et à la télévision.

Sur le plan international, soutien prioritaire aux organisations ouvrières et aux peuples colonisés, (Tchéchénie, Palestine arabe, Tibet, Afrique noire). Soutien à une Europe fédérale démocratique,

avec une banque contrôlée par le Parlement européen, renégociation des traités de Maastricht et d'Amsterdam. Sortie de l'Otan.

Comme toujours, quand on prend une initiative, la réussite n'est jamais garantie. « On s'engage et on voit. » Mais si on ne s'engage pas, on ne risque pas de connaître de succès. L'avenir n'appartient, disais-je, je ne sais plus qui, qu'à ceux qui savent penser et qui savent lutter. Aucun, ni aucune de vous n'est obligé(e) de penser comme moi.

Edward W. Saïd (texte
publié sur le site Web
animé par Noam
Chomsky)

Edward Saïd est l'un des plus importants intellectuels palestiniens vivants. Il est notamment l'auteur de *L'Orientalisme*, *l'Orient créé par l'Occident* (Seuil 1994) et plus récemment de *Culture et impérialisme* (Fayard-Le Monde diplomatique, 2000) Edward Saïd appartient à la diaspora palestinienne, à ces centaines de milliers de Palestiniens contraints à une expatriation lointaine. Il a été membre à ce titre du Conseil de l'OLP, dont il a démissionné pour marquer son profond désaccord avec les accords d'Oslo.

La Palestine au huitième mois de l'Intifada

Dix points pour se mouvoir dans la réalité actuelle

Entrée en son huitième mois, l'Intifada est parvenue à sa phase la plus cruelle et pour les Palestiniens en sa phase la plus asphyxiante...

Les dirigeants israéliens ont décidé de toute évidence d'accentuer ce qu'ils ont toujours fait, c'est-à-dire de rendre la vie impossible à ce peuple injustement opprimé. Il n'y a pas de limites à ce que Sharon est prêt à faire au nom d'un « principe » que les Etats-Unis soutiennent : refuser toute proposition aussi longtemps que la « violence » continue. Ce qui semble justifier pour lui de mettre une population de trois mille personnes en état de siège, pendant que lui-même et Peres (à coup sûr le plus malhonnête et hypocrite de tous) parcourent le monde en dénonçant le terrorisme

palestinien. Mais ne nous attardons pas à nous demander comment on leur permet de s'en sortir avec des stratégies aussi méprisables. Le fait est qu'on le leur permet, de sorte qu'ils continuent et qu'ils continueront à agir ainsi.

Une fois ces choses dites, il n'y a pas de raison d'accepter les conséquences passivement. Il convient d'analyser calmement la situation d'un point de vue tactique et stratégique. Voici ce que nous voyons :

1/ Les dirigeants palestiniens qui ont signé les accords d'Oslo et accepté le principe désastreux de la tutelle américaine, ainsi que toutes sortes de concessions, parmi lesquelles l'implantation de nouvelles colonies israéliennes, sont tout sim-

plement incapables de faire quoi que ce soit de plus que ce qu'ils font actuellement, à savoir d'attaquer Israël verbalement, tout en lui faisant signe sous la table qu'ils sont prêts à revenir aux vieilles (et inutiles) négociations dans des conditions plus ou moins semblables à celles qui prévalaient auparavant. Au-delà de cela, ils ont peu de pouvoir et encore moins de crédibilité.

L'étonnante habileté d'Arafat à survivre l'a mené aussi loin qu'il est possible et bien qu'il doit se savoir au bout du rouleau, il n'a aucunement l'intention de laisser sa place. L'illusion qu'il est la Palestine, et que la Palestine c'est lui, persiste. Et il continuera à y croire tant qu'il vivra. Le plus grave est que tous les successeurs potentiels sont plus inconscients encore et ne pourront qu'empirer les choses.

2/ La politique américaine n'est en rien dérangée par la terrible détresse des Palestiniens. Bush est aussi pro-israélien que Clinton, et le lobby israélien aux Etats-Unis et en Europe est toujours aussi brutal dans ses mensonges et son travail de désinformation — et cela malgré les efforts des dirigeants arabes pour se rapprocher du gouvernement américain mais aussi du lobby israélien (aussi curieux que cela paraisse). Il existe pourtant en Europe et aux Etats-Unis un courant non négligeable de sympathie qui n'a jamais été réellement exploité. Rien n'a été entrepris pour gagner les communautés afro-américaines, latino-américaines, les majorité des Eglises éloignées des fondamentalistes du Sud des Etats-Unis, ou encore les universitaires, et même une partie de la communauté juive, dont beaucoup de membres sont horrifiés par Sharon et Barak, ainsi que le montre la

déclaration remarquable de plusieurs centaines de rabbins appuyant les droits palestiniens, parue dans le New York Times.

3/ Il est plus probable que jamais que les Etats arabes fournissent aux Palestiniens tout au plus un appui politique marginal. Ils sont tous liés par des intérêts directs à la politique américaine. Aucun d'eux n'a la capacité d'être un allié stratégique pour les Palestiniens, ainsi que le sommet Arabe à Amman l'a montré une fois de plus. En même temps, dans le monde arabe, un abîme sépare les dirigeants des peuples, ce qui donne un encouragement suffisant pour la cause palestinienne, si ce sentiment est dirigé vers la libération et la fin de l'occupation.

4/ Les Israéliens ne mettront pas un terme à leur politique d'implantation de colonies ni à leur technique consistant à assiéger les Palestiniens et à les harceler dans leur vie quotidienne. Sharon, malgré ses penchants pour la fanfaronnade, n'est pas un homme intelligent ni compétent. Il a basé sa carrière sur la violence et la duperie, il a flirté souvent avec le crime et la terreur, les utilisant chaque fois qu'il pensait pouvoir en profiter. Nous, les Palestiniens ne nous sommes jamais vraiment adressés aux Israéliens, en particulier aux citoyens qui sont inquiets des développements actuels, qui condamnent le pays à un état de conflit permanent. Pas plus que nous n'avons eu quoi que ce soit à dire aux centaines de réservistes qui ont refusé d'accomplir leurs obligations militaires pendant l'Intifada. Il existe en Israël tout un secteur de l'opinion auquel nous pouvons nous lier. Il faut trouver un moyen de le faire, comme l'a fait le Congrès national africain

(l'ANC), qui a établi comme priorité politique l'implication des Blancs contre l'apartheid.

5/ La situation palestinienne elle-même n'est pas sans issue, car ce sont les êtres humains qui font l'histoire et non l'inverse. Il y a, de par le monde, suffisamment de jeunes Palestiniens et d'adultes également, qui sont consternés, exaspérés, écœurés par la direction palestinienne qui les a conduits de désastre en désastre sans jamais avoir eu à rendre des comptes, sans jamais dire la vérité, sans énoncer des objectifs clairs et des buts précis, à l'exception de sa propre survie politique. Comme l'a dit Eqbal Ahmad avant sa mort, l'OLP a toujours été très flexible en matière de stratégie et rigide sur le plan de la tactique. En effet, cet aphorisme se voit parfaitement reflété dans sa politique et son action depuis 1993. Arafat a commencé par accepter les résolutions 242 et 338 comme bases stratégiques des négociations, puis il a changé avec la plus grande flexibilité et il a accepté une modification stratégique après l'autre au cours des années suivantes. L'implantation des colonies devait s'interrompre et n'a fait qu'augmenter. Il a accepté cela. Même chose sur la question de Jérusalem et sur la restitution des territoires. En revanche, Arafat n'a jamais changé sa tactique, qui a été de continuer de participer au prétendu processus de paix et de faire confiance aux Etats-Unis quoiqu'il arrive : stratégiquement flexible et tactiquement rigide.

6/ Nous avons donc besoin aujourd'hui de quelque chose que la situation exige, mais auquel tous les acteurs se refusent, à savoir d'une véritable déclaration des buts

et des objectifs. Ceux-ci doivent inclure premièrement et avant tout, la fin de l'occupation militaire israélienne et la fin des colonies. Aucun autre chemin ne peut conduire les Palestiniens et les Israéliens à la paix et à l'équité. Il ne peut rien exister sous le nom de paix « provisoire » ou « intérimaire » (comme les accords d'Oslo le postulaient aux dépens terribles du peuple palestinien). De même, il est impossible de morceler les droits des Palestiniens. Absurdité inacceptable ! Il ne peut y avoir qu'un seul ensemble de lois et de droits, qu'un seul ensemble de buts et d'objectifs. Sur cette base, il deviendra possible d'organiser un nouveau mouvement palestinien pour la paix, qui doit inclure des Juifs israéliens et non israéliens, et particulièrement des personnalités et des groupes comme Rabbis for Human Rights (les rabbins pro-droits de l'Homme) et le mouvement dirigé par Jeff Halper, pour en finir avec la démolition des maisons palestiniennes.

7/ Quels sont les buts de ce mouvement à construire ? Tout d'abord, il doit s'agir d'un mouvement organisé, centré sur la libération et la coexistence de la Palestine, dans lequel chacun appartient à un tout, au lieu d'être un spectateur passif qui attend un nouveau Saladin ou les ordres venant d'en haut. Il faut se concentrer sur les deux autres sociétés dont l'impact est déterminant pour la Palestine. En premier lieu, les Etats-Unis, qui fournissent à Israël un appui sans lequel rien de ce qui se passe en Palestine ne serait possible. Après tout, le contribuable américain apporte directement 3 000 millions de dollars en aide, en plus du ravitaillement en armes (comme les hélicoptères qui bombardent aujourd'hui des villes et

des villages palestiniens) pour un total de 5 000 millions de dollars. Cette aide doit cesser ou être radicalement modifiée. Et en second lieu, la société israélienne, qui a, ou bien continué à appuyer passivement la politique raciste contre les Palestiniens « inférieurs », ou bien a appuyé activement en s'engageant dans l'armée, le Mossad ou le Shin Beth pour mettre en œuvre une politique humainement inacceptable et immorale. Il est incroyable que nous l'ayons supporté depuis si longtemps comme l'ont supporté tant d'Israéliens qui doivent aussi être impliqués dans son abandon.

8/ Bien que toutes les déclarations des Droits de l'Homme dans le monde (y compris la Charte des Nations-Unies) reconnaissent aujourd'hui le droit d'un peuple à résister par n'importe quel moyen quand il se trouve sous occupation militaire, de même que le droit des réfugiés à revenir dans leurs foyers, il est vrai aussi que les attentats suicides à Tel Aviv n'accomplissent aucune finalité politique ou éthique. Eux aussi sont inacceptables. Il y a une énorme différence entre la désobéissance organisée ou la protestation massive et le fait de se livrer à des attentats suicides en tuant des innocents. Cette différence doit être inscrite nettement et clairement et gravée une fois pour toutes dans tout programme politique palestinien sérieux.

9/ Les autres principes sont assez simples à énoncer. Droit à l'autodétermination pour les deux peuples ; égalité des droits pour les deux ; pas d'occupation, pas de la discrimination et pas de colonies. Toutes les négociations qui pourraient s'engager, doivent l'être sur

ces principes, clairement affirmés préalablement au lieu d'être laissés non-dits ou implicites comme cela s'est passé pour les accords d'Oslo sous tutelle américaine. Le cadre doit être celui des Nations-Unies. En attendant, il nous appartient, à nous Palestiniens, Arabes, Juifs, Nord-Américains et Européens, de défendre ceux qui sont sans protection et de mettre fin aux crimes de guerre, tels que les représailles collectives, les bombardements et les persécutions que subissent quotidiennement les Palestiniens.

11/ Telle est la réalité actuelle. Réalité au cœur de laquelle il y a l'asymétrie, la terrible disparité de pouvoir et de puissance militaire entre Israël et les Palestiniens. C'est pourquoi il nous faut conquérir les positions dominantes de la supériorité morale. Nous devons agir avec les moyens dont nous disposons : le pouvoir de penser, de planifier, d'écrire et d'organiser. Cela concerne les Palestiniens de Palestine, ceux d'Israël et ceux de l'exil. Personne ne peut se dispenser d'une forme ou d'une autre de participation dans la lutte pour notre émancipation.

Il est regrettable que les dirigeants actuels paraissent totalement incapables de le comprendre et qu'ils doivent donc être écartés, ce qui finira sans doute par se faire, à un moment ou à un autre.

tions sociales et économiques dans lesquelles l'ensemble de la population algérienne a pu se retrouver, c'est parce que son expérience des partis « traditionnels » l'a amenée à la rupture avec eux.

« Nous n'attendons rien d'eux » disent les manifestants, et ce rejet, cette rupture touchent y compris le RCD ou le FFS, pourtant traditionnellement porteurs des revendications berbères. Parce qu'au bout du compte, ces partis ont, peu ou prou, plié devant le pouvoir, au point, pour le RCD, d'y avoir participé au nom de la « lutte contre l'islamisme », cette créature de la nomenklatura destinée à mieux contrôler, terroriser le peuple, créature qui a d'ailleurs échappé à ses créateurs. « Nous n'attendons rien d'eux », disent-ils, parce que la misère et l'injustice ont atteint des proportions insupportables dans l'ensemble du pays, et que le barrage politique dressé par le pouvoir au nom du « Nous sommes le dernier barrage contre l'islamisme » ne suffit plus à contenir la rage, la colère, la révolte contre les pillards du pays.

Ce rejet est radical, souvent rugueux. Nombre de figures médiatiques l'ont appris à leurs dépens.

Les heurts suscités par les provocateurs manipulés par le pouvoir lors de la manifestation du 14 juin doivent être compris, à la fois comme une tentative désespérée du pouvoir de terroriser la population (sans pour autant pouvoir, comme en 88, faire tirer contre la jeunesse à la mitrailleuse et au canon), mais aussi comme un message politique : les archs, vos structures traditionnelles et démocratiques ne sont pas en mesure de contrôler une manifestation. Il faut vous en remettre aux partis « traditionnels ». Avec des variantes, le message relayé par tous vise à faire

rentrer le fleuve dans les bonnes vieilles ornières de la « délégation » : « Votez pour nous, nous ferons le reste ! ».

Or, la solution n'est pas dans la mise en place d'une combinaison « politique » de sommet, dans la construction d'un « front » nouveau, d'une sorte de « gauche plurielle ». Tous ceux qui entendent aider le peuple algérien à balayer la pourriture et à reprendre en main son destin doivent se poser une question : non pas comment lui faire reprendre le chemin des organisations traditionnelles, mais comment aider le peuple algérien à construire la représentation politique du mouvement tel qu'il est, avec l'ensemble de revendications identitaires, sociales, économiques qui sont celles des manifestations, revendications qui sont toutes dirigées contre le pouvoir, contre les pillards des richesses naturelles du pays et leurs alliés. C'est à cette aune que peuvent être jugés ceux qui se préoccupent d'aider ce mouvement. En un mot, comment aider le peuple et la jeunesse à s'émanciper eux-mêmes, et non se substituer à eux au nom d'une supposée « immaturité ».

DU TERRAIN POLITIQUE VERS LE « TERRAIN SOCIAL »

Le pont n'est pas si difficile à franchir entre les événements qui se déroulent en Algérie et l'appel, la préparation et les suites de la manifestation du 9 juin. Là encore, tout revient à savoir avec quelles « lunettes » on analyse les événements. Les nôtres doivent être celles d'acteurs, si faibles soient-ils numériquement (voir la lettre de Jean-René Chauvin, auquel nous ne donnerons pas tort

sur ce point) dont la boussole est le mouvement d'auto-émancipation des travailleurs. Et à cet égard, le 9 juin est à marquer d'une pierre blanche.

Nous avons analysé dans le n°17 de Carré rouge le sens des résultats des élections municipales. Nous avons en particulier souligné combien le refus des électeurs, salariés et jeunes, de tomber une fois encore dans le panneau du « vote utile » au second tour signifiait une rupture historique. Pour la première fois, dans un scrutin de forme locale mais de portée nationale, ils ont refusé de céder au chantage : « au premier tour, dites ce que vous voulez. On s'en moque pourvu qu'au second tour, au nom du « faire barrage à la droite », vous nous donniez mandat de poursuivre notre politique bourgeoise. » Des centaines de milliers de salariés, de chômeurs, de jeunes se sont abs-tenus.

Les grèves et les mobilisations ouvrières ont montré qu'il ne s'agissait nullement d'une saute d'humeur électoraliste. Dès le lendemain des élections, le mouvement de rupture s'est déplacé vers le « terrain social », celui où la lutte des classes n'est pas une abstraction. Elle traduit la résurgence d'une interconnexion entre le terrain politique au sens strict et celui de l'affrontement entre le capital et le travail, entre les travailleurs et le gouvernement en place, qui est l'un des traits politiques caractéristiques de la France.

Il y a d'abord eu la grève de la SNCF contre le « Plan Cap Client ». Les cheminots ont voulu arracher de la direction des engagements sur l'avenir du service public autrement plus sérieux que ceux dont la CGT est prête à se satisfaire, et ils ont tout fait aussi pour essayer de s'assurer la maîtrise de la grève. Tout aussi si-

gnificatif de l'état d'esprit des travailleurs est la détermination avec laquelle les traminots mettent les dépôts en grève semaine après semaine dans les grandes villes de province, n'hésitant pas, comme à Rouen et à Rennes, à s'engager dans des grèves très longues. Mais dès le lendemain des élections, les plans de licenciements ont déferlé. Différés pour ne pas gêner un gouvernement acquis à la mise en conformité de la société française avec le capital mondialisé, ils se sont abattus en quelques jours comme un coup de massue sur les salariés de Danone, Marks & Spencer et AOM-Air Liberté. Privés de représentation politique propre, confrontés à un gouvernement qui réaffirme sans faiblir sa volonté de travailler à accomplir les vœux des actionnaires, et se heurtant à des directions syndicales « traditionnelles » qui, toutes, chacune à sa manière, refusent de rompre avec la « gauche plurielle », les salariés auraient pu plier, sombrer. Ils ont au contraire puisé en eux-mêmes la volonté, l'énergie de mettre en place une contre-attaque.

Le rôle qu'ont joué les militants révolutionnaires chez Lu par exemple doit être évalué et apprécié. Ce sont eux qui ont été à l'initiative de l'appel à la manifestation nationale du 9 juin. Cet appel a été vite relayé par la LCR comme par l'ensemble des canaux, des réseaux construits ces dernières années, au premier rang desquels les syndicats SUD, les associations comme Droits devant, AC !, ainsi que le mouvement ATTAC. Ces militants ont joué leur rôle de « cadres » du mouvement ouvriers, assis sur leur refus de cette société. Il y avait sans aucun doute, parmi ceux qui, avec eux, ont rédigé le premier appel à se réunir à la Bourse du Travail de Paris, des salariés qui, quelques se-

maines auparavant avaient voté contre le PS et le PCF, s'étaient abstenus ou avaient voté LO, LCR, PT, Motivé(e)s. Rien n'indique, dans ce dernier cas, qu'ils aient attendu grand chose des petites organisations dont ils se servaient ainsi pour dire leur refus de la politique gouvernementale. Mais dans leur entreprise, c'est sur des militants de ces petites organisations qu'ils pouvaient compter, auprès desquels ils pouvaient trouver l'inspiration pour « rebondir » contre le plan de licenciements qui venait de tomber.

COMMENT

LA MANIFESTATION

DU 9 JUIN

S'EST ORGANISÉE

C'est un phénomène (par ailleurs classique) auquel nous devons réfléchir. Mais le plus singulier est la manière dont ils ont « rebondi ». Car la réponse n'est en rien « classique », elle. Ceux qui ont pris l'initiative de cet appel ont franchi un pas, montré une audace dont il faut mesurer la portée. C'est ce pas qui donne sa pleine signification au second volet de la rupture avec les partis et avec les grandes organisations dont les élections municipales avaient fourni le premier volet.

Il n'est pas surprenant en soi qu'une initiative vienne « d'en bas ». Après tout, tous les mouvements sérieux dans la lutte des classes surgissent indépendamment, quand ce n'est pas contre les consignes des « grandes organisations ». Les grèves importantes de ces dernières années ont toutes surgi de cette manière. Mais il s'agit là d'autre chose, totalement nouveau. Si les combats catégoriels, localisés, sont souvent déclenchés par les travailleurs eux-

mêmes, les « grands syndicats » gardent le « privilège » d'appeler aux manifestations nationales. Les journées d'action, les calendriers de grèves nationales « rituelles » sont monnaie courante. Les salariés s'en détournent souvent, ou n'y participent qu'en rechignant, comprenant que, loin d'être des points de centralisation contre le patronat et le gouvernement, ces défilés ritualisés ne mènent à rien.

Les salariés, les sections syndicales des entreprises victimes de plans de licenciements qui ont lancé l'appel à se réunir, puis organisé la manifestation du 9 juin ont fait preuve d'une audace sans égal. Ils ont contesté ce « privilège ». Aussitôt après avoir manifesté leur rupture avec les partis traditionnels dans les urnes, après avoir dit clairement qu'ils « n'en attendaient plus rien », ils ont, en actes, pris leur destin en mains en signifiant qu'ils n'attendaient rien non plus d'organisations qui acceptent d'être soumises, pieds et poings liés, à la politique gouvernementale de la gauche plurielle. Et si les initiateurs de cet appel n'ont pas frémé en prenant cette décision, c'est parce qu'ils disposent d'antennes « ouvrières » qui les ont convaincus que leur appel serait reçu, transmis, entendu, et qu'il était même en quelque sorte attendu.

Dès la première réunion à la Bourse du Travail de Paris le 3 mai, ils ont pu vérifier que les relais existaient pour leur appel, que des « insoumis » avaient maintenu des canaux ouverts à ce genre d'initiatives, canaux syndicaux pour l'essentiel (Syndicats SUD, mais aussi sections CGT, FO, CFDT, etc.), mais aussi canaux associatifs. Cette réponse a été un facteur de confiance dans leur propre capacité à aller de l'avant. Ils ont pu rapidement tester qu'il existait des

poches de résistance à la normalisation au sein même des « grandes » organisations, et que l'on pouvait s'appuyer sur les courants qui, au sein de la CGT, cherchent encore les voies du combat de classe.

Audace : en prenant en main leur propre mouvement contre les licenciements, ils ont bien vite écarté toutes les palinodies et les hésitations : non, il ne s'agissait évidemment pas de ne demander l'interdiction de licencier que « pour les entreprises qui réalisent des profits ». A la première réunion, cette absurdité éclatait : et AOM-Air Liberté ? Elles font des pertes : les licenciements y sont-ils « légitimes » ?

Audace : en avançant, les initiateurs ont bien vite vérifié que tout le monde était contraint de se déterminer par rapport à leur initiative. Jusqu'à contraindre la CGT, après une semaine de crise ouverte, à prendre une position incroyablement tortueuse et malaisée : la confédération serait représentée, mais n'appellerait pas... Aussitôt, cette décision, prise pour tenter de dessécher la mobilisation, pour la réduire à un acte minoritaire, était utilisée au contraire comme une sorte de « feu vert » donné aux sections, unions locales ou départementales et même fédérations CGT à s'engager dans la préparation de la manifestation nationale.

Et de fait, personne n'aura pu s'opposer.

La faiblesse relative des structures militantes qui se sont attachées à réussir la manifestation a abouti à une mobilisation à la fois déterminée et numériquement limitée. Le cortège a été un cortège de « militants », non au sens strict de salariés « encartés », mais au sens plus profond de salariés qui « agissent par eux-mêmes ». Le mouvement n'a pas eu la force de contraindre les confédéra-

tions à appeler ; il n'a pas eu la force de contraindre la FSU à se contenter d'un appel formel sans mobilisation réelle ; il n'a pas encore eu la force d'entraîner des masses de salariés capables de balayer tous les obstacles, de s'engager dans la grève générale, dans la remise en cause de la propriété privée, sans laquelle la matrice de tous les plans de licenciements à venir fonctionnera encore.

DE NOUVEAU SUR

LA PERSPECTIVE

D'ETATS GÉNÉRAUX

Un seul élu du PCF, le député de l'Oise Patrice Carvalho, aura eu le courage politique de se placer totalement du côté des travailleurs licenciés et de voter contre la loi de « modernisation sociale », dont les salariés savent qu'elle ne leur apporte aucune garantie de plus contre les licenciements. D'autres députés du PCF avaient annoncé qu'ils voteraient contre la loi, amendée de façon purement cosmétique. De quoi ont-ils eu peur ? D'une rupture franche avec le gouvernement, sur une question où les attributs qui accompagnent la propriété des moyens de production sont en cause, ou de donner des signes d'appui à un mouvement qui cherche une voie autonome ?

La décision des actionnaires d'AOM-Air Liberté de liquider l'entreprise à peine la loi votée a des aspects de provocation et représente l'annonce de nouvelles agressions du patronat sur le terrain des licenciements. Le Medef a trouvé de nouveau un appui public dans les rangs mêmes du parti socialiste et du gouvernement, cette fois de la part de Laurent Fabius. Forcé de réviser les prévisions de

croissance à la baisse, 2,2 % voire 2 % au lieu des 3,8 % annoncés en début d'année, le ministre de l'Économie estime que le droit de licencier doit être respecté et il annonce qu'il n'entend pas modifier sa politique de baisse des impôts malgré la diminution attendue des recettes fiscales. Autant dire qu'il faut s'attendre à l'annonce de nouveaux plans sociaux et donc à une exacerbation du conflit social.

Nous nous acheminons ainsi vers une situation où, indépendamment des élections de 2001 et peut-être bien avant qu'elles ne se tiennent, il faudrait qu'une issue politique commence à prendre forme. L'enjeu est de mettre en route le travail d'élaboration d'un programme politique. Celui-ci ne peut plus se faire en dehors de ce processus de ré-appropriation par les travailleurs de la maîtrise de leur combat. Puisque la mise en œuvre pratique d'un programme anti-capitaliste radical ne peut être l'œuvre que des salarié(e)s, des exploité(e)s et des dominé(e)s eux-mêmes. Et c'est eux qui doivent dire ce que ce programme doit être.

Pour Lutte Ouvrière et pour la LCR, la question et le défi sont ceux de savoir si l'une ou l'autre (ou mieux encore les deux travaillant ensemble) se montreront capables ou non de nouer un rapport et un dialogue politique public et démocratique avec tous ceux et toutes celles qui ont rejoint les luttes depuis 1995, qui ont combattu depuis le patronat privé aussi bien que l'Etat-patron, qui ont défendu les sans-papiers ou les sans-logement, ou encore qui ont participé aux débats et aux mobilisations autour de l'Accord multilatéral sur l'investissement, la taxe sur les transactions internationales de capitaux (la taxe Tobin) et la conférence de l'OMC de Seattle.

L'élaboration du projet et du programme sont parties intégrantes du processus de fortification et de consolidation-conviction qui s'est forgé peu à peu « en bas » que la société capitaliste divise et exploite, sans offrir aucune perspective qui vaille en contrepartie. Ce que la situation appelle, n'est-ce pas une initiative qui serait aussi neuve que l'idée de bonheur ne l'est pour Rimbaud : celle de réunir aux côtés des délégués syndicaux des entreprises en lutte, et des listes anti-capitalistes qui se sont formées lors des dernières élections, des Etats Généraux afin de tracer les grandes lignes d'un programme d'urgence anti-capitaliste. Celui-ci fournirait, bien entendu, la base d'un accord pour des candidats anti-capitalistes et anti-gouvernementaux aux élections de l'an prochain. Mais il fournirait dès la réunion des premiers Etats généraux pour son élaboration, un point d'appui et de centralisation vers lequel tous les travailleurs en lutte pourraient se tourner. Telle est la proposition que nous défendons.